

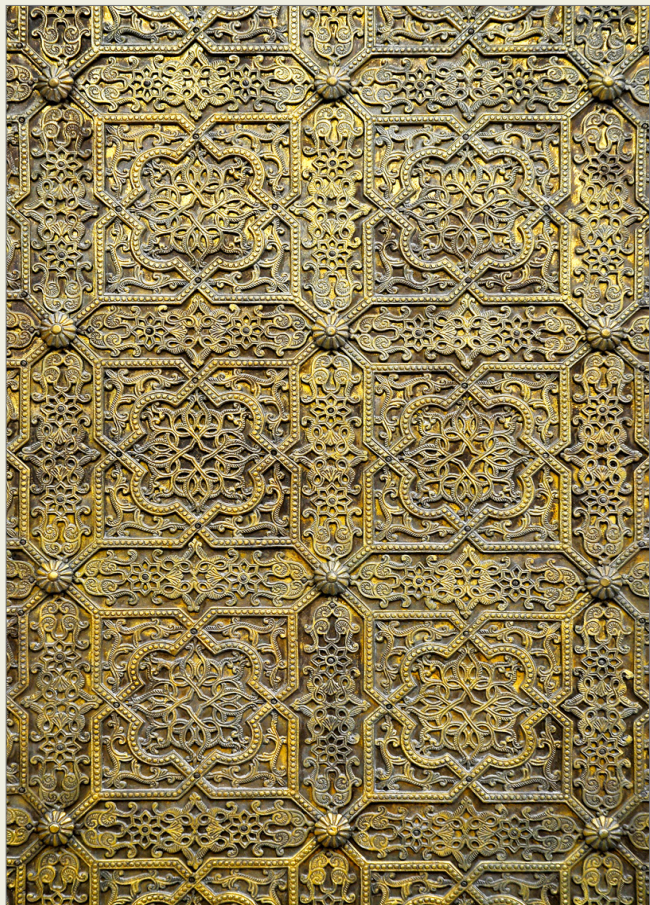
argelina.org

Revista Argelina

Revista semestral de Estudios Argelinos

Especial 2022: Independencia de Argelia

Número 16



Universitat d'Alacant
Universidad de Alicante

Número 16 · Especial 2022

Revista Argentina

Revista semestral de Estudios Argelinos

Revista Argelina

Revista semestral de Estudios Argelinos

Número 16

Comité editorial:

Director: Isaac Donoso

Secretario: Miguel Tolosa Igualada

Consejo de redacción: Naima Benaicha Ziani, Oum Hani Rahmani,

Antonio Torres Fernández, Leila Cherrouk

Secretario técnico: Didac Conesa

Comité científico:

Emilio SOLA Universidad de Alcalá de Henares	Laurence THIEUX Universidad Complutense de Madrid
Abdallah HAMMADI Universidad de Constantina	Rafael BUSTOS GARCÍA DE CASTRO Universidad Complutense de Madrid
Juan MARTOS QUESADA Universidad Complutense de Madrid	Manuela CORTÉS GARCÍA Universidad de Granada
Carmen BARCELÓ Universidad de Valencia	Juan José TAMAYO-ACOSTA Universidad Carlos III de Madrid
Miguel Ángel MANZANO Universidad de Salamanca	Bernabé LÓPEZ GARCÍA Universidad Autónoma de Madrid
Danielle PISTER-LÓPEZ Universidad de Lorraine	Eloy MARTÍN CORRALES Universitat Pompeu Fabra
Fernando DE ÁGREGA BURILLO Biblioteca Islámica-AECID	Francisco MOSCOSO GARCÍA Universidad Autónoma de Madrid
Shoko WATANABE Universidad de Tokio	Charles LESELBAUM Universidad de la Sorbona



Revista Argelina

Revista semestral de Estudios Argelinos

Revista Argelina. Revista semestral de Estudios Argelinos es una publicación electrónica semestral editada por el Área de Estudios Árabes e Islámicos de la Universidad de Alicante que edita dos números anuales de investigación y reflexión en torno a las letras, cultura, historia y actualidad de Argelia.

Una versión extendida de la revista se publica en papel por la Editorial Hispano-Árabe.

Cuenta con una Ayuda para la Publicación de Revistas Científicas del Vicerrectorado de Investigación y Transferencia de Conocimiento.

Exención de responsabilidad:

Las opiniones y datos contenidos en cada texto son de exclusiva responsabilidad de sus autores.

Revista Argelina no comparte necesariamente las opiniones vertidas por los autores ni se hace responsable de los trabajos.



licencia de Creative Commons
Reconocimiento 4.0 Internacional

© De los autores de los artículos originales.

© Revista Argelina, 2022

ISSN: 2695-5385

e-ISSN: 2444-4413

Depósito legal: B 25778-2019

La revista esta disponible a texto completo en internet en:

<https://argelina.ua.es>

Portada:

Puerta principal de la Mezquita del Emir Abdelkáder en Constantina, Argelia

Diseño y maquetación: Didac Conesa

Publicado en Barcelona por:

Editorial Hispano-Árabe

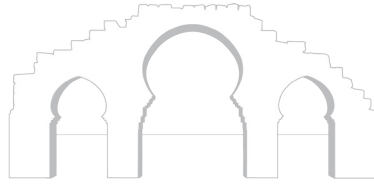
<http://www.editorial-hispanoarabe.com>

Calle de los Jazmines N° 17

Talamanca de Jarama

28160 Madrid

Tel. 639 707 720



Índice

Editorial

Isaac DONOSO

Editorial. 60° aniversario de la Independencia de Argelia 7

Ensayo

Omar BENBEKHTI

L'Algerie: un pivot geostrategique au cœur de la Mediterranee occidentale 11

Artículos y notas

Menouba BENMATI HAMANI

Los mapas atestiguan... Impacto de las leyes de tierras coloniales en Argelia: 1830–1950 ... 23

Souad HADJ-ALI MOUHOUB

La canción patriótica en la lucha por la independencia de Argelia 51

Juan MARTOS QUESADA

La independencia de Argelia y el proceso de arabización 77

Redouane MOUHOUB

Sinopsis del movimiento de liberación e independencia de la República de Argelia ... 95

Reseñas y comentarios bibliográficos

Mohammed Bedjaoui, *La Guerra de Argelia, una revolución a la altura del ser humano* (A. Torres) 103

Yamina Cherrad Bennaceur y Rachida Moncef, *Six ans au maquis* (S. Hadj-Ali) 107

Biblioteca

Noureddine AZZOUNI

Guía de lectura de *al-Lāz* de Tahar Ouettar 113

EDITORIAL

Hace ahora sesenta años se proclamaba el nacimiento de la República Argelina Democrática y Popular. Tras demasiado dolor, y heridas que nunca debieron haberse producido, el 5 de julio de 1962 nació Argelia como país independiente y soberano, y se abrió la puerta a un futuro diferente, donde los argelinos, todos los argelinos, debían de enfrentarse a nuevos desafíos y un futuro no exento de esperanza, pero también de incertidumbre.

Después de sesenta años, y las consiguientes dificultades en la construcción de todo proceso político, así como la definición de una nación, y una nacionalidad, para el pueblo argelino, 2022 ve arribar el sexagésimo aniversario de un hecho decisivo en la historia del Mediterráneo occidental y del norte de África, dentro de un escenario internacional ciertamente preocupante. Los acontecimientos que han tenido lugar en los últimos meses, la inestabilidad mundial producida por una escalada bélica inesperada y unilateral, el aumento de la desconfianza y las tensiones armamentísticas, nos arrastran hacia un panorama desasosegador, cuando en nuestro ámbito geográfico, la proximidad cultural, histórica y humana, no enarbolan sino la hermandad secular y la necesidad de un futuro unido y compartido. Otro escenario sería inaudito, e incomprensible.

Con el deseo del mejor de los futuros para la República de Argelia, y para todo el Magreb, dedicamos este número especial de *Revista Argelina* a la conmemoración del sexagésimo aniversario del nacimiento de la moderna nación.

Isaac DONOSO



Ensayo

L'ALGERIE : UN PIVOT GEOSTRATEGIQUE AU CŒUR DE LA MEDITERRANEE OCCIDENTALE

Omar BENBEKHTI
Université d'Oran

Soixante ans pour édifier une nation est un temps très court dans l'Histoire. Parler de l'avenir, après soixante ans d'indépendance est plus que nécessaire. Cela ne saurait empêcher d'atteler l'ambition d'être à une puissance en devenir. Un pays comme l'Algérie, pivot géostratégique et puissance en gestation, a les potentiels pour assurer la mise en œuvre d'une vision euro-méditerranéenne profitable à tous. Comment se livrer à une analyse lucide d'un mode de gouvernance qui a conduit au blocage du développement d'un pays aux ressources importantes et riche de potentiels indéniables, que ce soit en termes humains ou matériels ?

Malgré les grands progrès pour sortir des ténèbres coloniales, une éducation et un enseignement de qualité deviennent incontournables, car la jeunesse tient une part importante dans la société algérienne. Cela exige néanmoins une gouvernance à la hauteur. Les critères essentiels d'une bonne gouvernance sont la transparence de l'action publique, le contrôle de la corruption, le libre fonctionnement des marchés, la démocratie, la reddition des comptes et l'Etat de droit. On ne peut envisager de mettre en œuvre des réformes économiques sans réformes politiques. Certes la stabilité et la sécurité sont les deux piliers incontournables pour le succès du développement. Le cas de l'Algérie est édifiant à cet égard. Quel est l'état des lieux de ce pays à vocation de limes pour l'Europe et l'Afrique ?

L'Algérie porte et rempart

L'Etat algérien est aujourd'hui bien armé pour affronter toute forme d'agression. Quelle pourrait être sa place géopolitique ? Les capacités de l'Algérie à faire face aux attaques terroristes ont abouti au démantèlement des organisations terroristes activant sur son sol (AQMI, GIA, GSPC, Al Qaïda...). Avec le Mali à sa frontière sud-ouest et la Libye à l'est, elle est, ce faisant, un interlocuteur incontournable si l'on cherche à rétablir

la sécurité et la stabilité dans la région. L'Algérie qui affronte le terrorisme depuis trois décennies est en première ligne de la lutte contre les mouvances terroristes. Elle peut devenir un rempart contre celles-ci par sa capacité logistique, son expérience chèrement acquise, et sa position géostratégique.

Il est intéressant de reproduire ce texte du grand dictionnaire universel du XIX^{ème} siècle de P. Larousse, publié en 1865, qui écrit ceci à la rubrique Algérie :

Le sol de l'Algérie n'est pas libre de toute occupation ; il appartient à une vieille société à demi civilisée qui le détient en le dévastant... une sorte de communisme féodal et barbare... confisque le territoire et ne permet pas à la propriété individuelle de le féconder.

Ajoutant plus loin :

Si le sol algérien exerce une attraction médiocre sur les Européens, ce n'est pas seulement à la constitution de la société arabe qu'il faut s'en prendre, mais aussi au régime militaire que nous croyons devoir y maintenir. Ces mots régime militaire n'ont jamais signifié règne des lois, essor des libertés et des énergies individuelles ; au contraire, ils éveillent dans tout esprit les idées d'arbitraire et de compression ; c'est une sorte d'épouvantail qui se dresse de l'autre côté de la Méditerranée et qui fait fuir les intérêts, comme des oiseaux effarouchés... L'Algérie est une plante de serre chaude, bien maigre ; elle n'a pas encore porté de fruits : le soin qu'on met à l'empêcher de croître à l'air libre et au grand soleil est-il bien capable de lui donner de la vigueur... ?

L'Algérie a échappé dans les années 90 à une stratégie d'implosion programmée par des intérêts qui y voyaient une régression fatale pour ce pays, mais féconde pour leur agenda. Une violence inouïe et barbare y fut déployée. La société algérienne, culturellement méditerranéenne, amazighe et arabo-musulmane, s'est retrouvée confrontée à un terrible moment de déstabilisation. Elle a résisté avec une grande abnégation.

Le général de Gaulle déclarait publiquement que « toute politique africaine de la France passe par la porte étroite de l'Algérie ». Ceci est valable aussi pour toute politique européenne réaliste qui veuille bien se départir des anciens réflexes coloniaux. L'Algérie a gagné face au terro-

risme sur son territoire parce que « L'État et ses principales structures ne se sont pas effondrées et le pays ne s'est pas divisé d'un point de vue confessionnel ou géographique », ni ethnique. L'armée algérienne, l'une des mieux équipées en Afrique, bénéficie de l'un des plus gros budgets de la région ; mais elle ne saurait à elle seule contrôler l'ensemble de l'espace infesté par les groupes terroristes, soutenus par des puissances étrangères, surtout après la destruction de la Lybie, l'anéantissement de son unité par les forces coalisées de l'Otan, et l'assassinat de Kadhafi. Il s'agit donc d'identifier les priorités. La configuration de l'espace euro-méditerranéen, avec sa profondeur africaine, incite à trouver des solutions sécuritaires en coordination étroite avec l'ensemble des pays riverains. L'Algérie s'est traditionnellement positionnée en médiateur dans les crises et continue de le faire pour chercher une solution à la crise dans le nord du Mali, en Palestine, au Sahara occidental ou encore en Libye.

Le désordre politique qui s'installe actuellement dans les pays européens, menace l'avenir commun de l'Union Européenne. Cette menace incontrôlable et difficilement gérable, l'enfonce dans une logique de confrontation avec son environnement géostratégique. Coincée par une gestion chaotique des conséquences des guerres dans lesquelles elle s'est impliquée, l'Europe se retrouve confrontée à un afflux massif de réfugiés, victimes de ces guerres non désirées, sinon par des gouvernants corrompus. Ce phénomène accentue certaines tendances de forces centripètes qui poussent à engager l'UE dans une logique exclusivement sécuritaire et défensive.

Du côté sud de la rive méditerranéenne, l'édifice européen que l'inflation et la crise financière sont en train de fissurer, fait prendre conscience que l'arrimage des pays d'Afrique du Nord à l'Europe n'est pas exempt de risques pour leur développement économique, surtout dans un contexte de transition politique et stratégique. Les enjeux stratégiques de l'Europe au Maghreb central continuent de s'articuler principalement autour de l'approvisionnement en énergie et du contrôle des flux migratoires. Et les enjeux stratégiques du Maghreb, dans une Europe en crise quels sont-ils ?

La crise économique qui s'est installée en Europe (en vérité un changement structurel) et les évolutions dans les pays de la rive sud auront-elles un impact sur la relation euro-méditerranéenne et peut-on imaginer un

« revamping » des partenariats ? Le Maghreb apparaîtra-t-il davantage comme un problème et la Méditerranée une clôture comme le laisse à penser les plans d'action de la PEV¹ ?

L'Europe doit comprendre que la signature des accords de libre-échange, jugés pourtant dès leur conception, profondément inégaux, n'avait de sens pour les pays du Maghreb que comme gage de leur volonté de s'ancrer industriellement à l'espace européen. Pour eux, le bouclage du dispositif ne pouvait s'opérer que par les IDE qui leur permettraient d'améliorer leur compétitivité, de préserver et de renforcer leur tissu productif fortement menacé par le démantèlement tarifaire. Or, force est de constater que les délocalisations de segments productifs de l'Europe vers les pays du Maghreb ont été insignifiantes, comparativement au reste du monde, et leur effet de diffusion sur leurs économies respectives.

En Algérie, le bilan des investissements étrangers prête à interprétation. Avec un stock d'IDE de 26.786 millions USD en 2014, c'est le pays le moins attractif du Maghreb. L'essentiel des IDE est capté par le secteur des hydrocarbures. La contribution du capital étranger au financement des investissements est dérisoire, environ 1% en moyenne sur les trois dernières années (CNUCED). Ceci doit certainement justifier une volonté farouche de se prendre en mains sans rien attendre de l'étranger.

Oser une nouvelle relation Union Européenne-Algérie

Serait-il prétentieux d'œuvrer pour que l'Algérie devienne un des plus importants acteurs stratégiques euro-méditerranéens ? Les exportations européennes vers l'Algérie, avant la mise en œuvre de l'Accord d'association, atteignaient en moyenne annuelle 8,2 milliards de dollars. Après 2015, dix ans après les dégrèvements tarifaires sur les produits de l'UE, les exportations européennes vers l'Algérie ont atteint 30 milliards de dollars ; alors que, pour les mêmes périodes, l'Algérie exportait vers l'UE l'équivalent de 15 milliards de dollars en moyenne, puis 45 milliards de dollars en 2015, exclusivement des hydrocarbures. Ces chiffres montrent l'importance de l'évolution des échanges et le fait que celle-ci

1 Les plans d'action de la PEV (Politique Européenne de Voisinage) ont pour objectifs « la sécurité et la stabilité régionale » par le biais de « la coopération pour prévenir et combattre le terrorisme » et la « coopération dans le domaine de la lutte contre l'immigration clandestine ».

ira crescendo avec le temps. Mais il devient aussi nécessaire de prendre en considération la donne pour changer enfin les termes des relations euro-méditerranéennes. En effet, la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), fait état dans son rapport du début du mois d'août 2016 que l'Algérie continue à pâtir d'un déficit d'attractivité en matière d'investissements directs étrangers (IDE) : au cours de l'année 2015 on n'a enregistré que 587 millions de dollars d'IDE contre 1,5 milliard de dollars en 2014, soit une diminution de 60%.

Le Maghreb peut constituer une base pour la relance économique de l'Europe et, partant, sa stabilité. Quant aux pays du Sud de la Méditerranée, l'Europe peut s'avérer une voie complémentaire pour intégrer les processus mondiaux de production. Mais cela, seule une politique volontariste et un engagement franc, de part et d'autre peut le concrétiser. Ce qui suppose une volonté politique. Quid de cette dimension politique ?

Au Nord, la situation économique et politique de l'Occident fait problème. De ce fait, elle est ainsi de plus en plus fragile, particulièrement dans une Europe où contestation et remise en cause de l'Union et de ses politiques gagnent du terrain. L'Union Européenne est en grande difficulté aujourd'hui, économique, financière et politique. En outre, si l'on prend en acte que, de l'autre côté de l'Atlantique nord, la régression du rêve américain, sa frénésie d'être seul à dominer le monde est battue en brèche par des prémisses de sa chute, le déploiement planifié du chaos au Moyen-Orient, et une Afrique qui souffre encore de domination néocoloniale, et donc de pauvreté malgré des ressources importantes ; on peut comprendre le désarroi qui s'empare des peuples de la région euro-méditerranéenne.

Une nouvelle approche des relations internationales doit donc émerger, exigeant une autre éthique fondée sur le partage, de nouvelles règles du droit international, une autre méthodologie, de nouveaux instruments de coopération, des valeurs partagées pour instaurer de nouvelles bases à la solidarité et au développement. Voici venu le temps de remettre en cause des pratiques arrivées au terme de leur efficacité. L'obsolescence avérée d'un paradigme dépassé force à inventer de nouveaux rapports et donc de nouveaux comportements. Dans ce contexte caractérisé par des tentations de délitement du projet européen au nord de la Méditerranée,

et par des bouleversements chaotiques au sein des pays de la rive sud ; c'est d'une pensée radicale dont nous avons besoin. Autrement dit, ouvrir une page blanche et produire une vision commune d'un devenir partagé. Il est temps que le Sud puisse parler au Nord, et que celui-ci entende enfin.

Comment dès lors se livrer à une analyse lucide de ce qui a conduit à l'incontinence des Etats et à la déliquescence de leurs sociétés ? Comment être à la hauteur des événements historiques, faits de rupture et de changements radicaux, qui se produisent actuellement sous nos yeux ? Ces deux approches sont motivées par un triple objectif : restaurer une confiance perdue en des valeurs communes, restaurer la valeur de la solidarité et favoriser le rapprochement des élites de la gouvernance et des peuples, de toutes les élites. A travers ces regards croisés, se profile un appel à la cessation du délire qui se perpétue dans les discours logorrhéiques de potentats vassalisés, d'autocrates sans envergure et d'élites déclassées, inféodées au mainstream, ou marginalisées par la précarité, stérilisant la pratique rationnelle au profit de la thaumaturgie. Cette logorrhée de tous contre tout perdurera tant que la désinformation occultera le bon sens, et l'intelligence, déniait à une perception citoyenne responsable le bienfondé de la rationalité. L'absence de jonction entre les élites et le pouvoir peut conduire à de tragiques impasses.

L'ensemble européen, par une politique fermée à une vision plus solidaire et plus pragmatique, continue de déployer une coopération avec les pays du Sud qui reste sourde aux appels du changement, de la mutualisation des intérêts des uns et des autres bien compris, et de la rénovation de ses pratiques. L'Europe saura-t-elle saisir la chance de sa proximité avec l'Algérie, porte ouverte sur l'Afrique et rempart contre le terrorisme, pour enclencher une nouvelle approche, développer une autre démarche ; et les pays du Sud sauront-ils arrimer un développement sécurisé, dans une vision plus globale, et multilatérale ? La vision d'un projet économique et politique durable s'exprime sous deux aspects : créer un axe Europe-Afrique, et comprendre une fois pour toutes que les pays du Sud, et particulièrement le Maghreb, peuvent devenir un allié stratégique, si cesse le pillage de leurs ressources. Le vivre ensemble est possible comme en témoigne l'histoire de l'al-Andalus des siècles du Moyen-Age européen

Remettre le pays sur rails

La première tâche à engager en Algérie est la remise du travail au cœur de sa pratique économique, sa réhabilitation comme seule source de richesse, le retour de la confiance et «le déracinement de la haine de soi». Faire face au renoncement et au pessimisme en proposant une autre voie, un nouveau projet, une vision d'avenir porteuse d'espoir. Comment développer un contre logique du travail créateur de richesse face à la logique de la prédation des richesses ? La négation d'un système ou d'un régime toute seule n'est pas porteuse de construction. Il en faut plus pour mettre en œuvre de nouvelles convictions qui emportent l'adhésion. D'abord affirmer une position, consolider des certitudes partagées, et faire valoir une perspective pour l'engagement de tous.

Quels seraient les facteurs qui peuvent réhabiliter la valeur travail, instaurer la confiance entre acteurs, en réduisant l'incertitude afin que les individus adhèrent au respect des règles dans les relations économiques, sociales et politiques ? Tant que ne seront pas menées des actions pour réduire les rentes de monopole et combattre la corruption, il ne faut attendre aucun engagement constructif de la population. À cause de l'absence de confiance, des opportunités sont dissipées. Un pays qui n'instaure pas un climat de confiance, une stabilité durable et une ouverture sur les qualités de la créativité et la diversité de l'humanité ne peut espérer attirer l'investissement.

En Algérie, une majorité d'entrepreneurs privés se caractérisent encore par une mentalité de rentiers, fermés au partenariat et à l'échange international. Le patronat algérien a grandi à l'ombre du pouvoir, et en vérité, il ne veut pas de réels changements à ce « modèle économique » qui l'arrange à maints égards. Il soutient le statu quo politique tout en faisant semblant de promouvoir des réformes économiques. Les entrepreneurs privés s'inscrivent en majorité dans le soutien apporté à un pouvoir qui privilégie la rente manœuvrant sa puissante administration bureaucratique au gré des prébendes à distribuer sur une base clientéliste. Ces entrepreneurs veulent des crédits à rallonge, qu'ils ne remboursent pas toujours, ils se font octroyés des terrains et des facilités accordées selon des règles discrétionnaires et souvent au détriment de la réglementation.

On a assisté ainsi à un pillage forcené du foncier agricole sans contrepartie aucune sinon la spéculation sur les terrains.

Après trois décennies d'errements, comment construire d'autres fondamentaux afin d'ouvrir la voie à la compétence, à la créativité, à la productivité, à la transparence ? Quelle sortie de crise et quelle politique de développement ? Quelle alternative économique à la rente gazière et pétrolière ? Comment assurer la sécurité alimentaire et le développement agricole ? Quelles actions mener pour la construction d'un État juste, stratège et opérant ? L'ouverture du champ économique exige une plus grande facilitation pour la création d'entreprise, notamment un allègement des dispositifs réglementaires. Le changement de gouvernance est rendu nécessaire car l'État a du mal à gérer une économie ainsi fragilisée. Il faut un État stratège, capable de voir le réel tel qu'il est, de développer des convergences pour une vision d'ensemble, avec des pratiques nouvelles.

Le plan à mettre en œuvre misera sur une amélioration du climat des affaires, l'encouragement des investissements dans les énergies renouvelables, l'agro-industrie, le tourisme et les services, ainsi que l'économie numérique. Le développement des besoins n'étant en rien comparable aux années quatre-vingt, la première des mesures consistera à constituer un tissu de petites et moyennes industries liées aux besoins locaux d'abord, quitte à se lancer ensuite dans la sous-traitance et l'exportation à l'international dès que des labels de qualité et de compétitivité seront atteints. Comme les détenteurs de capitaux privés n'interviennent que dans des secteurs périphériques à la production industrielle (agroalimentaire de base, concession automobile débridée, boissons gazeuses, etc.), l'État devra s'assurer leur participation à l'accumulation nationale en bannissant les pratiques bureaucratiques, les freins administratifs, la corruption et les positions rentières.

En Algérie, plus de 60% des habitants vivent au nord, sur 4% du territoire national où se trouve l'essentiel du potentiel agricole (70% des terres agricoles de valeur). Sur les 238 millions d'hectares qui constituent le territoire national, seuls 40 millions d'hectares sont des terres pouvant porter une couverture végétale ou permettre des cultures. L'économie algérienne reste caractérisée par une dépendance alimentaire qui grève dangereusement sa balance commerciale. L'Algérie n'a pas encore assuré

sa sécurité alimentaire ; et la dépendance alimentaire ne fait que croître depuis le milieu des années 1970. 3^{ème} importateur du monde de blé tendre, 1^{er} importateur mondial de blé dur (50% des échanges mondiaux), et 2^{ème} importateur mondial de poudre de lait après la Chine, l'Algérie a aussi le taux le plus bas de couverture des importations par les exportations agroalimentaires. La faible performance du système de production agricole national n'est pas seule responsable de cette situation.

Au lendemain de l'indépendance, l'Etat s'était posé d'emblée comme gestionnaire du secteur agricole, l'autogestion de 1963 n'étant qu'un feu de paille dangereux vite évacué. En outre, pour des raisons historiques inhérentes au processus de colonisation, la déstructuration du monde rural a problématisé le régime foncier, et dès lors la « question agraire » ne pouvait être appréhendée que dans une perspective politico-idéologique. La question foncière est pourtant un élément constitutif d'une politique agricole réaliste. La gouvernance rentière n'a pas sorti le pays de sa dépendance aux hydrocarbures et n'a pas réussi davantage à concevoir une stratégie pour produire un réel développement économique équilibré et durable. La conjoncture actuelle se caractérise dès lors par une crise de confiance et un déficit de crédibilité. Notons enfin que la ruralité a encore, dans le contexte actuel, un rôle de cohésion sociale dans l'équilibre harmonieux d'un pays à majorité paysanne. Mais celle-ci ne saurait se réaliser sans la mise en œuvre d'une politique de cohésion économique qui intègre le développement rural et agro-alimentaire.

De nombreux déséquilibres affectent encore la société : l'injustice, la corruption et l'enrichissement injustifié, la perte des valeurs avec l'enfermement du spirituel dans des pratiques rétrogrades et intégristes, se traduisent par un affaiblissement du niveau culturel. C'est pourquoi la question qui demeure est la suivante : quelle forme d'exploitation promouvoir et quels types de propriété un Etat devrait favoriser, sachant que l'une ne va pas sans l'autre ? Les réponses à cette question ouvriront alors toutes les perspectives possibles.

Bibliographie restreinte

BENBEKHTI, Omar, *Les Arabes dans l'impasse*, Oran, Dar El Gharb, 2004.

_____, *La Stratégie sociale du Développement rural: Introduction aux Méthodes de l'Approche Participative*, Oran, Dar El Gharb, 2004.

_____, *L'Etat, l'Entreprise et le Management en Algérie*, Oran, Dar El Gharb, 2005.

BENKELFATE, Abdessamad et Omar Benbekhti, *Qui peut mettre fin au terrorisme ? L'Euro-Méditerranée à l'épreuve des faits*, Paris, Riveneuve éditions, 2017.

CHENNTOUF, Yayeb (dir.), *L'Algérie, face à la mondialisation*, Dakar, Codesria, 2008.



Artículos y Notas

LOS MAPAS ATESTIGUAN... IMPACTO DE LAS LEYES DE TIERRAS COLONIALES EN ARGELIA: 1830-1950

MÉNOUBA BENMATI HAMANI
Universidad de Argel

Traducido del francés
por Souad Hadj-Ali

Resumen

Durante tres siglos, los otomanos no importaron de forma masiva población turca ni "turquificaron" la tierra de la Regencia de Argel. Se contentaban con ocupar las mejores tierras agrícolas alrededor de las ciudades y recaudar impuestos de las tribus aliadas o vasallas. Las represiones y las guerras intertribales marcaron sin duda los tres siglos de presencia otomana, pero se estableció un cierto equilibrio dinámico en este territorio fundamentalmente pastoril y agrícola. A partir de 1830, los diferentes tipos de colonización se sucedieron, se entrelazaron, se solaparon y se opusieron, pero todos se apoyaron en un arsenal jurídico abusivo, un arma letal bien pensada e ineludible que se adaptaba a las necesidades del momento. Así se sucedieron leyes, decretos, órdenes, ordenanzas... para organizar la colonización agraria. Dos textos legislativos fundamentales tuvieron un impacto profundo y duradero en el territorio argelino: el Sénatus-Consulte de 1863 y la Ley Warnier de 1873. Estas dos leyes aparentemente opuestas fueron los instrumentos más eficaces en el proceso de desintegración de las comunidades rurales. ¿Cuál fue el impacto del Sénatus-Consulte en el territorio? ¿Cuál fue el impacto de las leyes que organizaron la colonización oficial? ¿Qué territorios fueron ampliamente ocupados? ¿Y los abandonados por el hecho colonial? ¿Qué territorios se vieron afectados por esta nueva política?

Palabras clave: Argelia, estructuras agrarias, colonización agraria, colonización oficial, colonización libre, leyes coloniales sobre la tierra, reorganización territorial.

* * *

MAPS BEAR WITNESS TO...
THE IMPACT OF COLONIAL LAND LAWS IN ALGERIA: 1830-1950

Abstract

For three centuries, the Ottomans did not massively import Turkish population nor did they "Turkify" the land of the Algiers Regency. They were content to occupy the

best agricultural lands around the cities and to collect taxes from allied or vassal tribes. Repressions and inter-tribal wars certainly marked the three centuries of Ottoman presence, but a certain dynamic equilibrium was established in this essentially pastoral and agricultural territory. From 1830 onwards, the different types of colonization followed one another, intertwined, overlapped and opposed, but they all relied on an abusive legal arsenal, a well thought-out and inescapable lethal weapon adapted to the needs of the moment. Thus, laws, decrees, orders, ordinances... were passed to organize the agrarian colonization. Two fundamental legislative texts had a profound and lasting impact on the Algerian territory: the Sénatus-Consulte of 1863 and the Warnier Law of 1873. These two apparently opposing laws were the most effective instruments in the process of disintegration of rural communities. What was the impact of the Sénatus-Consulte on the territory? What was the impact of the laws organizing the official colonization? Which territories were largely occupied? And those abandoned by the colonial fact? Which territories were affected by this new policy?

Keywords: Algeria, agrarian structures, agrarian colonization, official colonization, free colonization, colonial land laws, territorial reorganization.

* * *

Introducción

Dos textos legislativos fundamentales marcaron profundamente y de manera duradera el territorio argelino, a saber, el Sénatus-Consulte de 1863 y la Ley Warnier de 1873. A través de este estudio, nos proponemos describir, analizar y descubrir, apoyándonos en una serie de mapas temáticos, el impacto de estas dos leyes fundamentales en el territorio. El Sénatus-Consulte preveía la protección del reino árabe, la Ley Warnier, la de los colonos. Sin embargo, estas dos leyes, aparentemente opuestas, fueron los instrumentos más eficaces en el proceso de la desintegración de las comunidades rurales.

El Sénatus-Consulte está en el origen de la desestructuración del orden tribal y de la organización socioeconómica que caracterizaba el territorio en víspera de la colonización. Las leyes sobre la titulación de las tierras abrieron las puertas a la colonización y a una especulación del suelo abusiva. Un sistema dualista se mantuvo durante más de un siglo, oponiendo una agricultura colonial modernista que ocupaba las mejores tierras a una agricultura arcaica marginada y relegada a los sectores menos productivos. Paralelamente a dichas leyes fundamentales, una serie de

leyes fue promulgada a lo largo de la ocupación para organizar la pequeña y la gran colonización oficial.

Para comprender mejor y evaluar los cambios y los trastornos producidos durante el período colonial, ha sido útil abordar en una primera parte la organización territorial de la sociedad rural, así como las formas de propiedad de la Argelia precolonial. Una segunda parte tratará de la era colonial de 1830 a 1950. Una serie de mapas temáticos pondrá de relieve las repercusiones sobre el espacio de las diferentes leyes de tierras. El espacio territorial estudiado es el este argelino que corresponde al beylik durante el período otomano y al departamento de Constantina bajo la colonización francesa a partir de 1848. Es territorio muy variado, pues traduce el espacio nacional en el sentido en que engloba el mosaico topográfico de tres conjuntos geográficos del norte de Argelia: el atlas teliano, región húmeda y montañosa que recorre la costa; las altas llanuras, en el centro, áridas y semiáridas; y el atlas sahariano, sobre una superficie de cerca de 8.500.000 de hectáreas.

I. La era otomana

La Argelia otomana estaba caracterizada por una economía fundamentalmente agropecuaria y una agricultura que cubría el consumo del país. La exportación del superávit de cereales, la artesanía moderna y los beneficios de la carrera (corso)¹ completaban sus actividades. En el interior del país, un abismo separaba el poder de la sociedad, las ciudades del campo (90% de la población era rural). La presencia otomana en Argelia no fue el resultado de una dominación de tipo colonial y, por lo tanto, sin una afluencia masiva de poblaciones extranjeras. La única preocupación del bey consistía en cobrar impuestos.

Entre 516 tribus censadas a nivel nacional, 55% eran autónomas o casi independientes del poder turco (los dos tercios de los habitantes escapaban al pago de impuestos). El Imperio otomano era exterior a la vida profunda del país y, dada la debilidad de su implantación en las regiones del sur, solo definió las fronteras del este y del oeste. Habrá que esperar

1 Corso: una forma de guerra en el mar que consistía en atacar a los barcos mercantes y apoderarse de su carga que dominó la actividad económica durante todo un período. Así, los tributos y los rescates aportaban grandes ingresos a la Regencia.

la colonización francesa para ver cómo aparecían, a principios del siglo xx, las fronteras definitivas del territorio argelino con la delimitación territorial del Sahara.

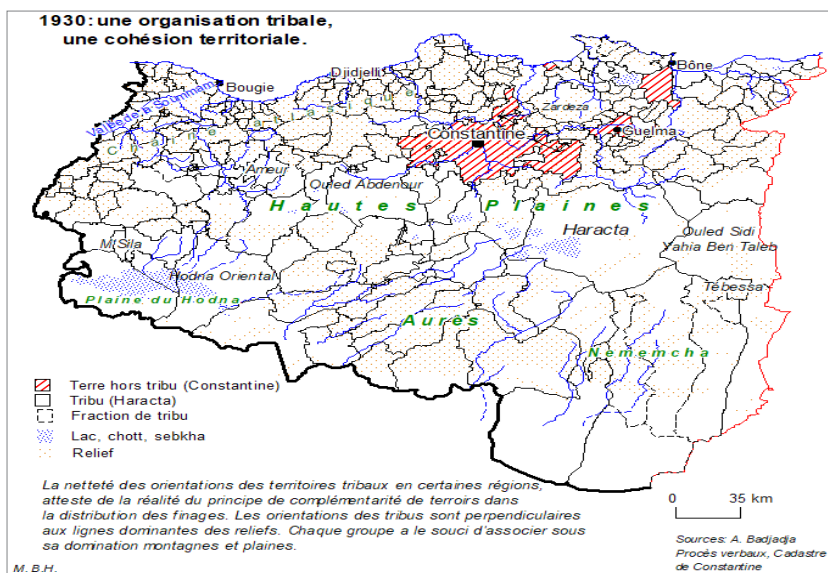
1. La tribu: fundamento del orden socio-espacial y cohesión territorial

En 1830, el *beylik* de Constantina contaba 239 tribus (Mapa 1). Fuera de las ciudades, las tierras pertenecían a las tribus:

Organisation sociale traditionnelle reposant sur le principe de la consanguinité, les regroupements humains réunissaient les personnes qui se réclamaient d'une parenté commune [...] l'unité de base de cette structure sociale, la famille, débordant le cadre du ménage réunissait 3 à 4 générations et prenait les dimensions d'une famille patriarcale. À l'échelon supérieur, celui de la tribu et de sa subdivision la fraction, la croyance à l'ancêtre commun n'avait qu'une valeur fictive, mais se transposait dans l'idée d'un commandement incarné par un caïd ou un cheikh².

En el mapa que presentamos se pone de manifiesto la correlación entre la delimitación de las tribus y el relieve. La relación del hombre con el suelo se realizaba mediante una lógica territorial basada particularmente en el principio de complementariedad de los terruños que asociaban espacios de cultivo, ganadería y bosques aptos para asegurar unas formas de vida con componente agropecuario. Esto explica que las tribus presenten delimitaciones distintas, orientaciones y tamaños distintos en función del territorio que ocupan. Parecen respetar cierta geometría territorial relacionada con elementos físicos, modos de vida y sistemas de cultivo distintos. Los desplazamientos eran bipolares, característicos de la parte norte de las altas llanuras y de las colinas subtelianas. Esto explica el tamaño medio de las tribus y su forma más o menos alargada.

2 Le Coz, Jean, *Le Rharb. Fellahs et colons. Étude de géographie régionale*, Rabat, Inframar, 1964, vol. I, p. 261: «Organización social tradicional basada en el principio de la consanguinidad, los agrupamientos humanos que reunían a personas que se reclamaban de una parentela común, la unidad de base de esta estructura social, la familia, que superaba el marco del hogar, reunía a 3 o 4 generaciones y tomaba las dimensiones de una familia patriarcal. En el nivel superior, el de la tribu y de su subdivisión, la fracción, la creencia en el antepasado común solo tenía un valor ficticio, pero se transponía a la idea de un mando encarnado por un caïd o un jeque».



Mapa 1: Organización tribal de Constantina en 1930

En cambio, en el este de las altas llanuras, la gran tribu de los Haracta (510.000 ha), de forma circular, se extendía desde las ricas vertientes arcillosas al norte, hasta los suelos ligeros al sur.

2. Modo de apropiación del suelo. Una trilogía territorial: *beylik/melk/arch*

En la Argelia precolonial dominaban dos estatutos territoriales (*melk* – *arch*) originales, cada uno de ellos relacionado con un modo particular de apropiación del suelo. Un tercer estatuto fue instaurado por los turcos a su llegada a Argelia: los bienes *beylik* y las tierras *azel*. A ello se añaden dos estatutos jurídicos creados también por los turcos para administrar el país: territorios *maghzen* y *habus*.

a) Los bienes dependientes del *beylik* (las mejores tierras agrícolas)

- Las propiedades personales del bey. Estas están reservadas al bey y a su familia e incluyen excelentes tierras bien irrigadas (praderas, jardines, tierras de cultivo) alrededor de Constantina.

- Las tierras *azel*: Aparte de la propiedad del bey, estas tierras a menudo procedían de secuestros o confiscaciones y se incorporaron al dominio del Estado turco. Por una parte, el bey sacaba por ellas unos ingresos fijos elevados y, por otra parte, los campesinos obtenían unos beneficios interesantes. Este doble interés llevaba a la estabilidad de la población. Este derecho de disfrute, reforzado por el trabajo, era casi equivalente a un derecho de propiedad.

- Las tierras *habus*: Son de carácter religioso. Son bienes de manos muertas en beneficio de fundaciones religiosas, cuyas ganancias estaban dedicadas a obras benéficas o sociales. Se consideran inalienables e imprescriptibles y están enclavadas en los territorios de *melk* y *arch*.

- Las tribus *maghzen*: Las fuerzas militares con las que contaban los turcos para mantener el país bajo su dominación eran insuficientes. El poder lo resolvió instaurando las tribus *maghzen*, elegidas por su implantación en puntos estratégicos, a menudo en tierra *arch*. Exentas de impuestos, estas tribus tenían una doble función: por un lado, estaban encargadas de mantener el orden frente a los movimientos insurreccionales y, por otro, aumentaban los recursos financieros del bey cobrando los impuestos.

b) Dualidad *melk* / *arch*

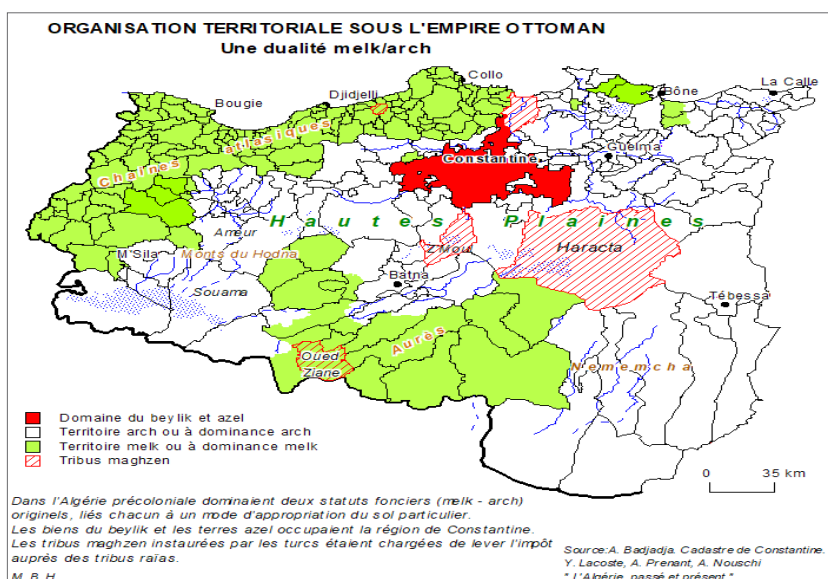
- Las tribus *melk* o con dominancia *melk*: Estas tribus se presentan en dos bloques compactos, uno al norte (cadena del Atlas), otro al sur (montañas del Aurés); ambos corresponden a zonas montañosas, mayormente berberófonas en una superficie de unos 2.800.000 ha. La palabra *melk* significa en árabe propiedad, bien libre alienable a la voluntad de su dueño. Implica una idea de soberanía del beneficiario.

La propiedad *melk*, caracterizada por una apropiación individual según el derecho consuetudinario, estaba reconocida como tal por la colectividad. La tierra era alienable por la ley musulmana, pero raras veces en los hechos.

Debido al estado de guerra casi permanente y a las dificultades por su conservación, los títulos no eran numerosos, era el consenso de la colec-

tividad el que reconocía la pertenencia de la tierra a una familia u otra y no se le ocurría a nadie poner en tela de juicio el derecho de propiedad. Eso constituyó un hándicap para los gobernantes coloniales.

- Las tribus arch o con dominancia arch: Al contrario de las tierras *melk* que se distinguían por su carácter privado, las tierras *arch* se caracterizaban por una apropiación colectiva, de una sola pieza de oeste a este. Propias de una sociedad agropecuaria, estas tierras se extendían sobre una región más aireada, más amplia, y ocupaban cerca de 6.000.000 ha. Pero se encuentran también en las montañas. Las consideraban como propiedad del soberano quien dejaba que la tribu las disfrutara como le pareciera, sin poder enajenar sus fondos. Cada tribu era libre de adoptar un modo de disfrute particular en función de la necesidad de la comunidad. En realidad, representaban cierta seguridad colectiva. Cada miembro de la comunidad explotaba individualmente la parcela que había despejado y trabajado, pero él no era su dueño.



Mapa 2: Organización territorial de Constantina bajo el Imperio otomano

3. Traducción de esta dualidad en el espacio

- En territorio *melk*: En las tierras de *melk*, en las regiones costeras y húmedas de Cabilia, los campesinos se dedicaban a las actividades agrícolas combinando el policultivo intensivo, la siembra y la cría de cabras. Las tribus eran pequeñas y compactas, eran propiedades individualistas, organizadas en pequeñas fincas delimitadas por accidentes, setos o cercas, con una vivienda fija, de ahí la sedentarización. En el Aurés, una región montañosa, las tribus, medianas y largas, practicaban el seminomadismo entre montañas y llanuras.

- En territorio *arch*: Las diferentes características de las tierras *arch* reflejan en el propio espacio una organización en grandes tribus ocupadas por campos abiertos sin vallas ni cercos y por tiendas.

En víspera de la colonización francesa, la provincia de Constantina presentaba un equilibrio dinámico³. La Argelia del siglo XIX era fundamentalmente pastoral y agropecuaria. En las zonas áridas y semi-áridas, los campesinos se adaptaron a las nuevas condiciones naturales desarrollando el cultivo de cereales y la ganadería ovina (espacio abierto en las altas llanuras). En cambio, en las regiones costeras, los campesinos se dedicaban a las actividades agrícolas asociando policultivo, plantación y ganadería bovina y caprina (espacios reducidos).

	<i>Melk</i>	<i>Arch</i>
Tipo de propiedad	Propiedad individual, sin título, enajenable.	Apropiación colectiva; explotación individual; sin título; inalienable.
Ubicación	Pequeña Cabilia; Aurés. Plantaciones sin salida al mar en las Altas Llanuras.	Altiplanicies, Hodna, Nememcha, arco forestal en el NE.

³ Cf. Nouschi, A., *Enquêtes sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises de la conquête jusqu'en 1919*, Paris, PUF, 1961.

Ganado	Vacuno, caprino. Zonas pequeñas. Intensivo	Ovejas, camellos. Llanuras y montañas, grandes extensiones, trashumancia. Amplio.
Agricultura	Cultivos alimentarios policultivos, métodos agrícolas relativamente sofisticados. Intensivo.	Monocultivo, cereales. Métodos agrícolas precarios. Extensivo.
Organiza- ción territorial	Tribus pequeñas en el norte, medianas en el Aurés. Campos cercados; vida sedentaria en las montañas cabileñas. Seminómada en el Aurés.	Grandes tribus; complementariedad de tierras; campos abiertos. La vida en tiendas de campaña.

Tabla 1: Tipología de los espacios ligados a los estatutos de las tierras en vísperas de la ocupación francesa.

Así era la organización territorial y social en vísperas de 1830... ¿Cuáles fueron los efectos de la colonización francesa en este territorio?

II. La era colonial: 1830 - 1950. Las tierras, la apuesta central de la colonización

1. El porqué

Protección de las propiedades francesas, explotación de las riquezas naturales, ampliación de las fronteras y restablecimiento de la autoridad de Carlos X...

Recordemos que el establecimiento de los franceses en la costa de África se remonta a 1450; adquirieron concesiones de África y los derechos de propiedad que fueron reconocidos por muchos sultanes árabes y reconducidos bajo el Imperio otomano en 1801 y 1817. En el diario de comercio, política y literatura *Le Constitutionnel*, de 21 de abril de 1830, se

puede leer en la rúbrica « Manifeste du gouvernement contre la Régence d'Alger »⁴ las siguientes declaraciones :

Nous croyons utile de rappeler à nos lecteurs les principales circonstances qui ont forcé le gouvernement du roi Charles X de rompre avec la régence, et qui ont déterminé l'envoi d'une expédition sur les côtes d'Afrique... La situation avantageuse de nos possessions, leur richesse en grains, bestiaux, laines, cire, miel, etc. ; les facilités qu'elles offrent pour répandre nos marchandises dans l'intérieur de l'Afrique, et l'abondance des produits de la pêche du corail sur cette côte, avaient procuré de grands avantages aux compagnies qui les exploitaient avant la révolution... Le dessein du dey d'Alger de nous dépouiller de nos domaines sur le sol d'Afrique, doit être considéré comme un de nos premiers griefs contre Alger⁵.

La carrera en el Mediterráneo molestaba a las potencias europeas y ponía un freno a las relaciones comerciales internacionales. Argel se percibía como un nido de piratas. Se trata asimismo de una operación de prestigio del gobierno de Carlos X, que quería imponer en Francia una política reaccionaria, un gobierno más autoritario y desviar la atención a la fermentación política que podía desembocar en una guerra civil. Pensaba que le hacía falta una operación de esta envergadura para dar la imagen de un poder fuerte. La conquista de Argelia se inscribía, pues, dentro de una tentativa de restaurar la autoridad real.

La expedición, so pretexto de lavar la afrenta del golpe de abanico o «matamoscas», era, en realidad, una batalla diplomática, un motivo para no pagar la deuda y, finalmente, desarrollar un futuro marítimo en el Mediterráneo con el fin de controlar nuevas rutas comerciales creando un nuevo imperio. Por lo tanto, la intervención de Francia, en 1830, no era ni una reacción al golpe de abanico, tantas veces realizado, ni una misión civilizadora, cuantas veces mencionada, especialmente por Jules

4 *Le Constitutionnel*, 21/04/1830, p. 2.

5 «Creemos útil recordar a nuestros lectores las principales circunstancias que obligaron al gobierno del rey Carlos X a romper con la regencia, y que determinaron el envío de una expedición a las costas de África... La ventajosa situación de nuestras posesiones, su riqueza en cereales, ganado, lana, cera, miel, etc.; las facilidades que ofrecen para difundir nuestras mercancías en el interior de África, y la abundancia de los productos de la pesca del coral en esta costa, habían procurado grandes ventajas a las empresas que los explotaban antes de la revolución... El propósito del dey de Argel para despojarnos de nuestros dominios en suelo africano, debe ser considerado como uno de nuestros primeros agravios contra Argel».

Ferry que había declarado el 28 de julio de 1885, durante un debate en la cámara de los diputados:

Messieurs, il faut parler plus haut et plus vrai! Il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures. [...] Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures⁶.

En 1830 Francia, que acababa de iniciar su revolución industrial, era altamente agraria y, por consiguiente, veía en la tierra un valor fundamental. La Francia de la época contaba con unos campos superpoblados y veía en Argelia una salida, un territorio que poblar y cultivar, sobre todo teniendo en cuenta que la conquista se produjo en un momento en que las colonias francesas se reducían a unas pocas islas y puestos comerciales.

En el prólogo del diccionario de los municipios de Argelia se puede leer:

L'Algérie possède un sol d'une grande richesse qui se prête, sous un climat très salubre, aux cultures les plus variées et les plus productives. [...] C'est pour chercher à opérer un revirement en faveur de notre colonie, pour la faire connaître dans toutes ses forces vives et chercher à diriger vers cette AUTRE FRANCE le courant d'émigration française, que nous publions ce livre⁷.

2. Los objetivos: Poblar, explotar la tierra y las riquezas naturales

Cuando cae Carlos X, el gobierno de Luis-Philippe decide, tras algunas tergiversaciones, mantener la presencia francesa en Argelia. Es una década de incertidumbre. Los primeros en llegar fueron los legitimistas de la revolución de 1830, conocidos como «guantes amarillos»,

6 Jourdan, Jean-Paul, *Documents d'histoire contemporaine: Le XIX^e siècle*, Burdeos, Presses Univ de Bordeaux, 2000, p. 158. «Señores, ¡debemos hablar más alto y con más verdad! Hay que decirlo abiertamente que, en efecto, las razas superiores tienen derecho frente a las razas inferiores. [...] Repito que hay un derecho para las razas superiores, porque para ellas hay un deber. Tienen el deber de civilizar a las razas inferiores».

7 *Dictionnaire des communes de l'Algérie, villes, villages, hameaux, douars*, Argel, Pierre Fontana, 1903, p. i: «Argelia tiene un suelo de gran riqueza que se presta, bajo un clima muy saludable, a los cultivos más variados y productivos. [...] Es para tratar de provocar un vuelco a favor de nuestra colonia, para darla a conocer en todas sus fuerzas vitales y para buscar encaminar la corriente de la emigración francesa hacia esta OTRA FRANCIA, que publicamos este libro».

que compraron las tierras dejadas por los *beylik* a precios irrisorios. Fue solo en 1840 cuando se decidió implantar una población de colonos para explotar y desarrollar las tierras agrícolas y «*reconstituer outre-méditerranée de nouvelles provinces peuplées de Français, qui soient capables de peser un jour dans le nouvel équilibre européen*»⁸. La idea de una colonia de asentamiento comenzó a germinar en la metrópoli, para ello hacía falta ocupar un máximo de tierras agrícolas, organizarlas en perímetros coloniales, construir pueblos y, finalmente, traer al mayor número de europeos para poblarlas y explotarlas.

3. El cómo: expolios, expropiaciones, secuestros, acantonamientos regulados por un arsenal legal

Después de la fase de conquista mediante una guerra sangrienta, era necesario implementar un marco administrativo, económico y jurídico específico para organizar y administrar los perímetros coloniales que iban a acoger a los que llegarían con el fin de constituir, reforzar, desarrollar la pequeña y gran colonización oficial, alentar la colonización privada y atraer la corriente migratoria francesa.

De 1830 a 1930, decretos, leyes, resoluciones y órdenes fueron los medios más eficaces, *ingeniosos, juiciosos y perniciosos para la penetración europea en el campo argelino*. Todas las leyes tenían los mismos objetivos: transferir el máximo de tierras fértiles hacia los colonos. Condujeron, por lo tanto, al despojo de tierras y a la marginación de las poblaciones autóctonas, muchas veces empujadas hacia tierras de menor calidad y mantenidas en un régimen legal precario. Dentro de esta serie legislativa, se distinguen tres tendencias:

- las leyes que sirvieron de soporte a la pequeña colonización oficial y de «despoblación» basada en los principios de concesiones gratuitas o de pago (en función de la progresión de la colonización) a colonos europeos para la explotación de las tierras agrícolas;
- las leyes que instauraron el principio de la gran colonización oficial o colonización capitalista bajo Napoleón III, en forma de concesiones

⁸ Ageron, *Charles-Robert, Histoire de l'Algérie contemporaine. 1871-1954*, París, P.U.F., 1979, pp. 69-137. «Reconstituir en la otra orilla del Mediterráneo nuevas provincias pobladas por franceses, que sean capaces de pesar un día en la nueva balanza europea».

de larga duración por un precio simbólico, con el fin de crear, poblar los pueblos y explotar la tierra;

- y, finalmente, las que favorecieron la colonización libre e individual abriendo el mercado de tierras y alentando a los colonos a comprar más tierras (leyes de titulación de tierras), principalmente la ley Warnier de 1873, su ampliación con las leyes de 1887 y 1897 y, finalmente, la ley de 1926. Estas leyes tenían como primer objetivo abolir el derecho musulmán. Ello llevó a la ruptura del principio de la indivisión, el colectivismo y la recuperación de las tierras mediante transacciones abusivas;

- el Sénatus-Consulte de 1863, al no poder integrarse en ninguna forma de colonización y dado su impacto en el sistema agrario, merece la pena tratarlo aparte. Fue el texto más importante de la historia rural argelina desde 1830 hasta 1962. Su aplicación iba a tener unas repercusiones duraderas.

4. El dónde: las mejores tierras agrícolas

El dónde encuentra respuesta en una serie de mapas temáticos que pondrán de relieve la geografía colonial:

- Los primeros territorios ocupados fueron los bienes personales del *beylik* y los que dependían de él. Asistimos a una transferencia sistemática de esas tierras hacia el dominio del Estado francés. «*Le domaine s'est proclamé l'héritier du beylik pour ses fermes, les habous publics parvenus à dévolution, les azel et les terres des tribus maghzen*»⁹.

- A partir de 1840, la colonización oficial se hace con las tierras circundantes de las propiedades *beylik*, luego con las llanuras interiores, a lo largo de los valles, a lo largo de las vías férreas, los territorios agropecuarios de las altas llanuras de alto potencial agrícola.

- A partir de 1911, la colonización oficial se aventura tímidamente hacia el interior del país hasta decaer en los años 30. De los 458 perímetros co-

9 Sainte Marie, A., « La province d'Alger vers 1870 : l'établissement du douar - commune et la fixation de la nature de la propriété en territoire militaire dans le cadre du Sénatus-consulte du 22 Avril 1863 », *Revue de l'occident musulman et de la Méditerranée*, 1971, num. 9, pp. 37-61. «El dominio se proclamó heredero del *beylik* por sus granjas, los *habus* públicos que se consiguió traspasar, los *azel* y las tierras de las tribus *maghzen*».

loniales creados entre 1832 y 1930, solo 22 fueron creados entre 1911 et 1930.

- Mediante la *francización* de las tierras, la colonización privada se extendió alrededor de la colonización oficial para formar un bloque colonial compacto.

Después de 1830, la dicotomía *melk* (apropiación privada) / *arch* (apropiación colectiva) dio lugar a un sistema dualista que oponía una agricultura colonial modernista que ocupaba las mejores tierras, a una agricultura arcaica marginalizada que se limitaba a los sectores menos productivos.

La colonización agraria en Argelia siguió muy de cerca las fluctuaciones políticas producidas en la metrópoli y los acontecimientos ocurridos en Argelia. Tres tendencias entrelazadas, complementadas, se opusieron durante la ocupación: la pequeña colonización oficial o colonización estatal, la gran colonización oficial o capitalista y la colonización libre o privada, fomentada por la francización de las tierras. Las tres formas de colonización fueron reguladas por unas leyes de las tierras apropiadas. Se aplicaron tres aspectos simultáneos: la expedición militar, la instalación y la explotación.

III. Impacto de las leyes territoriales e implantación de la pequeña y gran colonización oficial

Después de un período de vacilación y de una colonización restringida, Francia se embarcó en una política de ocupación a gran escala sustentada en un bien pensado e ineludible arsenal legal, fue así como se sucedieron leyes, decretos, órdenes, ordenanzas para organizar la colonización agraria.

1. Pequeña colonización oficial

Es a partir de 1841 cuando la pequeña colonización triunfa bajo la influencia del gobernador general Bugeaud cuyo objetivo fue exclusivamente de asentamiento. La pequeña colonización consistía en delimitar territorios coloniales, dividirlos en parcelas y cederlos o venderlos (según la política colonial de la época) a los recién llegados europeos, a los de

recursos modestos y con medios limitados; de hecho, era el medio de sacar de la indigencia a las poblaciones pobres del campo francés.

El gobernador general Bugeaud, precursor y defensor incondicional de la pequeña colonización oficial, declaraba en 1840:

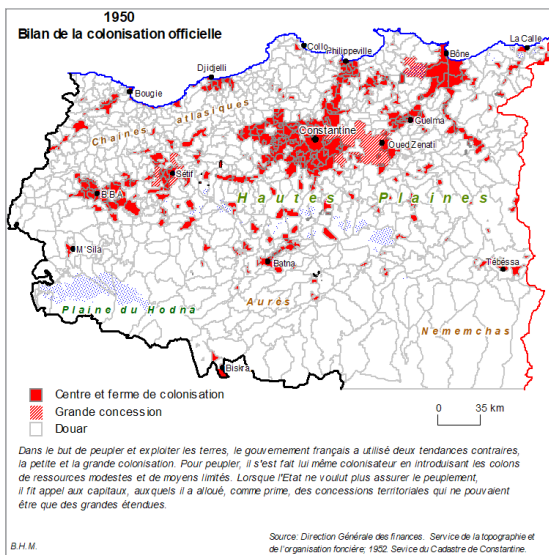
La guerre indispensable, aujourd'hui n'est pas le but. La conquête serait stérile sans la colonisation ; j'attache moins de gloire à vaincre dans les combats qu'à fonder quelque chose d'utilement durable pour la France [...] Si vous voulez réduire l'armée, il faut créer une force attachée au sol par la propriété se multipliant par les générations¹⁰.

2. Gran colonización o colonización capitalista

Bajo el Segundo Imperio surge un cambio radical de la política colonial con la vuelta al poder de Napoleón III que condenó la pequeña colonización oficial y recurrió a sociedades anónimas capitalistas. El poblamiento francés fue concebido de una nueva forma, la de las grandes empresas capitalistas que debían crear y poblar pueblos coloniales. Fue un fracaso en el sentido en que se crearon pocos pueblos y la población francesa se redujo.

Napoleón III concedió, por el decreto del 26 de agosto de 1853, 20.000 ha. de tierras en la región de Sétif a una empresa capitalista, la *Compagnie Genevoise*, y en 1863 el convenio de 1863 concedió, en el departamento de Constantina, 100.000 ha. a una gran empresa financiera, la *Société Générale Algérienne* (S.G.A) a razón de un franco simbólico por hectárea y al año. Las cláusulas del contrato estipulaban la ejecución de un determinado número de trabajos (equipamientos, carreteras...) así como la creación de unos poblados.

10 Entre otras fuentes, puede verse en Peyerimhoff, H., *Enquête sur les résultats de la colonisation officielle de 1871 à 1895 : Rapport à Monsieur Jonnart, Gouverneur General de l'Algérie*, Argel, Torrent, 1906. «La guerra indispensable no es la meta hoy. La conquista sería estéril sin la colonización; considero menos glorioso vencer en combates que fundar algo útilmente duradero para Francia... Si quieren reducir el ejército, tienen que crear una fuerza anclada en el suelo por la propiedad que se multiplique por generaciones».



Mapa 3: Concesiones francesas en el territorio de Constantina

3. Impacto del Sénatus-Consulte en el territorio

a) De la tribu al aduar

Para conciliarse con las poblaciones rurales argelinas y con el fin de protegerlas, Napoleón III decidió asegurar los derechos de las tribus. Dicha ley anunciaba en su artículo primero «Les tribus de l'Algérie sont déclarées propriétaires des territoires dont elles ont la jouissance permanente et traditionnelle, à quelque titre que ce soit»¹¹.

Esta disposición es revolucionaria porque por primera vez desde la conquista, una ley aseguraba a la sociedad agraria local una garantía de propiedad. Sus tres principales objetivos eran: dividir las tribus en aduares, repartir las tierras en función de la naturaleza de la propiedad y constituir la propiedad individual. Las dos primeras operaciones previstas arrojaron resultados importantes. En cambio, la tercera operación (constitución de la propiedad individual), que solo interesaba a los colonos, fue irrisoria.

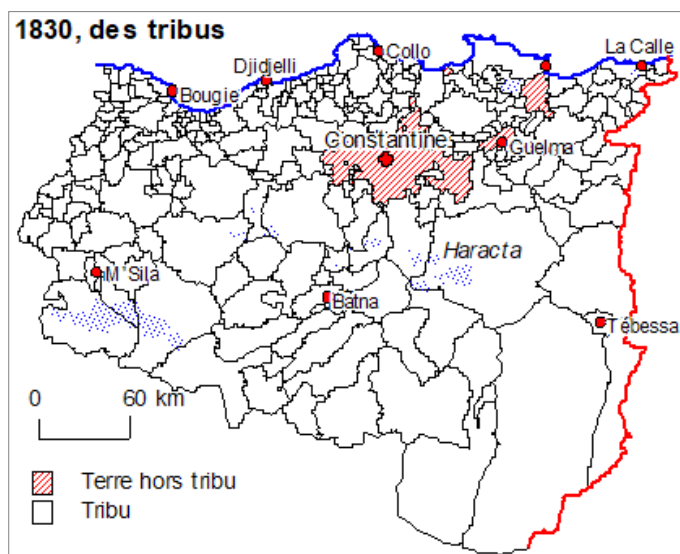
¹¹ «Las tribus de Argelia son declaradas propietarias de los territorios de los que tienen el disfrute permanente y tradicional, a cualquier título».

Las 264 tribus del este fueron entonces reemplazadas por 596 aduares. Según los casos, las tribus dieron paso a uno o varios aduares.

El alcance de esta legislación fue más allá del único aspecto agrario. Inició la fragmentación de los marcos sociotradicionales y la desintegración de las tribus.

El Capitán Vayssière declaró acerca del Sénatus-Consulte de 1863:

Le Sénatus-consulte de 1863 est, en effet, la machine de guerre la plus efficace qu'on ait pu imaginer contre l'état social indigène, et l'instrument le plus puissant et le plus fécond qui ait pu être mis aux mains de nos colons. Grâce à lui, nos idées et nos mœurs s'infiltreront peu à peu dans les mœurs indigènes, réfractaires à notre civilisation, et l'immense domaine algérien, à peu près fermé jusqu'ici, en dépit des saisies domaniales, s'ouvrira devant nos pionniers¹².



Mapa 4: Distribución tribal en Constantina en 1830

12 Vayssière, A., «Les Ouled Rechaich», *Revue Africaine*, 1893, num. 208, pp. 144-145. «El senatus consulta de 1863 es, de hecho, la máquina de guerra más eficaz que podría haberse imaginado contra el estado social indígena, y el instrumento más eficaz, más poderoso y más fructífero que hayan podido utilizar nuestros colonos. Gracias a él, nuestras ideas y nuestras costumbres se infiltrarán gradualmente en las costumbres indígenas, refractarias a nuestra civilización, y el inmenso dominio argelino, casi cerrado hasta ahora, a pesar de las incautaciones estatales, se abrirá a nuestros pioneros».

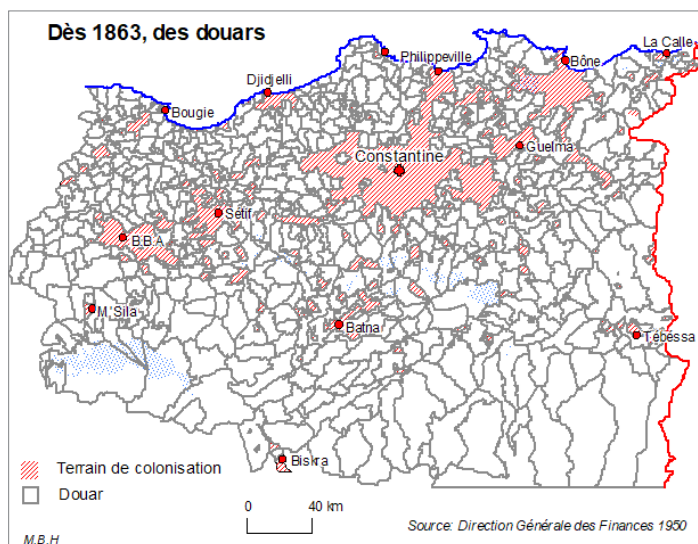
Durante una gira entre los Nememcha, para evaluar las consecuencias del sénatus consulta, este mismo capitán relató los siguientes hechos:

Les cheikhs et les kébars (chefs de fraction) sont tous venus me trouver, commentant et déplorant la nouvelle. La consternation peinte sur leurs visages, plusieurs versaient des larmes. Ils m'ont dit : 'les Français nous ont battus, ils ont tué nos jeunes hommes et nous ont imposé des contributions de guerre. Tout cela n'était rien, on guérit de ses blessures. Mais la constitution de la propriété individuelle et l'autorisation donnée à chacun de vendre ses terres, qui lui seraient échues en partage, c'est l'arrêt de mort de la tribu¹³.

Recordemos que no solo la tercera operación prevista por el Sénatus-Consulte —constitución de la propiedad individual— no se inició en ninguna parte, sino que, además, la tierra permaneció inalienable hasta la expedición de los títulos que establecían la propiedad privada. Esto llevó a la inmovilización de las transacciones de tierras y a una regresión de la colonización. El Sénatus-Consulte de 1863 se convirtió en el instrumento del «acantonamiento», mientras que cuando se había promulgado, su objetivo consistía en proteger a los indígenas prohibiendo el acantonamiento sistemático de las tribus.

La guerra de 1870 y las convulsiones políticas que siguieron, frenaron la aplicación del Sénatus-Consulte, considerado como herencia del imperio caído (circular del 19 de diciembre de 1870). En esa fecha, a nivel nacional, 372 tribus habían sido «Sénatus-Consulte das» según el neologismo entonces en uso. Habrá que esperar otra ley que retome la obra del Sénatus-Consulte, la de 1887 o pequeño Sénatus-Consulte. Fue en la región de Constantina donde el trabajo se completó por primera vez (1910-1911). Las 264 tribus de 1830 del departamento de Constantina fueron cartografiadas y subdivididas en 596 aduares.

13 *Ibid.* «Los jeques y los kebars (jefes de facciones) vinieron todos a buscarme, comentando y deplorando la noticia. Con la consternación pintada en sus rostros, muchos derramaron lágrimas. Me dijeron: "Los franceses nos golpearon, mataron a nuestros jóvenes y nos impusieron contribuciones de guerra. Todo eso no fue nada, uno se cura de sus heridas. Pero la constitución de la propiedad individual y la autorización dada a cada uno para vender sus tierras, que le habrían correspondido en parte, es la sentencia de muerte de la tribu».



Mapa 5: Distribución de aduares en Constantina en 1863

b) Del aduar al municipio, balance en 1950

Al generar el aduar, el Sénatus-Consulte marcó los hitos para la creación de los futuros municipios. Su impacto duró hasta la víspera de la independencia. En Argelia bajo administración francesa, la tribu y el aduar reflejan una división administrativa básica, una fracción territorial, el embrión del municipio. Se designaba al aduar con la denominación «aduar-municipio», que fue una transición hacia el advenimiento del municipio. Con la caída del imperio, el territorio de Argelia fue puesto, por decreto del 24 de octubre de 1870, bajo la autoridad de un gobierno general civil adscrito al Ministerio del Interior.

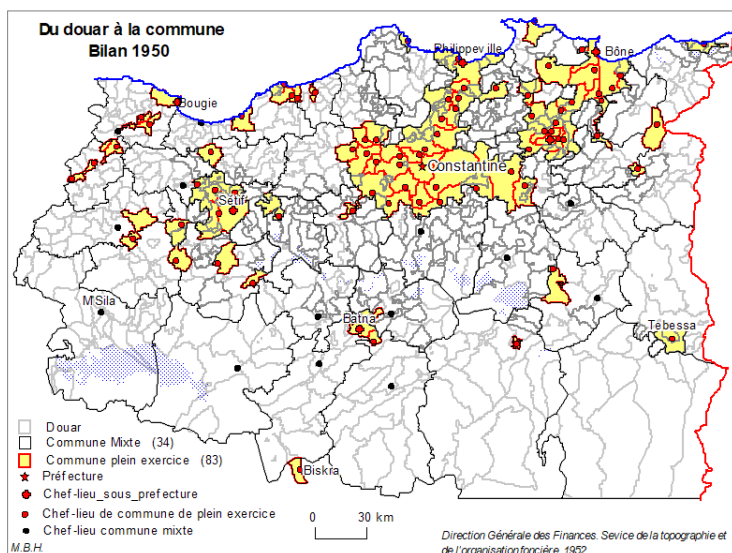
El régimen civil modelará una Argelia a imagen de Francia copiando las leyes metropolitanas. Esto es lo que Ageron llama una concepción colonial de la asimilación¹⁴. Una asimilación para los ciudadanos europeos y franceses y no para los súbditos coloniales (los musulmanes). Existieron desde entonces, en territorio civil, dos categorías de municipios: el municipio de pleno derecho que podría calificarse de europeo, y el municipio mixto (*commune mixte*) como indígena.

14 Cf. Ageron, CH. R., ob. cit.

c) Los municipios de pleno derecho, modalidad democrática municipal

Hasta 1870, los municipios de pleno derecho constituían enclaves en un territorio mayoritariamente tutelado por las autoridades militares. Estos son idénticos o casi idénticos a los de la metrópoli sobre la base de las normas y principios contenidos en la ley municipal de 5 de abril de 1884. Dirigido por un alcalde electo, asistido por diputados y un Concejo Municipal también electo, se diferencia del municipio de la metrópoli por la presencia de concejales municipales, elegidos por un colegio restringido, en representación de la población musulmana.

Estos municipios, como se muestra a continuación en el mapa 6, están «calcados» en los perímetros de colonización que tenían una presencia europea significativa. El criterio de delimitación de los municipios con plena función estaba por tanto estrechamente ligado al número de ciudadanos europeos residentes sujetos al Código Penal de la República. En 1950, había 83 municipios con plena función en el departamento de Constantina ocupando 1.021.671 ha, es decir un promedio de 123.000 ha por municipio.



Mapa 6: Del aduar al municipio alrededor de 1950

d) Los municipios mixtos o “submunicipios” (código indígena)

Es en el contexto del paso gradual del régimen militar a la administración civil, marcado por las opciones contrastantes del régimen imperial y luego de los partidarios de la Tercera República, tuvo lugar la creación y el desarrollo de municipios mixtos. El municipio mixto, estructura administrativa sin precedentes en la Argelia colonial, es un distrito administrativo rural que goza de una organización que es, en principio, la estipulada por el decreto del Gobernador General de 20 de mayo de 1868 para el territorio militar. El municipio mixto es administrado por un administrador francés designado y dotado de poderes disciplinarios.

Este inmenso distrito (una media de 216.000 ha en el departamento de Constantina) se ha desarrollado allí donde la población europea no estaba suficientemente aglomerada, suficientemente compacta, suficientemente densa, para formar un municipio de pleno derecho. Los habitantes musulmanes de dicho municipio no tienen los mismos derechos que los europeos y están sujetos al código indígena (28 de mayo de 1881), un código discriminatorio y punitivo (por impago de impuestos, recepciones no declaradas, movimientos sin autorización, etc.). Estaban sujetos a una doble imposición, la de las autoridades coloniales, común a los ciudadanos europeos, además de un impuesto adicional heredado del régimen otomano.

La ley del 20 de septiembre de 1947 y el decreto del 28 de junio de 1956 dispusieron la supresión gradual de los municipios mixtos y su conversión en municipios de pleno derecho. El municipio mixto, que se concibe como un territorio de transición hacia el municipio de pleno derecho, considerado como el más logrado: *«lorsque l'élément européen sera suffisamment développé et où, de son côté, l'indigène se sera façonné à nos idées»*¹⁵.

Pero estos proyectos, por diversas razones, no tuvieron éxito y los distritos electorales se mantuvieron sin cambios hasta 1956. En 1952 había 34 municipios mixtos en el este de Argelia que ocupaban 7.341.671 ha.

15 Mussard, Christine, « Réinventer la commune ? Genèse de la commune mixte, une structure administrative inédite dans l'Algérie coloniale », *Histoire politique*, 2015/3, num. 27, pp. 93-108: «Cuando el elemento europeo esté suficientemente desarrollado y donde, por su parte, el indígena se haya moldeado a nuestras ideas».

e) El aduar y la tribu como embriones del municipio

El impacto del Sénatus-Consulte va, por tanto, más allá de las previsiones esperadas cuando se puso en marcha. No solo desestructuraba la célula básica (la tribu) que tenía su lógica territorial y socioeconómica, sino que generaba un nuevo concepto administrativo, el del municipio.

En los mapas adjuntos se demuestra la correlación directa entre el municipio de pleno derecho y la distribución de los perímetros de colonización que incluyen una gran población europea. Una organización administrativa a dos velocidades. En 1902, fecha del censo de población en Argelia, había 118.597 europeos en los municipios de pleno derecho y 18.364 en los municipios mixtos¹⁶.

4. Impacto de las leyes agrarias de titulación de tierras o de impulsión de la colonización libre

Cabe recordar que fue la colonización libre la que «abrió el baile» en 1830, con la llegada a Argelia de empresarios con un capital considerable. Esos fueron los llamados grandes colonos que invirtieron en tierras y se beneficiaron de grandes latifundios agrícolas. Pero el levantamiento del emir Abdelkader frenó un poco este entusiasmo. El estado optó entonces por la colonización oficial hasta 1870. Habrá que esperar la caída del imperio para que la Tercera República retomara el concepto de colonización libre bajo la presión de los colonos que exigían la privatización de la tierra y su apertura al mercado de tierras.

Fue así, a partir de 1871 y paralelamente a la colonización oficial, como comenzó a desarrollarse la colonización libre que se sustentaba en leyes específicas de tierras: la ley Warnier de 1873, su ampliación con las leyes de 1887 y 1897 y finalmente la ley de tierras de 1926. Como apuntábamos más arriba, bajo el Segundo Imperio, las tribus solo se habían delimitado subdividiéndolas en aduares, pero la distribución entre individuos y comunidades era irrisoria. Al no tener títulos, la tierra no podía, por lo tanto, estar sujeta a transacciones de tierras.

La «francización» de las tierras consistió en la sumisión total y definitiva a la ley francesa de los bienes que estaban regidos anteriormente

16 *Tableau général des communes de l'Algérie, situation au 1^{er} novembre 1902.*

por la ley musulmana. Esta ley refleja una nueva orientación de la política argelina. Concuerdia con la administración civil y la extensión del territorio civil.

a) La ley «Warnier» de 1873

Bajo la presión de los colonos y bajo la instigación de Auguste Warnier, representante no oficial de los colonos para la defensa de sus intereses, y en oposición al proyecto del reino árabe de Napoleón III, una nueva ley, la ley Warnier, va a abrir el mercado de tierras a los colonos garantizando transacciones más rápidas y seguras entre argelinos y europeos y fue un elemento inmediato de movilización de las tierras.

Esta ley fue concebida como una extensión de los embargos que siguieron a la insurrección de El Mokrani de 1871 y como una respuesta al Sénatus-Consulte de 1863 que protegía la tierra colectiva. Promulgada en 1873 tras la caída del imperio y el advenimiento de la Tercera República en la Francia metropolitana, la ley Warnier tenderá hacia una nueva política de colonización que será puesta en marcha por el nuevo gobierno. La colonización libre se expandirá junto con la colonización oficial.

Defensor incondicional de los derechos de los colonos, Auguste Warnier declaró que los indígenas no tenían derechos sagrados sobre sus territorios. Cualquier copropietario podía solicitar la supresión de la propiedad común según el artículo 815 del Código Civil. Por lo tanto, el objetivo de esta ley era emitir títulos de propiedad individuales, tanto en los territorios de *melk* como de *arch*, con el fin de proporcionar tierras para la colonización. Para ello, primero era necesario anotar la propiedad individual sobre las tierras de *melk* o *azel* y luego constituir la en los territorios del *arch* (propiedad colectiva). Esencialmente destinado a permitir transacciones más rápidas y seguras entre argelinos y europeos, este procedimiento de consulta general se aplicó a todo un aduar o parte del mismo y a toda una tribu o parte de la misma. Al titular las tierras, se las puso a disposición del mercado de tierras y de la especulación abusiva. Una multitud de empresarios se abalanzó sobre los aduare, comprando las tierras a precios irrisorios y empobreciendo a los campesinos obligados a vender por motivos de subsistencia.

La constitución de la propiedad así definida resultó ser más compli-

cada de lo que parecía por razones de filiaciones a menudo imprecisas y lo fastidioso que suponían los trámites administrativos, la mediocridad de las condiciones de aplicación... paralizaron la buena marcha de la operación y levantaron la ira de los colonos. Así que, para remediar estos inconvenientes, se promulgó la ley de 28 de abril de 1887, o pequeño Sénatus-Consulte. Dos objetivos se marcaban con esta ley, por un lado, la modificación de la ley Warnier de 1873 y la reanudación de las obras previstas por la 3ª fase del Sénatus-Consulte de 1863. Es la ley de 1897 la que completará la obra de delimitación y francización. Se emitió un título individual para cada beneficiario. A partir de entonces, cualquier propiedad basada en títulos franceses estará sujeta a la acción de la justicia civil.

En el departamento de Constantino se titularon 773.000 ha.

b) La ley agraria de 1926 de titulación de tierras

A principios de siglo se nota un cierto declive de la colonización. Era necesario encontrar y titular nuevas tierras. Tras varias propuestas legislativas (1903, 1907, 1919 y 1921) para reactivar el mercado de la tierra, las asambleas argelinas solo optaron por un determinado número de modificaciones a la ley de 1897:

Ces modifications ont été réalisées par la loi du 4 août 1926 qui avait pour objet de rendre la procédure d'enquête partielle plus rapide et moins coûteuse et de remettre en vigueur les procédures d'ensemble destinées à assurer la constitution de la propriété indigène dans tous les douars où la colonisation a largement pénétré, c'est-à-dire dans ceux où la moitié au moins des surfaces aura fait l'objet d'enquêtes partielles ou quand la moitié au moins des intéressés le demandera¹⁷.

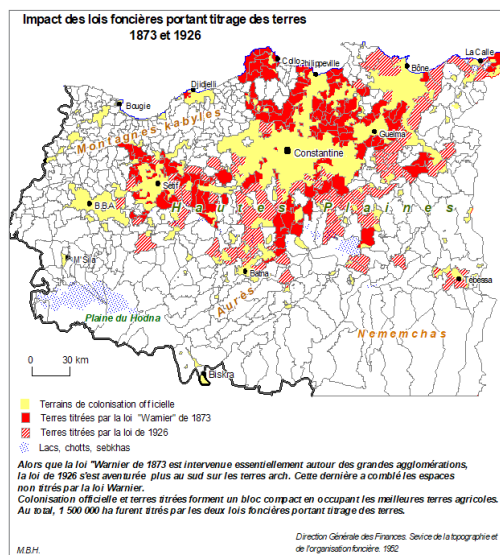
Esta ley es, de hecho, la extensión de la ley Warnier de 1873. Cerró la legislación agraria. El objetivo seguía siendo el mismo, es decir titular las tierras del *arch* y permitir su apropiación por parte de los colonos.

17 Hanotaux, Gabriel, *Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde*, París, Société de l'histoire nationale, 1950, vol. 2, p. 506. «Estas modificaciones fueron realizadas por la ley de 4 de agosto de 1926, cuyo objeto fue hacer más rápido y menos costoso el procedimiento de investigación parcial y restablecer los procedimientos generales destinados a asegurar la constitución de la propiedad indígena en todos los dúares donde la colonización ha penetrado en gran medida, es decir en aquellas en las que al menos la mitad de las superficies ha sido objeto de reconocimientos parciales o cuando al menos la mitad de los interesados lo solicita».

Las operaciones de esta ley continuaron hasta la víspera de la Segunda Guerra Mundial. Este será el último intento de enajenar la tierra. Un total de 721.000 ha fue titulado por la ley de tierras de 1926 solo en el departamento de Constantina. En este departamento, la titulación de tierras en 1926 afectó casi exclusivamente a las tierras *arch*.

La promulgación de las dos leyes de titulación de tierras refuerza, por lo tanto, la colonización oficial al abrir el mercado de tierras a los grandes terratenientes. Estas leyes intervinieron en áreas no ocupadas por la colonización oficial y sirvieron como relevo para formar un bloque colonial compacto (Mapa 7). La ley de Warnier intervino en la periferia de las tierras de colonización uniéndolas entre sí. Promulgada tras la caída del imperio, su objetivo era desbaratar la política napoleónica y abrir el mercado de tierras a la colonización privada.

En cuanto a la ley de 1926, interviene cuando la colonización oficial comenzaba a agotarse, era necesario dar un último respiro a la colonización privada que había perdido terreno tras la Primera Guerra Mundial. Un total de 1.500.000 de ha fueron tituladas por las leyes de tierras de 1873 y 1926 en el departamento de Constantina.



Mapa 7: Impacto de las leyes en la propiedad de la tierra en la región de Constantina

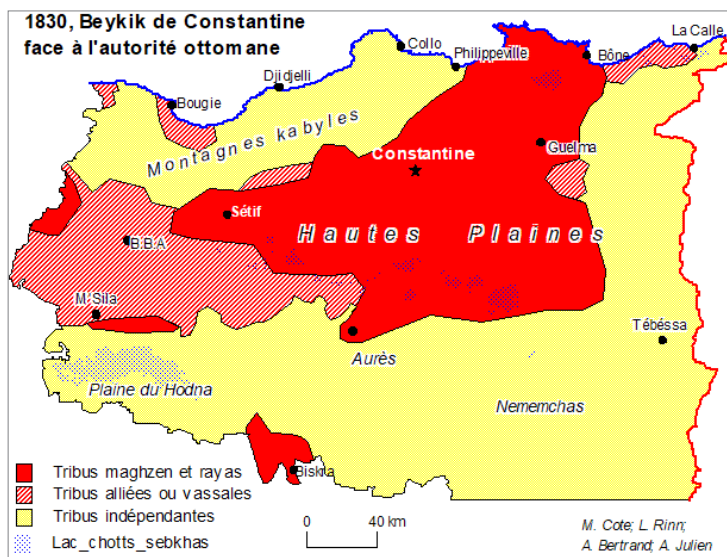
Conclusión

Entre 1830 y 1950 (mapas 8 y 9), se observa una sorprendente similitud entre la distribución de tierras bajo el control directo o indirecto de los *beylik* y aquellas bajo el control de la colonización francesa. De hecho, las tribus totalmente independientes de la regencia otomana (espacio amarillo), a saber, las montañas de la Cabília, la llanura de Hodna, el Aurés, los Nememcha y el extremo este de las altas llanuras (mapa 8) corresponden globalmente a las tierras no ocupadas por la colonización oficial y privada (mapa 9).

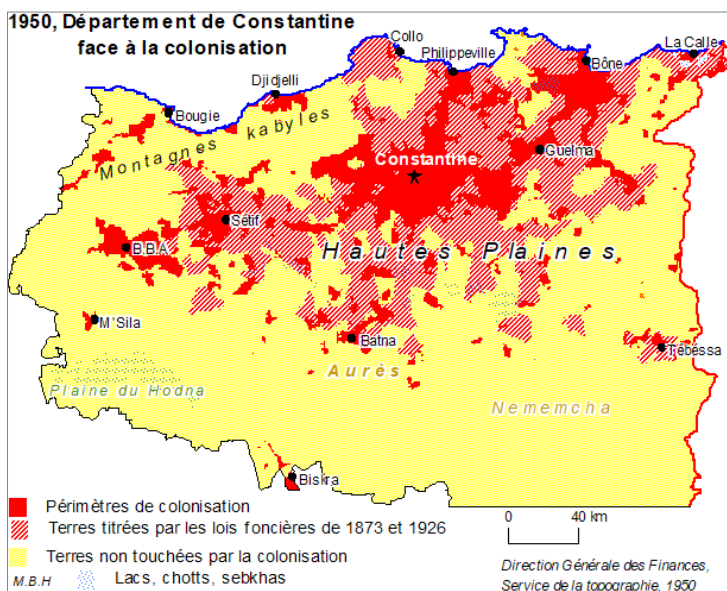
Durante tres siglos, bajo el Imperio otomano, se había establecido un cierto equilibrio en el territorio circundante de Constantina. Aparte del *azel*, el bey se contentaba con recaudar impuestos de las tribus aliadas o vasallas. Fuera de este bloque, las tribus demasiado alejadas del núcleo turco eran, por supuesto, consideradas como pertenecientes al bey, pero en realidad eran totalmente independientes y se negaban a pagar cualquier tipo de impuesto.

A partir de 1830, se importó el elemento europeo para poblar el país; se tomaron tierras para instalar a los colonos (pequeña y mediana colonización oficial): política de Bugeaud; se afrancesaron las tierras para impulsar la colonización libre, política de Warnier; y se otorgaron grandes territorios a empresas capitalistas (gran colonización), una política de Napoleón III. Cualquiera que fuera el modo de ocupación aplicado, el objetivo era común a las tres formas de colonización durante un siglo, a saber, recuperar las buenas tierras agrícolas, entregarlas a la colonización y ponerlas en el mercado de tierras con la operación de francización para fomentar las transacciones de tierras y permitir que se desarrollara la gran propiedad lo que fomentó, por consiguiente, la concentración de la tierra.

Todos los esfuerzos se combinaron para establecer y consolidar la colonización agrícola e instalar el elemento europeo en Argelia. Las regiones de Cabília, Aurés, Nememcha y el extremo este de las altas llanuras apenas se vieron afectadas por el hecho colonial. Más allá de las múltiples transformaciones sufridas por la tierra, sorprende la permanencia de ciertos conjuntos. Los estatutos cambian, pero los límites permanecen.



Mapa 8: Dominio territorial del bey en la región de Constantina en 1830



Mapa 9: Dominio territorial colono en la región de Constantina en 1950

Referencias

- AGERON, Charles-Robert, *Histoire de l'Algérie contemporaine. 1871-1954*, Paris, P.U.F., 1979.
- Dictionnaire des communes de l'Algérie, villes, villages, hameaux, douars*, Argel, Pierre Fontana, 1903.
- HANOTAUX, Gabriel, *Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde*, Paris, Société de l'histoire nationale, 1950, 2 vols.
- JOURDAN, Jean-Paul, *Documents d'histoire contemporaine: Le XIX^e siècle*, Burdeos, Presses Univ de Bordeaux, 2000.
- LE COZ, Jean, *Le Rharb. Fellahs et colons. Étude de géographie régionale*, Rabat, Inframar, 1964, 2 vols.
- MUSSARD, Christine, «Réinventer la commune? Genèse de la commune mixte, une structure administrative inédite dans l'Algérie coloniale», *Histoire politique*, 2015/3, num. 27, pp. 93-108.
- NOUSCHI, A., *Enquêtes sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises de la conquête jusqu'en 1919*, Paris, PUF, 1961.
- PEYERIMHOFF, H., *Enquête sur les résultats de la colonisation officielle de 1871 à 1895 : Rapport à Monsieur Jonnart, Gouverneur General de l'Algérie*, Argel, Torrent, 1906.
- SAINTE MARIE, A., « La province d'Alger vers 1870 : l'établissement du douar- commune et la fixation de la nature de la propriété en territoire militaire dans le cadre du Sénatus-consulte du 22 Avril 1863 », *Revue de l'occident musulman et de la Méditerranée*, 1971, num. 9, pp. 37-61.
- Tableau général des communes de l'Algérie, situation au 1^{er} novembre 1902*.
- VAYSSIÈRE, A., «Les Ouled Rechaich», *Revue Africaine*, 1893, num. 208.

LA CANCIÓN PATRIÓTICA EN LA LUCHA POR LA INDEPENDENCIA DE ARGELIA

Souad HADJ-ALI MOUHOUB

Resumen

A lo largo de siglo y medio, las canciones y los cantos patrióticos han sido, al lado de otros recursos como la prensa, la propaganda radiofónica, los panfletos y carteles, el cine y el teatro, el deporte y la diplomacia argelina, un medio de movilización y de resistencia, así como de sensibilización de la opinión internacional por la causa argelina. En el presente trabajo presentamos una serie de materiales y reunimos un repertorio de canciones que han configurado el escenario musical de la lucha por la independencia de Argelia.

Palabras clave: Argelia, canto patriótico, independencia, guerra de liberación nacional

* * *

THE PATRIOTIC SONG IN THE STRUGGLE FOR ALGERIAN INDEPENDENCE

Abstract

For a century and a half, patriotic songs and chants have been, alongside other resources such as the press, radio propaganda, pamphlets and posters, cinema and theater, sports and Algerian diplomacy, a means of mobilization and resistance, as well as of sensitizing international opinion to the Algerian cause. In this paper we present a collection of materials and compile a repertoire of songs that have shaped the musical scenario of the struggle for Algerian independence.

Keywords: Algeria, Patriotic songs, Independence, National Liberation War.



La canción como arma revolucionaria

«Si se le preguntara a un muyahid qué fue lo que lo empujó a tomar las armas durante la Revolución, diría que fueron los abusos de los colonizadores, pero también las canciones patrióticas...»¹

Esta frase traduce el impacto que ha tenido el canto patriótico en el pueblo argelino durante la ocupación francesa desde 1830, en plena guerra de liberación (1954-1962) e incluso después de la independencia. Impacto que tuvo en mí misma, ya que su recuerdo permanece en mi memoria de niña, como el de aquellas tardes en las que mi abuelo nos reunía a los niños de la casa para que entonáramos en coro esos cantos durante unas sesiones que nos llenaban de orgullo, porque nos sentíamos partícipes de un acto revolucionario y heroico.

Las canciones y los cantos patrióticos fueron creados a raíz de las convulsiones causadas por la colonización, tanto en árabe como en tamazight, en el medio rural y en la ciudad. Estas composiciones poéticas orales o escritas, anónimas o de autor, se convirtieron en himnos que acabaron formando parte del patrimonio cultural poético-musical del país.

Como subraya Chems-Eddine Chitour:

Le chant patriotique a accompagné la Révolution et lui a donné un contenu épique. Il y eut plusieurs chants patriotiques qui accompagnèrent le combat des moudjahidine mais aussi servirent de repères identitaires aux Algériens affirmant ainsi la fidélité à la cause de la liberté et de l'indépendance².

Las situaciones que inspiraron el canto patriótico se remontan a los principios de la ocupación francesa, empezando por las primeras luchas iniciadas entre 1832 y 1847 por el emir Abdelkader (1807-1882) que queda-

1 Stambouli, Bari, « Chant patriotique: la voix et la voie de la Révolution », *Horizons*, 31/10/2021 : « Si l'on demandait à un moudjahid ce qui l'a poussé à prendre les armes durant la Révolution, il dira que ce sont les exactions des colonisateurs, mais aussi les chants patriotiques... »

2 Chitour, Chems-Eddine, *L'Histoire de l'Algérie: de la résilience à la quête de la modernité*, Alger, Chihab Editions, 2018. Esta traducción al castellano y todas las que aparecen en el presente artículo son mías: «El canto patriótico acompañó a la Revolución y le dio un contenido épico. Hubo varias canciones patrióticas que acompañaron la lucha de los muyahidín pero que también sirvieron como señas de identidad para los argelinos, afirmando así la lealtad a la causa de la libertad y la independencia».

ron reflejadas en sus composiciones poéticas. Su poema « لنا رجال » («Tenemos hombres») fue musicado y cantado en 1970 por Ahmed Wahby³.

Las «asfixias de Dahra» (« les ‘enfumades’ de Dahra », en la región de Mostaganem)⁴ de 1845 es uno de los episodios más crueles de la historia de la colonización. Se trata de la exterminación colectiva por asfixia de poblaciones enteras que huyeron de sus casas para esconderse en unas cuevas que fueron seguidamente incendiadas por el ejército francés. No tengo constancia de la existencia de cantos sobre este terrible hecho, no obstante, el escritor y poeta Abdelkader Guerine (1950) le dedica un libro en francés, titulado *La brûlure. Les enfumades de la Dahra* en el que se puede leer entre otros versos declamados por un *guwal* o coplero:

*Nous étions mille et un cadavres,
Virés du temps d'une vie macabre,
Brûlés vivants d'un feu banal
A l'ordre bref du général.*

Éramos mil y un cadáveres,
Expulsados del tiempo de una vida macabra,
Quemados vivos con un fuego banal
A la breve orden del general.

La creación de las canciones y los cantos revolucionarios se intensificó principalmente entre 1945 —como consecuencia de la masacre del 8 de mayo perpetrada por el ejército francés contra la población argelina que se había manifestado para celebrar el final de la Segunda Guerra Mundial (en la que participaron centenares de argelinos) y aprovechar para exigir su derecho a la autodeterminación—, y 1954, año del inicio de la guerra de liberación, período en el que se había reforzado el movimiento nacionalista.

Cabe subrayar que después de los acontecimientos del 8 de mayo de 1945, muchos jóvenes abandonaron sus estudios para participar en la lucha y se unieron al movimiento de los «Scouts Musulmanes Argelinos»

³ Stambouli, ob. cit.

⁴ Ruscio, Alain, « Un crime de l'armée française : les enfumades de Dahra (Algérie, juin 1845) », *L'Humanité*, 13/06/2022.

(SMA). Desde su constitución, en los años 1930, este movimiento, convertido en una escuela de patriotismo y en la principal organización de la juventud argelina, desempeñó un importante papel en la propagación del discurso político a través de sus cantos nacionalistas⁵.

No tardaban en propagarse entre la población, porque su objetivo consistía en sensibilizar:

La parole est certainement indispensable pour sensibiliser la masse des Algériens et les inciter à soutenir le combat du FLN. Il n'est pas question de grands discours mais seulement de paroles simples à comprendre et faciles à retenir. La chanson composée avec de la musique traditionnelle joue une partie de ce rôle. Les artistes algériens participent à la guerre avec leurs instruments de musique et leurs voix. Le verbe, la guitare et la flûte appuient le fusil et le sabre⁶.

Los artistas eran conscientes de ello, por ese motivo crearon en 1958 *La compañía artística del FLN*, encabezada por el actor y dramaturgo Mustapha Kateb (1920-1989). La compañía se había formado en Túnez por 52 artistas entre los cuales 41 eran comediantes, músicos, poetas y cantantes venidos de Argel, Orán, Constantina y París, y 11 eran técnicos, decoradores, fotógrafos y encargados de la logística. El grupo organizaba giras por varios países para sensibilizar a la opinión pública internacional sobre la lucha por la independencia de Argelia. En esta misión de sensibilización, todas las referencias antiguas y las estructuras poéticas más tradicionales eran válidas, como lo subraya Laakri Cherifi:

5 Benbrahim, M. y Mecheri-Saada, N, « Chants nationalistes algériens d'expression kabyle 1945-1954 », *Internet Archive*, p. 1: http://www.ayamun.com/chants_nationalistes.pdf. El historiador Mahfoud Kaddache (1921-2006), integró el movimiento de los Scouts Musulmanes Argelinos desde su adolescencia, convirtiéndose en uno de sus pilares. Escribió varios artículos sobre este movimiento, entre otros, el capítulo « “Les soldats de l'avenir”. Les Scouts musulmans algériens (1930-1962) », pp. 66-77, del libro *De l'Indochine à l'Algérie. La jeunesse en mouvements des deux côtés du miroir colonial, 1940-1962*, París, La Découverte, 2003. Ver también el artículo de Nacim El Okbi, « Le Nadi El Taraqqi ou Cercle du Progrès à Alger : affirmation identitaire et dialogue (1927-1962) », *Défis démocratiques et affirmation nationale. Algérie. 1900-1962*, Argel, Chihab Éditions, 2016, pp. 54-63.

6 Aouimeur, ob. cit. «El discurso es ciertamente esencial para sensibilizar a la masa de argelinos y alentarlos a apoyar la lucha del FLN. No se trata de grandes discursos, sino de palabras sencillas de entender y fáciles de recordar. La canción compuesta con música tradicional desempeña parte de este papel. Los artistas argelinos participan en la guerra con sus instrumentos musicales y sus voces. El verbo, la guitarra y la flauta sostienen el fusil y el sable».

Tel combat avec l'armée française sera traité sur le mode d'une bataille des temps anciens dans un long poème épique, où le Prophète, les saints locaux viennent protéger le héros national, ou prendre soin de son âme après qu'il eut succombé dans un combat disproportionné. Pièces innombrables sur les combats et accrochages entre les maquisards et l'armée française, poèmes à la gloire de tel ou tel chef politique ou militaire, d'importance locale ou nationale⁷.

Repertorio de canciones patrióticas

Dada la extensión del tema y la existencia de un gran número de poemas y cantos dedicados a la revolución argelina, me limitaré a reproducir unos fragmentos de algunas canciones y cantos (con su traducción al castellano).

Según explica Stambouli en su artículo, la primera canción de denuncia de la colonización «*يا حمام*» (Oh paloma), cuyo texto no he conseguido rescatar, es de Mustapha El Kebabti (1769 o 1775?-1860), imán de la Gran Mezquita de Argel desde 1827. La compuso después de 1830 tras oponerse a la expropiación de mezquitas y *waqfs* por parte de la administración colonial francesa, lo que le valió su encarcelamiento y su exilio a Egipto en 1840.

Desde las montañas de la Cabilia, se conservan decenas de poemas sobre la guerra. Muchos de ellos son anónimos y fueron recogidos por personas interesadas por el tema. En este marco, se suele citar el trabajo que realizó, en 1867, el coronel francés Adolphe Hanoteau y que publicó en forma de libro titulado *Poésies populaires de la Kabylie du Jurjura*. En él constan decenas de poesías orales (que fueron sin duda alguna, cantadas esencialmente por mujeres) que recogió, transcribió y tradujo él mismo al francés. Entre estos poemas figura una serie inspirada por la ocupación francesa, como el que sigue:

7 Cherifi, Laakri, *Les Pénélopes de la chanson kabyle*, Montreal, Éditions Convergences, 2018, pp. 33-40: <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/3580648>. «Cualquier combate con el ejército francés será tratado al estilo de una batalla de la antigüedad en un largo poema épico, donde el Profeta, los santos locales vienen a proteger al héroe nacional, o a cuidar su alma después de que haya sucumbido en un combate desproporcionado. Innumerables obras sobre las luchas y escaramuzas entre los guerrilleros y el ejército francés, poemas a la gloria de tal o cual líder político o militar, de importancia local o nacional".

أَفْرَنْجِي مِي دِ إِسْرَوُ
 بَسَّعَهُ جَبُوشْ حَلْدُ
 تَوْتَهُ فَلَغَ أَكْرَسُ نَعْ أَكْفَلْ مِحْصَرُ

Afrancij mi d iserrou — amn et oued ad ikkerker :
issoufer' ed l edjiouch khilla — sog-zouaf a d iketser ;
iouth ed fell ar' amn egris — ner' ad' fel in id icerrer.

Le Français, quand il se mit en marche, — roula comme les flots d'une rivière; — il a fait sortir des troupes nombreuses, — des zouaves plus que de toute autre; — il s'est abattu sur nous comme la glace — ou la neige, lorsqu'elle durcit la terre.

El francés, cuando se puso en marcha,
 rodó como las olas del río
 sacó numerosas tropas
 zuavos más que de ninguna otra
 cayó sobre nosotros como el hielo,
 o como la nieve cuando endurece la tierra⁸.

O este otro que traduce el dolor expresado ante el país ocupado:

تَمْوُجُ الْإِزْنَةِ أَمْتَرَيْنِ
 عَمَمْنِ إِمَّوَلْنِ
 إِشْمِينِ بَمَغْصَسْ
 دَالِجِينِ وَرُوعِ أَكْفَوَانِ
 بَعْجِ أَيَّهْرَانِ تَسْسَسْ

*Le boroudj ezzin d am ithrau
 ad emen imaoulan,
 ikchem ihen imr'et'les.
 d' ed din ourouni ag k'ouan.
 sichi, a izeri, id'im, nessess !*

Les forts qui entourent Alger comme des étoiles — sont veufs de leurs maîtres, — les baptisés y sont entrés. — C'est la religion du chrétien qui est triomphante. — Ô mes yeux, pleurez des larmes de sang, pleurez encore !

⁸ Adolphe Hanoteau, *Poésies populaires de la Kabylie du Jurjura*, Paris, Imprimerie Impériale, 1867, p. 123.

Los fuertes que rodean Argel como estrellas
son los viudos de su amo,
en ellos han entrado los bautizados.
Es la religión del cristiano la que triunfa.
¡Ay, ojos míos, llorad lágrimas de sangre, llorad de nuevo!⁹

Entre el principio de la ocupación y la declaración de la Guerra de Independencia hubo varias tentativas de insurrección, entre ellas, la revuelta de Cheikh El Mokrani en 1871, considerada como una de las más importantes contra los colonos que ejercían cada vez más dominio sobre los argelinos. La represión fue cruel; se saldó con grandes masacres, varios pueblos arrasados y decenas de personas deportadas a Nueva Caledonia. Este episodio inspiró canciones como «المنفي» (El deportado), cuyo compositor, el cantante Akli Yahyaten (1933), se habría basado en un antiguo texto que habrían cantado (probablemente en tamazight) aquellos deportados, para recrearlo en árabe argelino, en 1959, cuando estaba en prisión, encarcelado por las autoridades coloniales:

قولوا لامي ما تبكيش يا المنفي
ولذلك ربي ما يخليش يا المنفي
او كي داخل في ست بيان يا المنفي
والسبعة فيهم جدعان يا المنفي
وقالولي كا شي دخان يا المنفي
وانا في وسطهم دهشان يا المنفي
قولوا لامي ما تبكيش يا المنفي
ولذلك ربي ما يخليش يا المنفي
كي دوني لتريبينال يا المنفي
جدارمية كبار وصغار يا المنفي
والسلسلة توزن قنطار يا المنفي
وداربوني بعام ونهار يا المنفي
قولوا لامي ما تبكيش يا المنفي
ولذلك ربي ما يخليش يا المنفي

Decidle a mi madre que no lllore, oh, el deportado,
porque Dios no abandona a su hijo, oh, el deportado.

⁹ *Ibid.*, p. 5.

Pasé por seis portones, oh, el deportado,
 y en el séptimo había unos tipos, oh, el deportado,
 me preguntaron por tabaco, oh, el deportado,
 mientras, estaba alucinando, oh, el deportado.
 Decidle a mi madre que no lllore, oh, el deportado,
 porque Dios no abandona a su hijo, oh, el deportado.
 Cuando me llevaron al tribunal, oh, el deportado,
 allí había muchos gendarmes, oh, el deportado
 la cadena pesaba un quintal, oh, el deportado
 y me condenaron a un año y un día, oh, el deportado.
 Decidle a mi madre que no lllore, oh, el deportado,
 porque Dios no abandona a su hijo, oh, el deportado...¹⁰

Además de las deportaciones, hubo un gran movimiento migratorio de argelinos, esencialmente hacia Siria, siguiendo el camino del emir Abdelkader que se había exiliado en ese país. Charles-Robert Ageron¹¹ explica el motivo por el cual «los musulmanes argelinos preferían emigrar antes de aceptar la dominación francesa».

La canción «وادي الشولي» (Oued Chouli) o «بن علال» (Benallal) podría ser el testimonio de esta emigración hacia Siria de la gente de Ouled Chouli, cerca de Tremecén, como lo suponen los investigadores Boumedini y Dadoua Hadria¹², teniendo en cuenta especialmente el movimiento migratorio que tuvo lugar desde esta misma región en señal de protesta contra las humillaciones que sufría la población por parte del régimen colonial. Aunque recuerdan, por otra parte, como lo afirman también otras fuentes, que en esa zona tuvieron lugar muchas batallas durante la guerra de liberación, principalmente la de 1956 bajo el mando del mártir Guerriche Kouider, alias Rais Benallal.

Por su importancia, esta batalla ha quedado anclada en la memoria de toda Argelia, gracias a la canción «وادي الشولي», cantada desde la indepen-

¹⁰ Versión original cantada por Akli Yahyaten: <https://www.youtube.com/watch?v=sgm554Va0D8c>. Versión cantada por Rachid Taha, Khaled y Faudel: <https://greatsong.net/PAROLES-KHATLED,MENFI,100242974.html>.

¹¹ Ageron, Charles-Robert, *Genèse de l'Algérie algérienne*, Argel, EDIF 2000, p. 69.

¹² Boumedini, Belkacem y Dadoua Hadria, Nebia, « Oued Echouli : Histoire d'un toponyme, histoire d'une chanson, histoire d'un martyr », *Al-Naciriya. Journal of Sociological and Historical Studies*, 2020, vol. 11, pp. 102-133.

dencia hasta la fecha por varios cantantes en distintos estilos musicales, desde los más tradicionales como el *bedwi*, hasta los más modernos como el rai, rap, *asri*, etc., en homenaje a Benallal, el auténtico protagonista de la canción, un joven nacido en 1928, cuya muerte fue el fruto de una traición.

Esta canción es un elogio al protagonista y a los mártires, y también una advertencia a los combatientes contra la presencia de posibles traidores en los campos de batalla. Es también un canto a la solidaridad con la madre del mártir: en algunos versos se pide consuelo a Zahia (nombre de la madre) y se ruega a las mujeres que no se tiñan con aleña ni celebren fiestas en señal de duelo:

واد الشولي

إخبار الجماعة جاو بشارة
أشربو لأمونات على خويا
بياعهم بالزويلان يدور
آناري هذاك هو قدور
شق الجبال ابحرر الوطن
بن علال غير اصغير
الجهاد اقليل من يديه
صبروا زهية اعلى بن علال
لا اتعبدوا لا اديروا حنة
النار تفدي والتسركيلة (...)

زغرتوا يا ابناات الشولي
اللي مات فيك الرايس بن علال
الله يهديك آواد الشولي
الشار يضرب و التسركيلة
يا فرانسما ما ابقالك احكام
هما اللي جابو الحرية
والله يرحم الشهدا

Ued Chuli

Nos han llegado noticias
Bebed limonada por mi hermano
Su traidor está rondando
Ay, se trata de ese Kadur.
Cruzó montañas para librar la patria
Siendo tan joven Benallal
La guerra es poca cosa para él
Consolad a Zahia por su hijo Benallal
No celebréis ninguna fiesta ni os pongáis aleña
El fuego está ardiendo y hay asedios...

Celebrad, hijas de Chuli,
El que ha muerto es Rais Benallal
Es voluntad de Dios, oh, Ued Chuli
El tanque disparó en pleno asedio
Eh, Francia, no te queda otro remedio
Ellos trajeron la libertad
Y que los mártires descansen en paz...

Durante todo el tiempo que duró la colonización, se cantaban canciones en distintas regiones del país. En el Aurés, por ejemplo, Ali El Khenchli (1916-2004) retomó en su repertorio canciones anónimas como «جئنا من عين مليلة» (Cuando vinimos de Aïn Mlila). Este fragmento de la canción, en árabe argelino con algunas palabras deformadas en francés, relata el sacrificio de los combatientes, elogia su valor durante la guerra y advierte también contra los traidores:

جئنا من عين مليلة
سبع أيام على رجلينا
وصلنا ليجبال كميننا
فرنسا تسركل علينا
الباطوغاز اكل رجلينا
و الكرطوش يقطع صدرنا
جات الموت بلا فينة
...والرجال موت بلا دفينه

واسمحيالي يا لميمة
الرفال على كتفي
ليجيمال على عينيا
نموت نموت على وطني
الطيارة لي بيكات
في شهر رمضان لي فات
سمعت سعيدة و بكات
قالت خويا لي مات
ما تبكيش يا عينيا
ما تبكيش على ابني الشهيد
ابكي على على الحركي
باع دينو ولاحق الرومي
زوج ذرار شقوا لجبل
هزوا لبياسة و زادوا الرفال
اول ضرية قاسوا ليشار
ويا خالي حموده نجمة و هلال

Hemos venido de Ain Mlila
Siete días caminando
En las montañas acampando
Acorralados por Francia.
El Pataugaz nos hirió los pies
Y las balas nuestro pecho
Llegó la muerte sin entierro
Y los hombres sin sepultura.
Perdóname, querida madre.
Las ráfagas rozándonos
Y los prismáticos en los ojos
Me muero, me muero por mi patria.
El avión que cayó
El pasado mes de Ramadán
Lo oyó Saida y lloró
Dijo mi hermano ha muerto
No llores niña de mis ojos
No llores por mi hijo mártir
Llora por Alí el traidor
Que vendió su alma al francés.

Dos jóvenes cruzaron montañas
Cogieron el explosivo y la carga
Dispararon sobre el tanque
Ay, Hamuda, la estrella y la media luna.¹³

El tema del joven que se enrola para luchar contra el invasor se refleja en muchas otras canciones como en la de Farid Ali (1919-1981) «Ya yemma» (Oh, madre) compuesta y grabada en tamazight hacia 1958. Esta versión está escrita en grafía amazigh:

Ya yemma

A yemma ezizen ur ttru ma d ttař am t-id rrey
S-elæezza ahder arnu d jundi aqli εusseγ
Deg adrar ttnađaheγ

Ur s-qqar mmi yenřer ur hellek deg ul inem
I usemmiđ aqlay nesber wala afransis bu elhem
Ma nedder elbahęa ar tt-nřer ma nesteched Allah yerřam

Ma mutey yax d afeřli del Ğenat ar d att-kecmey
Lmalekat tseyret fell-i d udem n Rssul at zřey
A leřbab ur ttrut fell-i yef Lzzayer ruř-iw sebley

Am ass-a ar d-uřaley xas freř zhu lxater-im
Di lřara akem-id afey ad qimey yef idisan-im
D ttarix ar d-am-d mley yef agi fyen arraw-im
D ttarix ar d-am-d mley yef agi muten arraw-im

No llores, querida madre
Algún día te vengaré,
Sé digna y orgullosa cuando hables.

¹³ En referencia a la bandera argelina con una estrella y una media luna rojas en el centro sobre fondo verde y blanco.

Como un soldado estoy alerta,
Como un caballero lucharé.

No pienses: mi hijo sufre
No estés demasiado triste,
Preferimos padecer el frío
a la desgracia de los franceses.
Vivos, veremos a Argelia libre
Mártires, que Dios de nosotros se apiade.

Si muero como un héroe,
El paraíso será mi morada,
Glorificado seré por los ángeles
Y veré el rostro del Profeta.
Oh, amigos míos, no lloréis
Me habré sacrificado por Argelia.

Un día como hoy, volveré a verte
Ten fe y serenidad
En nuestro patio te encontraré
Y a tu lado me sentaré.
La historia recordará
por qué se sacrificaron tus hijos.

Canciones anónimas, esencialmente femeninas, se suman al repertorio del tema del sacrificio por la patria, en las que la figura de la madre dolorida está siempre presente. Este fragmento cantado en tamazight, pero escrito con grafía latina, es prueba de ello:

Yekker wemjahed ad iruh
Yeqqim ccehrayen ur yentil
A Rebbi sebber yemma-s

Di leemr-is ecrin n ssna
Rriha-s am tzurin
Netta di tgennet i yeqqim

Se prepara el combatiente para irse
permaneció dos meses sin sepultura.
Dios mío, consuela a su madre.

Apenas tiene veinte años
su cuerpo huele a almizcle
ya está en el paraíso¹⁴.

Además del dolor de la madre por la muerte de su hijo en la guerra, tantas veces cantado o poetizado, el tema de la viudez de la mujer y la orfandad de los niños aparece en algunas canciones como las de Hadja Fatima Uydhir Khiar recogidas por su nieta Malika Khiar Cherif en el poemario *Les complaints d'une résistante*¹⁵. Este libro consiste en una recopilación de poemas cantados en lengua amazigh, creados por Hadja Fatima Uydhir Khiar, una mujer de un pueblo de la Cabilia en los que describe la guerra como sacrificio que enaltece a los combatientes, y plasma su amor por la patria.

La propia poetisa, que enviudó durante la guerra de liberación, en la que ella misma participó, dedica algunas estrofas a ambos temas ya que su propio hijo mayor murió luchando, dejando a una joven viuda y a dos niños huérfanos. En las páginas 40 y 41 el hijo se dirige a su madre para encomendarle a sus dos hijos porque sabe que va a morir: «Si ella te pregunta “¿dónde está mi padre?” / Dile “ha luchado contra Francia”». «Si él te pregunta “¿dónde está mi padre?” / Dile “Ha luchado por su bandera”».

La esposa viuda aparece en estrofas como esta:

Tamitrayut taberkant
A tin yebges Uyilas
iruh yis-s ad ijahed
yeğğad-d mmi-s deg useggas
yeğğa-as-t-id I yemma-s
Ad truh ad teğğel fell-as

¹⁴ Laakri Cherif, ob. cit., pp. 29-30.

¹⁵ Malika Khiar Cherif, *Les complaints d'une résistante*, Argel, El Hibr, 2019, pp. 40-41; 48-49; 60-61. Los poemas están transcritos en tamazight y traducidos en francés por Malika Khiar Cherif.

Oh, metralleta negra
La que lleva el hombre de bien
Se fue a luchar con ella
Dejando a su hijo de un año
Lo dejó a su madre
Ella enviudará por él.

En otros versos Hadja Fatima Uydhir Khiar se pregunta: «¿Cómo aceptaríamos el armisticio / Con al menos un millón de viudas?». «¿Cómo aceptaríamos el armisticio / Con al menos un millón de huérfanos?».

Citaré, por último, una de las estrofas en la que la poetisa pone de relieve a la hija del mártir:

Tettru yelli-s n umjahed
Tegguma ad tsew lqahwa
Tekker-d taşebhit tettru
Wissen baba anida yella
Yelli sber ma ad tsebred
Baba-m ijuhed Fransa

La hija del muyahid
No quiere tomarse el café
Se ha despertado por la mañana llorando
No sé dónde está mi padre
Hija mía consuélate si puedes
Tu padre está luchando contra Francia.

Muchos otros poemas de autor seguían produciéndose antes de declararse la guerra de liberación. Cabe mencionar la célebre canción de Ali Maâchi (1927-1958). En 1953 el cantante fundó el grupo musical «سفیر الطرب» (Embajador de la canción) gracias a la experiencia musical que pudo acumular con la asociación “El-Andalusía” y con los SMA. Ali Maâchi fue secuestrado con dos de sus compañeros por soldados del ejército francés el 8 de junio de 1958 por su compromiso con la causa

argelina. Los tres fueron ahorcados y sus cuerpos exhibidos en la plaza de Tiet, su ciudad natal.

يا ناس أماهو حبي الموثر
يا ناس اماهو عزي الأكبر
لو تسألوني نفرح او نبشر
ونقول بلادي الجزائر

Oh, gente, ¿cuál es mi amor más profundo?
Oh, gente, ¿cuál es mi amor más preciado?
Si me lo preguntáis, lo revelaré encantado
y diré que es mi país, Argelia.

Música nacionalista después de la independencia

Tras la independencia, se seguían cantando canciones patrióticas en argelino y se difundían constantemente por la radio. Muchas fueron creadas en las décadas de los años 60 y 70 como «حزب الثوار» (Partido de los revolucionarios) del artista Rabah Driassa, «محمّد عليك مبروك» (Enhorabuena Mohamed) de un autor desconocido, pero cantada por Abderrahmane Aziz; la canción amazigh «تمرت» (El país) de Akli Yahyaten; «بلادي الجزائر» (Mi país Argelia) de Ali Maâchi cantada por Noura; los distintos poemas que fueron cantados por Ouarda El-Djazairía para celebrar fechas históricas de Argelia... Sin embargo, una de las más exitosas es sin duda «الحمد لله ما يقاش إستعمار في بلادنا» (Gracias a Dios ya no hay colonialismo en nuestro país) del Hadj M'hamed El Anka (1907-1978).

El autor la escribió entre febrero y marzo de 1962, a petición de un grupo de artistas de *Radio Algérienne* para celebrar la fiesta de la independencia de Argelia que estaba a punto de ser declarada (5 de julio de 1962). Desde entonces, esta canción es considerada como un himno a la independencia.

Depuis son enregistrement sous forme de clip en 1963, cette chanson revient chaque année sur les petits écrans des Algériens, magistralement interprétée par le père fondateur du *chaâbi* coiffé de sa célèbre chechia,

comme un hommage à ceux qui ont donné leurs vies pour une Algérie libre et indépendante, et un gage de bon augure et de prospérité pour l'Algérie de tous les futurs¹⁶:

الحمد لله ما بقاش إستعمار في بلادنا
نبدأ بسم الله نور القلوب أساس إيماننا
الصلاة على الهادي شفيعنا زيد ابن عدنان
الله أكبر سلاح المجاهدين اسيادنا
تنصرجيش التحرير على العدا من فضل الرحمان
اللي إستشهد مرحوم و اللي عاش يبقى في أمان
اللهم ارحم على الشهداء اللي ضحوا من أجل أوطاننا
اكرمهم ياربي بالقصور في جنة رضوان
وضع الرحمة في القلوب يترباو اولادنا
و المسلم معلوم بالعفو جاء في القرآن
اجتهد يامواطن و اتقدم في علوم الزمان
الحمد لله ما بقاش إستعمار في بلادنا
إتكسر فيه الظلم في الحروب هلكوه الشجعان
بصحة الرجال في الغيب والصحراء وجبالنا
تحيا الجزائر حرة و يحياو الشبان
تحيا الجزائر كافة رجال ونسوان

Gracias a Dios, ya no hay colonialismo en nuestro país.
En el nombre de Dios, luz de los corazones, cimienta de nuestra fe,
Oremos por el Guía, nuestro intercesor, Zaid Ibn Adnan,
Dios es la mayor arma de los muyahidín, nuestros guías,
Protege con tu gracia al ejército de liberación de los enemigos.
El que murió mártir que en paz descanse y que esté a salvo el que está en vida
Dios ten piedad de los mártires que dieron su alma por la patria,
Hónralos, mi Señor, con palacios en el Edén.
Ofrece tu misericordia a nuestros hijos para que aprendan.
Se conoce al musulmán por el perdón, lo dice el Corán.
Esfuézate, ciudadano, y busca la ciencia.

16 «El Hamdoulilah maqch listiimar fi bladna'. Une oeuvre qui célèbre bien l'indépendance», *L'Expression*, 11-07-2022. «Desde su grabación en forma de clip en 1963, esta canción vuelve cada año a las pantallas pequeñas de los argelinos, magistralmente interpretada por el padre fundador de *chaâbi* luciendo su famosa chechia, como un homenaje a quienes dieron su vida por una Argelia libre e independiente, y una señal de buen augurio y prosperidad para la Argelia de todos los porvenires».

Gracias a Dios, ya no hay colonialismo en nuestro país,
 Los valientes vencieron la opresión con su combate
 Los hombres dieron su vida en maquis, desiertos y montañas
 Viva Argelia libre y viva su juventud,
 Viva Argelia entera, con sus hombres y mujeres.

Poesía nacionalista musicada

Más allá de las canciones orales o de autor que fueron creadas en las lenguas vernáculas de Argelia, como las mencionadas más arriba, existen decenas de poemas que fueron escritos en árabe clásico por grandes figuras del ámbito intelectual y musicalizados para convertirse en cantos patrióticos de carácter más solemne y oficial. Prueba de ello es el poema «Qasaman» («Qasaman», Juramento), de Moufdi Zakaríá (1908-1977), que se convirtió en el himno nacional de Argelia.

Muchos de estos cantos fueron creados durante la colonización, especialmente en pleno auge del movimiento nacionalista. Pero muchos otros lo fueron durante los primeros años de la independencia con el objetivo de impulsar el desarrollo de un país joven y animar al pueblo a participar en su edificación mediante la instrucción y el trabajo.

Siguiendo el orden cronológico adoptado desde el principio, mencionaré de nuevo al emir Abdelkader cuyo poema «لنا رجال» ha sido grabado y recitado en varias ocasiones:

لنا في كل مكرمة سجال ومن فوق السماك لنا رجال
 ركبنا المكارم كل هول وخضنا أبحرا و لها زجال
 إذا عنها تواني الغير عجزا فنحن الراحلون لها العجال
 سوانا ليس بالمقصود لما ينادي المستغيث ألا تعالوا
 ولفظ الناس ليس له مسمى سوانا والمني منا يُقال
 لنا الفخر العميم بكل عصر ومصر هل بهذا ما يُقال
 رفعا ثوبنا عن كل لؤم وأقوالنا تصدقها الفعال
 ولو ندرى بماء المزن يزري لكان لنا علناظماً احتمال
 ذُرا ذا المجد حقا قد تعالت وصدقا قد تطاول و لا يطال
 فلا جزع و لا هلع مشين ومنا الغدر أو كذب محال
 ونحلم و إن جنّ السفهاء يوما ومن قبل السؤال لنا نوال
 ورثنا سؤددا للعرب يبقى وما تبقى السماء و لا الجبال
 فبالجد القديم علت قريش ومنا فوق ذا طابت فعال

وكان لنا دوام الدهر ذكرٌ بذا نطق الكتاب ولا يزال
ومنا لم يزل في كل عصر رجال للرجال هم الرجال
لقد شادوا المؤسس من قديم بهم ترقى المكارم والخصال
لهم همم سمت فوق الثريا حماة الدين دأبهم النضال
لهم لُسن العلوم لها احتجاج وبيض ما يتلمها النزال
سلوا تخبركم عنا فرنسا ويصدق إن حكمت منها المقال
فكم لي فهم من يوم حرب به افتخر الزمان ولا يزال

Entre los cantos más destacados¹⁷, cabe mencionar «من جبالنا» (Desde nuestras montañas...). Fue escrito en 1931 por Mohamed-Laïd Al Khalifa (1904-1979), un poeta reformista, miembro de la Asociación de los Ulemas Musulmanes Argelinos, liderada por el jeque Abdelhamid Ben Badís (1889-1940). Este canto, compuesto musicalmente por Mohamed El Hadi Cherif, fue entonado en numerosas ocasiones, pero especialmente por los SMA en la ciudad de Sétif durante las manifestaciones del 8 de mayo de 1945:

من جبالنا طَلَعَ صَوْتُ الْأُحْرَارِ
ينادينا للاستقلال
لِاسْتِقْلَالِ وَطَنِنَا
تَضَحِينَا لِلْوَطَنِ
خَيْرٌ مِنْ الْحَيَاةِ
أُضْحِي بِحَيَاتِي
وبمالي عَلَيْكَ
يَا بِلَادِي يَا بِلَادِي
أَنَا لَا أَهْوِي سِوَاكَ
قَدْ سَلَّ الدُّنْيَا فُؤَادِي
...وتفاني في هَوَاكَ

Desde nuestras montañas resonó la voz de los hombres libres
reclamando la independencia,
la independencia de nuestra tierra.
Nuestro sacrificio por la patria
vale más que la vida.

¹⁷ A partir del siguiente enlace se puede acceder a la grabación de 15 cantos patrióticos argelinos:
<https://baramjak.com/playermp3.php?d=9>

Entrego mi vida y mi fortuna por ti.
Oh, patria mía, patria mía,
solo te amo a ti,
Mi corazón se olvidó del mundo
dedicándote su amor.

El mismo Ben Badís compuso varios poemas entre los que destacan: «إشهدي يا سماء» y sobre todo «شعب الجزائر مسلم» (El pueblo argelino es musulmán). En él el poeta afirma la pertenencia del pueblo argelino a la religión musulmán y su afiliación al arabismo. Asimismo, hace un llamamiento al sentido de la responsabilidad de la juventud porque ella es la esperanza del país, dispuesta a desafiar las armas y a levantar el faro de la justicia y la bondad.

Por su parte, el poeta Moufdi Zakaria decidió poner su pluma al servicio de la patria. A mediados de los años 1930 escribió «فداء الجزائر» (El sacrificio por Argelia es mi alma y mi fortuna); ante el éxito de este poema, seguirá escribiendo durante su encarcelamiento en la prisión de Barberousse de Argel debido a los artículos que publicaba denunciando el colonialismo.

Dadas sus predisposiciones de poeta y su militantismo por la causa argelina (era secretario general del partido de la Estrella norteafricana-ENA), sus compañeros de combate le encargaron la misión de escribir “un himno a la guerra de liberación nacional”¹⁸. Fue así como, en 1956, escribió «قسما», un poema de cinco estrofas que se convertirá, en 1963, en el himno nacional oficial de Argelia, con la música del egipcio Mohamed Fawzi:

1

قسما بالنازلات الماحقات
و الدماء الزاكيات الطاهرات
و البنود اللامعات الخافقات
في الجبال الشامخات الشاهقات
نحن ثرنا فحياة أو ممات

¹⁸ « Moufdi Zakaria, le poétique et le très politique chantre de l'indépendance et barde de la dissidence », de Yasmine Azzouz, in *Liberté*, 27/08/2020.

و عقدنا العزم أن تحيا الجزائر
... فاشهدوا... فاشهدوا... فاشهدوا

2

نحن جند في سبيل الحق ثرنا
و إلى استقلالنا بالحرب قمنا
لم يكن يصغى لنا لما نطقنا
فاتخذنا رنة البارود وزنا
و عرفنا نغمة الرشاش لحنا
و عقدنا العزم أن تحيا الجزائر
... فاشهدوا... فاشهدوا... فاشهدوا

1

Juramos por los rayos devastadores,
Por la sangre pura y generosamente derramada
Por las relucientes banderas que ondean
En las altivas y orgullosas montañas,
Nos rebelamos por la vida o por la muerte,
¡Porque juramos que Argelia vivirá!
Ya lo verán... Ya lo verán... Ya lo verán...

2

Somos soldados y nos sublevamos por la justicia
Por nuestra independencia declaramos la guerra
Nadie prestó atención a nuestras protestas
Las coreamos al ritmo de los cañones
Y las martillamos al ritmo de las metralletas
¡Porque juramos que Argelia vivirá!
Ya lo verán... Ya lo verán... Ya lo verán...

Muchos otros cantos han marcado la lucha por la independencia de Argelia. Los cantaban los combatientes en plena lucha, así como los integrantes de los SMA¹⁹, durante la ocupación francesa y después de

19 El movimiento SMA sigue existiendo hasta la fecha, pero con misiones más bien educativas y sociales.

la independencia. Se enseñan en escuelas e institutos como parte del patrimonio nacional. Citaré unos fragmentos de algunos de estos cantos patrióticos: «جَزَائِرُنَا يَا بِلَادَ الْجُدُودِ» («Argelia, país de los ancestros»), del poeta Mohamed Chebouki, con música de Mohamed Errabai:

جَزَائِرُنَا يَا بِلَادَ الْجُدُودِ نَهَضْنَا نَحْطُمُ عَنكَ الْقَيْدُ
فَفِيكَ بِرَغْمِ الْعِدَا سَسُودُ وَنَعْصِفُ بِالظُّلْمِ وَالظَّالِمِينَ
سَلَامًا سَلَامًا جِبَالِ الْبِلَادِ فَأَنْتِ الْقِيْلَاعُ لَنَا وَالْعِمَادُ
وَفِيكَ عَقْدْنَا لِيَوَاءِ الْجِهَادِ وَمَنْكِ زَحْفْنَا عَلَى الْغَاصِبِينَ.

Argelia nuestra, tierra de los ancestros,
nos movilizamos para liberarte del yugo colonial.
A pesar de nuestras diferencias, venceremos
y acabaremos con los opresores y la opresión.
Paz, paz en las montañas de nuestro país
Tu eres nuestra fortaleza y nuestro cimiento,
Contigo pactamos el estandarte de la lucha
y nos lanzamos contra el invasor.

« نَحْنُ طُلَّابُ الْجَزَائِرِ » (Somos los estudiantes de Argelia) de Moufdi Zakaria, con música de Ali Chalgham:

نَحْنُ طُلَّابُ الْجَزَائِرِ نَحْنُ لِلْمَجْدِ بُنَاةُ
نَحْنُ أَمَالُ الْجَزَائِرِ فِي اللَّيَالِي الْحَالِكَاتِ
كَمْ عَرَفْنَا فِي دِمَاهَا وَاحْتَرَقْنَا فِي جَمَاهَا
وَعَبِقْنَا فِي سَمَاهَا بِعَبِيرِ الْمُهْجَاتِ.

Somos los estudiantes de Argelia
Nosotros haremos tu gloria.
Somos la esperanza de Argelia
Incluso en las noches oscuras.
Nos hemos sangrado por ella
Y hemos sufrido por ella.

Hemos inundado su cielo
Con la fragancia de nuestro clamor.

El poema «من أجلك عشنا يا وطني» es de Omar El Bernaoui (1935-2009),
cuya música es del director de orquesta Cherif Kortbi:

من أجلك عشنا يا وطني
نفدي بالروح أراضينا
قد كُنَّا أمس عمالقةً
في الحرب نذل أعادينا
وإنا اليوم عمالقةً
في السلم حماة مبادينا
من أجلك يا من أجلك يا
يا وطني

Por ti, patria mía, hemos vivido
y por ti nos hemos comprometido.
Ayer éramos unos gigantes
y vencimos a los invasores
Ahora, aun siendo gigantes
defendemos los ideales.
Por ti, por ti, oh, mi patria.

Este canto sobre los mártires «يا شهيد الوطن» es del poeta palestino
Ibrahim Touqan (1905-1941), con música de Lamine Bechichi:

يا شهيدَ الوطن... يا مثالَ الأوفاء
أنتَ أغلى فتى... يستحقُّ الثناء
أنتَ في الخلد... أعزُّ الخالدين
سرتَ للتاريخ... مرفوعَ الجبين
وأفبرَ الحظائير... من دنيا ودين
ذكرتك الغالي... على مرِّ السنين
سوفَ ينقى عاطرًا... طولَ الزمَن.

Oh, mártir de la patria
Oh, ejemplo de lealtad
Eres el hijo máspreciado
Eres digno de elogiar.
Tú eres en la eternidad
el más querido inmortal.
Caminaste hacia la historia
con orgullo y firmeza
amparado por dos suertes
este mundo y tu creencia.
Tu recuerdo tan valioso
a lo largo de los años
será eternamente
nuestro mejor bálsamo.

Con esta oda a los mártires doy por concluido este modesto trabajo,
no sin antes rendirles un profundo homenaje por su sacrificio y entrega
a la construcción de la nación argelina.

Referencias

- AGERON, Charles-Robert, *Genèse de l'Algérie algérienne*, Argel, EDIF, 2005.
- AZZOUZ, Yasmine, « Moufidi Zakaria, le poétique et le très politique chanteur de l'indépendance et barde de la dissidence », en *Liberté*, 27/08/2020.
- BENBRAHIM, M. y MECHELI-SAAD, N, « Chants nationalistes algériens d'expression kabyle 1945 – 1954. Etude (ethno-historique et musicale) », *Internet Archive*: http://www.ayamun.com/chants_nationalistes.pdf
- BOUMEDINI, Belkacem y DADOUA HADRIA, Nebia, « Oued Echouli : Histoire d'un toponyme, histoire d'une chanson, histoire d'un martyr », *Al-Naciriya. Journal of Sociological and Historical Studies*, 2020, vol. II, pp. 102-133.
- CHERIFI, Laakri, *Les Pénélopes de la chanson kabyle*, Montreal, Éditions Convergences, 2018.
- CHITOUR, Chems-Eddine, *L'Histoire de l'Algérie: de la résilience à la quête de la modernité*, Argel, Chihab Editions, 2018.
- EL OKBI, Nacim, « Le Nadi El Taraqqi ou Cercle du Progrès à Alger : affirmation identitaire et dialogue (1927-1962) », *Défis démocratiques et affirmation nationale. Algérie. 1900-1962*, Chihab Éditions, 2016, pp. 54-63.
- GUERINE, Abdelkader, *La brûlure. Les enfumades de la Dabra*, Orán, Éditions Dar-El-Adib, 2011.
- HANOTEAU, Adolphe, *Poésies populaires de la Kabylie du Jurjura*, Paris, Imprimerie Impériale, 1867.
- KADDACHE, Mahfoud, « “Les soldats de l'avenir”. Les Scouts musulmans algériens (1930-1962) », pp. 66-77, en *De l'Indochine à l'Algérie. La jeunesse en mouvements des deux côtés du miroir colonial, 1940-1962*, Paris, La Découverte, 2003.

KHIAR CHERIF, Malika, *Les plaintes d'une résistante*, Argel, El Hibr, 2019.

RUSCIO, Alain, « Un crime de l'armée française : les enfumades de Dahra (Algérie, juin 1845) », en *L'Humanité*, 13/06/2022.

STAMBOULI, Bari, « Chant patriotique: la voix et la voie de la Révolution », en *Horizons*, 31/10/2021.

LA INDEPENDENCIA DE ARGELIA Y EL PROCESO DE ARABIZACIÓN

Juan MARTOS QUESADA
Universidad Complutense de Madrid

Resumen

Uno de los grandes objetivos del gobierno salido de la independencia de Argelia fue iniciar un proceso de arabización de la sociedad, administración, educación y cultura, con el fin de sustituir la absoluta hegemonía de la lengua francesa. En este artículo analizaremos la situación lingüística del país antes de la independencia, los textos que apoyaban esta arabización como una seña de identidad de Argelia, los problemas con los que se encontró el proceso de arabización y la decisiva actuación política del presidente H. Boumedián en la consecución de este objetivo.

Palabras clave: Argelia, arabización, Magreb, política lingüística, educación.

* * *

THE INDEPENDENCE OF ALGERIA AND THE ARABIZATION PROCESS

Abstract

One of the major objectives of the government that came out of the independence of Algeria was to initiate a process of Arabization of society, administration, education and culture, with the aim of replacing the absolute hegemony of the French language. In this article we will analyze the linguistic situation of the country before independence, the texts that supported this Arabization as a sign of Algeria's identity, the problems that the Arabization process encountered and the decisive political action of President H. Boumedián in the achievement of this objective.

Keywords: Algeria, arabization, Magreb, linguistic policy, education.



I. La complicada situación lingüística de Argelia antes de la independencia

Todo país o nación necesita una normalización lingüística de sus habitantes, una homogeneización de la lengua vehicular entre su población, pues este hecho acaba siendo una de las señas de identidad de dicho país. Argelia, como nación independiente desde 1962, sintió esta necesidad y decidió que la lengua árabe sería la lengua oficial del país; pero el proceso de arabización iniciado tras la colonización francesa, no fue nada fácil, pues la nación argelina, posiblemente a diferencia de otros países que accedieron a la independencia entre los años 60-70 del pasado siglo, sufrió una complejidad lingüística histórica que hacía más difícil y arduo este camino; veamos, pues, algunos de estos antecedentes previos lingüísticos¹.

En primer lugar, sin duda alguna, hay que mencionar el profundo afrancesamiento que tuvo lugar todo el país, posiblemente porque no era considerado una colonia de la metrópoli, sino como un departamento más de Francia. La colonización, que duró más de ciento treinta años, dejó una huella imborrable en todos los aspectos del país y, particularmente, en la lengua, pues, desde el primer momento, los franceses siguieron una política expresa en detrimento de la lengua árabe; la enseñanza pasó a hacerse completamente en lengua francesa, con el objetivo de que la población autóctona creciera y se educara con el francés como lengua cultural, arrinconando, de esta manera, a la lengua árabe y bereber; a ello, haría que añadir que el francés se convirtió en la lengua de la administración y de los medios de comunicación, siendo asumida como lengua de aceptación social. El gobierno francés, no solo intentó romper la unidad cultural y lingüística del país, sino que también animó la competitividad entre las diversas variantes lingüísticas que se daban en la población argelina, especialmente entre la población arabófona y la berberófona.

En fin, esta absoluta presencia del francés en toda la administración, así como en la población, de los países norteafricanos colonizados por Francia, ha llevado a estas naciones de nuevo cuño a plantearse dos políticas, tal y como afirma la profesora M. Benítez², por un lado, aquellos

1 Cf. Nadir, R. y Gutiérrez-Colón Plana, M., “El mapa lingüístico argelino”, en *Anaquel de Estudios Árabes*, 2018, vol. xxix, pp. 175-294.

2 Benítez, M., “Un repaso a la política lingüística del Norte de África desde la descolonización”, en *Anaquel de Estudios Árabes*, 2012, vol. xxiii, pp. 69-81.

países que desarrollan una normativa para arabizar todos los ámbitos de la vida pública lo más pronto posible, como Marruecos, Argelia y Libia, y por otro lado, aquellos cuya política lingüística opta por mantener el bilingüismo, sin dejar de manifestar su interés por la política de arabización, como Mauritania y Túnez.

Además del complejo problema de la presencia del francés en el panorama lingüístico argelino, es necesario citar otra complicación, que es común tanto a Argelia como a Marruecos, como es la presencia del bereber, junto al árabe, como lengua hablada por gran parte de la población del país. Efectivamente, estas dos son las lenguas mayoritariamente presentes en el Magreb occidental, al margen del francés, representan dos familias lingüísticas milenarias en el Mediterráneo: por una parte, la familia semítico-mediterránea, presente en un área hegemónica, mayoritaria y relativamente compacta, a la que pertenece el árabe y todas sus variantes dialectales magrebíes; por otra parte, tenemos la familia camítica o *tamazight*, más concentrada en determinadas zonas geográficas, que constituye, junto a la del antiguo Egipto y con ciertas hablas etíopes, el grupo de las lenguas camitas. En cuanto a la lengua bereber, creemos importante matizar que, con este concepto, no nos referimos a una lengua uniforme, pues dentro del *tamazight* existen muchas variedades, siendo las más importantes en Argelia, entre otras, el bereber de la zona de Cabilia (en el Atlas argelino), la variedad *charwi*, propia de los bereberes de las montañas del Aurés, y el habla de los tuaregs, pueblo bereber que habita en el sur argelino³.

Aunque las políticas de arabización puestas en marcha por la administración argelina salida de la independencia tuvieron, como una consecuencia directa o indirecta, una fuerte marginalización del bereber, es necesario hacer constar que, desde los años 70 del pasado siglo, hay un creciente movimiento a favor de una valorización institucional del *tamazight* y, en el año 1995, se decidió introducirlo en las escuelas argelinas. Aunque el bereber es una lengua predominantemente oral, lo cierto es que goza de un sustrato cultural fuera de duda, como afirma Abderrahmane Louanes en su antología literaria de expresión bereber⁴, existiendo en la

3 Cf. Nadir, R. y Gutiérrez-Colon Plana, M., *op. cit.*, pág. 189.

4 Louanes, A. *Anthologie de la littérature d'expression Amazigh*, Argel, ANEP, 2002.

actualidad medios de comunicación que utilizan esta lengua, tales como el canal nacional *TV4 Tamazigh*, o la radio nacional de Tizi Ouzou⁵.

Otra característica lingüística que hay que tener en cuenta para entender la situación de la lengua en Argelia es la convivencia, junto al árabe moderno estándar enseñado en los centros docentes y en la administración, del “árabe coloquial argelino”; con este término queremos referirnos a la lengua habitualmente hablada entre los medios de las clases medias y altas de la sociedad argelina, con un buen nivel cultural. Sin duda, el árabe es la lengua oficial de la nación y es considerada uno de los referentes identitarios más importantes, siendo considerada una lengua modélica cuyo uso debe ser un objetivo a alcanzar; pero, a pesar de contar con todo el apoyo de la administración educativa, no consigue arrinconar a las hablas coloquiales o dialectales; el uso del árabe estándar o el árabe clásico es, de un modo casi exclusivo, la lengua administrativa, la lengua literaria y universitaria, la lengua científica, la lengua utilizada por la prensa y la enseñanza en general; es decir, una lengua cuyo uso se ve condicionado por una cierta elaboración textual previa, pero no es la lengua de comunicación oral habitual.

Y, junto a este uso mayoritario en el habla argelina del árabe coloquial, continúan existiendo, con una gran fuerza y pujanza, los diversos dialectos del árabe argelino, como el habla de Orán, de Annaba, de Argel, etc., los cuales, además, presentan fuertes diferencias entre sí y con el árabe coloquial argelino, tanto en pronunciación, como en vocabulario o gramática⁶.

Por último, creemos oportuno señalar la presencia, si bien minoritaria, de otras dos lenguas foráneas en el panorama lingüístico de la Argelia de los años 60 y en la actual, como son el turco y el español, pues la presencia y uso de la lengua árabe en el país hasta el siglo xvi, sufrió un retroceso cuando perdió su estatus oficial con la llegada del dominio turco en 1516. Como ya es sabido, el imperio turco-otomano, auténtica potencia con un dominio absoluto del mar Mediterráneo y que ponía en riesgo el poder del imperio español y las rutas comerciales marítimas, obligó a los españoles a asentarse en el noroeste de Argelia a principios del siglo xvi. Esta

5 Desde la modificación argelina de la Constitución en 2016, el bereber tiene estatus de lengua nacional y oficial.

6 Cf. El-Immame, A., *Langues Maternelles et Citoyenneté*, Argel, ANEP, 2004.

doble presencia, turca por una parte y española por otra, duró un largo periodo histórico de casi tres siglos, ya que la regencia turca-otomana de Argel duró hasta 1830 —año que data la presencia de los franceses en Argelia— y provocó que Orán se convirtiera en un dominio español desde 1509 hasta 1792⁷; asimismo, en cuanto a la presencia de los españoles, hay que añadir las corrientes migratorias de estos para establecerse en Argelia durante los años de la colonización francesa.

Esta existencia de dos lenguas nuevas en la región desde el siglo XVI, el turco y el español, además de frenar la arabización de Argelia, aumentó la complejidad de la situación lingüística de Argelia, en particular en la región del noroeste. De todas formas, en la actualidad, la presencia del turco y el español es marginal, pues el turco prácticamente se reduce a una serie de préstamos, con algo más de presencia en variedades lingüísticas urbanas específicas, como Tremecén, Bujía, Argel, Constantina o Medea, y el español, aunque goza de cierto prestigio —no tanto como el francés— mantiene un discreto relieve en la sociedad argelina, especialmente en la oranesa⁸.

II. El proceso de arabización como objetivo de la revolución. Textos

Como ya se ha dicho, la política oficial lingüística de Francia durante su periodo colonial argelino fue la de la absoluta hegemonía y presencia del francés, en detrimento y marginalización del árabe; ello hizo que, desde un primer momento, el *Frente de Liberación Nacional* argelino (FLN) se planteara la reivindicación de la lengua árabe como un referente identitario nacional. Así pues, desde el primer año de la independencia, en 1962, se puso en marcha una serie de medidas educativas encaminadas a arabizar el país; pero la tarea pronto se manifestó mucho más ardua de lo que en principio pudiera parecer, como veremos más adelante al analizar los problemas a los que se enfrentó tal decisión política; entre los obstáculos que se encontró el primer presidente Ben Bella, hay que

7 Acerca de esta presencia española en Orán, puede consultarse el trabajo de Sánchez Doncel, S., *Presencia de España en Orán (1509-1792)*, Toledo, Instituto Superior de Estudios Teológicos San Ildefonso, 1991.

8 García, O. R., “La percepción y el uso del árabe dialectal en la sociedad argelina: el caso de Orán”, en J. S. González (ed.), *La enseñanza de ELE en Argelia: Historia, Metodología y Sociolingüística*, Orán, Instituto Cervantes de Orán, 2011, pp. 46-69.

destacar dos principalmente: el afrancesamiento de la administración, así como de la educación, y la falta de profesores; la llegada al poder en 1965 de Boumedián significó un salto cualitativo en esta tarea y un periodo muy activo en cuanto al proceso de arabización⁹.

Un texto básico, por ser de los primeros, es la «Carta de Argel», que es una de las consecuencias del I Congreso de FLN, celebrado en abril de 1964; en la misma, en el apartado dedicado a la educación, se lee textualmente:

4.- La introducción de la lengua árabe en la enseñanza primaria es una realización de la independencia. La arabización de la enseñanza es todavía una labor a largo plazo y una tarea muy delicada, puesto que son necesarios medios culturales modernos que no pueden llevarse a efecto de forma precipitada¹⁰.

La Carta Nacional de 1976, promovida por el presidente H. Boumedián se reafirma en esta idea de la arabización del país con estas palabras, asimilando esta tarea como una de las manifestaciones de la cultura socialista:

La lengua árabe es un elemento esencial de la identidad cultural del pueblo argelino. No se podría separar nuestra nacionalidad de la lengua nacional que la expresa. Así, el uso generalizado de la lengua árabe y su dominio en tanto que instrumento funcional creador, es una de las tareas primordiales de la sociedad argelina en el plano de todas las manifestaciones de la cultura y de la ideología socialista.

Como veremos más adelante, será este presidente argelino, H. Boumedián, el que impulsará de forma organizada y sistemática este proceso de arabización de la sociedad y educación argelina, pues ya, en su discurso al pueblo, tras ser designado presidente en 1965, se expresaba de esta manera sobre la necesidad de iniciar una revolución cultural y una arabización general:

[...] y esta decisión debe aplicarse a partir del año 1971. Los hay quie-

9 Cf. Granguillaume, G., *Arabisation et politique au Maghreb*, París, Maisonneuve et Larosse, 1983; véase también el interesante artículo de M. Benítez ya citado.

10 Pérez Beltrán, C., "El sistema educativo en la Argelia independiente: estructuras y problemáticas", en *Al-Andalus-Magreb*, 1994, vol. II, p. 225.

nes, por ejemplo, están aprendiendo el inglés antes de querer aprender la lengua que forma parte de su identidad nacional. Todos los pueblos —primero y ante todo— hablan su lengua. Con este paso no pretendemos regresar a la Edad Media¹¹.

En cuanto al tratamiento de la lengua árabe en la Constitución argelina, desde la primera redacción en 1963 y en las cinco modificaciones que ha sufrido a lo largo de los años (1976, 1989, 1996, 2016 y 2020), este asunto ha merecido siempre un apartado de confirmación; veamos las principales expresiones.

En la Constitución inicial de 1963¹², tras declarar que Argelia es parte integral del Magreb y que forma parte de los países árabes y de África, expone la vinculación entre lengua árabe y nación, afirmando textualmente en su artículo 3:

Artículo 3.

El árabe es la lengua nacional y oficial.

Esta afirmación sufre una importante novedad en la nueva Constitución de 1996, al considerar el *tamazight*, la lengua bereber, como lengua nacional:

Artículo 3.

El árabe es la lengua nacional y oficial.

Artículo 3 bis.-

El *tamazight* es igualmente lengua nacional. El Estado trabajará para su promoción y desarrollo en todas las variedades lingüísticas usadas en el territorio nacional.

Esta admisión de la lengua bereber como parte integrante del mapa lingüístico de Argelia y su solemne consideración como lengua oficial, es desarrollada en la última redacción constitucional de 2020 en sus artículos

11 Nadir, R. y Gutiérrez-Colon Plana, M., *op. cit.*, pág. 182.

12 Sobre esta Constitución y su visión en España cuando su redacción, véase el artículo de R. Morodo “La Constitución de Argelia de 1963”, en *Revista de Estudios Políticos*, 1964, vol. cxxxiii, pp. 111-128.

3 y 4, en donde, además, se crean altas instituciones académicas para el estudio de los dos idiomas:

Artículo 3.

El árabe será idioma nacional y oficial.

El árabe seguirá siendo el idioma oficial del Estado.

Se establecerá un Consejo Superior de la Lengua Árabe bajo los auspicios del Presidente de la República.

Artículo 4.

El *tamazight* será también un idioma nacional y un idioma oficial.

El Estado procurará promoverlo y desarrollarlo en todas sus variedades lingüísticas que se utilicen en todo el territorio nacional.

Se creará una academia argelina para el idioma *tamazight* bajo la autoridad del Presidente de la República.

Se apoyará en el trabajo de los expertos y se le asignará la tarea de proporcionar los requisitos necesarios para desarrollar la lengua *tamazight* con el fin de integrarla como lengua oficial en el futuro.

Las modalidades de aplicación del presente artículo serán estipuladas por una ley orgánica.

Como se puede observar a la luz de estos textos, la reivindicación nacionalista sobre los derechos lingüísticos alcanza una afirmación política de carácter identitario, convirtiéndose en un derecho constitucional, pero la puesta en marcha de este proceso de arabización no fue fácil y fue más lento de lo que los dirigentes nacionalistas de los años sesenta podían imaginar, como veremos.

III. Problemas para alcanzar el objetivo de la arabización

La realidad de Argelia en el momento de su independencia en 1962, obligó al estado argelino a relegar a un segundo plano el ansiado plan de arabización del país y del cambio de una administración totalmente afrancesada a otra más arabófona; no quedó más remedio que dar una mayor importancia y una prioridad al desarrollo de una economía propia,

subordinando el desarrollo cultural basado en el árabe y en el bereber, aunque dichas lenguas seguían siendo consideradas pilares fundamentales de la identidad nacional¹³.

El primer problema con que se encontró el proceso de arabización fue el alto índice de analfabetismo o semianalfabetismo en que se encontraba la población al alcanzar su independencia a principios de los años sesenta. La labor educativa francesa entre la población autóctona fue tan escasa, débil y limitada, que, en 1954, el 91 % de la población era analfabeta y solo un 13 % de los árabes argelinos poseían cierto grado de alfabetización¹⁴.

El gobierno era consciente de esta realidad y, en la Carta de Argel del I Congreso de FLN de abril de 1964, en un epígrafe dedicado a la enseñanza, se lee:

Para asegurar la elevación social y cultural del pueblo y para dar al país el personal que necesita en todos los campos, es un imperativo categórico la eliminación del analfabetismo y el desarrollo de la enseñanza.

Esta situación obligó al gobierno a llevar a cabo, en sus primeros años, una política escolar ambiciosa, desarrollando una serie de «Planes de Educación y Desarrollo», a saber, un primer Plan trienal (1967-1969), dos Planes cuatrienales (1970-73 y 1974-77) y un Plan quinquenal (1980-84).

Y, junto a este problema de analfabetismo, se encuentra otro de no menor calado, como es la falta de infraestructura educativa; hay una auténtica escasez de escuelas y centros de formación, por lo que una parte importante del presupuesto nacional se dedica a inversiones en la construcción de nuevas escuelas y en la reforma y ampliación de las ya existentes. En esta política presupuestaria a favor de la construcción de una infraestructura material educativa, hay que decir que se muestra una especial sensibilización hacia los barrios periféricos y más pobres de las ciudades y, sobre todo, hacia las zonas rurales, en particular las del interior y sur del país, donde los índices de analfabetismo eran altamente elevados.

No se deja atrás la creación de infraestructuras en los niveles de la enseñanza media, la profesional y la universitaria, ámbitos en los que se ve

13 Cf. Othman, S., *Al-Ta'rib al-Ÿazā'ir (La arabización en Argelia)*, Argel, Éditions Dar El Ouma, 1993.

14 Pérez Beltrán, C., *op. cit.*, p. 223.

un progresivo aumento de colegios, institutos y universidades; una característica de estas construcciones es que se ven acompañadas de obras, de edificaciones complementarias, como son los centros de acogida y albergue, o la creación de auténticas ciudades universitarias con edificios residenciales para alumnos y profesores con servicios de alojamiento y comedor; todo ello acompañado de una generosa política de becas y ayudas, que irá aumentando progresivamente.

Otra dificultad relevante y nada baladí fue la falta de profesorado. En el curso 1964-65, de los 30.000 maestros de primaria ejercientes, menos de 20.000 eran argelinos; y si nos referimos a la enseñanza secundaria, la situación se agrava de forma preocupante, pues en el mismo curso, de los más de 4000 profesores, solo unos 1800 son nativos; en cuanto a la educación universitaria, prácticamente la totalidad del profesorado es francés o francófono, realidad que se mantendrá hasta mediados de los años 70, en donde surge la primera promoción de licenciados argelinos en universidades de su país. A ello hay que añadir el hecho de que, desde la época colonial, el acceso a la enseñanza de ambos sexos se hace de forma separada, por lo que la necesidad de profesorado, sobre todo en la enseñanza primaria, se duplique.

Para intentar paliar esta situación, y a la espera de que los nuevos jóvenes argelinos alcancen una titulación profesional y universitaria, el estado recurre a tres grandes líneas de actuación: en primer lugar, la habilitación oficial de personal autóctono de escasa o suficiencia mínima de formación intelectual; son los llamados instructores y monitores, cuyo nivel de instrucción no sobrepasa normalmente los estudios primarios y su forma de educar es de corte tradicional; estos monitores ya fueron creados en la época colonial, pero ahora adquiere una gran importancia educativa, en especial en el nivel básico y primario de la enseñanza. La importancia de estos instructores durante los primeros años de la independencia fue muy importante¹⁵, llegándose a crear una serie de escuelas normales para estos monitores e instructores, a fin de elevar su nivel de cualificación. En segundo lugar, no quedó más remedio que continuar con el profesorado francés ya existente y con los licenciados de la antigua potencia colonial

15 Acerca de la importancia de este grupo de enseñantes, véase la obra de M. Haddab, *Education et changements socio-culturels. Les moniteurs de l'enseignement élémentaire en Algérie*, Argel, OPU, 1979.

contratados a través de los convenios firmados con Francia, que dieron lugar a los llamados “cooperantes”; esta situación hizo que la enseñanza en lengua francesa continuara aún más tiempo, en detrimento del proceso de arabización, que se ve obligada a sufrir un retraso¹⁶. Y, finalmente, en tercer lugar, con el fin de avanzar en la introducción del árabe en la enseñanza y atajar la falta de profesorado, Argelia llega a acuerdos internacionales con otros países árabes, en particular, con Egipto, Siria e Iraq, a fin de que docentes de estos países ocupen provisionalmente los puestos existentes de profesores, en un intento de avanzar en la arabización del sistema educativo¹⁷.

Y como un problema común en todo el Magreb occidental, está el bilingüismo existente en Argelia del árabe y el bereber, del que ya hemos apuntado algunas características. El bereber adolece de una superficial visión en Europa, que no acaba de asumir que es una lengua de cultura y de comunicación social diaria, cuya importancia lo ha convertido en uno de los pilares de la identidad nacional, al igual que el árabe, como ya hemos visto en los textos de la independencia citados y su carácter oficial y nacional ha sido reconocido en la Constitución de 2020. Su uso se extiende por todo el país, hablándolo dos millones y medio de personas; la región de la Cabilia es la que cuenta con una población mayor de *amazighs* argelinos, a la que le sigue la región de Urás, en donde los bereberes que hablan el *charwi* se estima que son entre medio y un millón de habitantes; el *mizabita* o *mozabie* de la ciudad de Gardaya y alrededores es hablado por más de cien mil hablantes; los demás dialectos bereberes hablados por grupos de Argelia presentan una demografía muy inferior, con menos de diez mil hablantes, por ejemplo, los bereberes de Nejoussa, Ouaregla, Gourara, el sur de Orán, y Djebel Bissa así como Chenoua.

Aunque, durante la época colonial, tanto el árabe como el bereber fueron marginados de la educación y la administración, la llegada de la independencia no mejoró la situación del bereber, en donde había una urgencia por consolidar y expandir el uso del árabe; afortunadamente, la

16 Cf. Dumont, P. (ed.), *La coexistence des langues dans l'espace francophone, approche macrosociolinguistique*, Rabat, París, Montreal, AUF, 2000.

17 Cf. Benrabah, M., *Langue et pouvoir en Algérie. Histoire d'un traumatisme linguistique*, París, Seguiet, 1999.

situación actual ha mejorado y el bereber ha alcanzado una alta consideración en la sociedad argelina del siglo XXI.

De todas formas, es preciso consignar que, entre estas dos lenguas, existe una serie de afinidades, coincidencia y similitudes, tal y como afirman los investigadores S. Nadir y M. Gutiérrez-Colón¹⁸, el árabe y el bereber comparten (al menos en Argelia) sistemas fonético-fonológicos prácticamente idénticos, lo que habría podido influir en la adopción del árabe por parte de la población bereber, posiblemente debido a la histórica coexistencia de ambas lenguas. Se trata de un proceso muy común observable, por tanto, en otros entornos de larga tradición bilingüe: la lengua B acaba adoptando siempre el sistema fonético-fonológico y entonativo de la lengua A y esta, a su vez, toma algunos elementos de la lengua B (en gramática histórica tradicional, este proceso es el que responde al concepto de “influencia del sustrato”). En nuestro caso, constatamos que el sistema vocálico del árabe argelino es el mismo que el del bereber autóctono; a nivel del consonantismo, el bereber comparte con el árabe incluso fonemas como el *dhad* y el árabe argelino, a su vez, ha perdido la distinción entre *kāf* y *qāf*, que tanto caracteriza al árabe del resto del mundo, pero que es inexistente en el bereber¹⁹.

La problemática, como puede observarse, es profunda, pues si la lengua árabe, a pesar de sus variantes dialécticas, como veremos a continuación, tiene un proceso unificador más claro, la dificultad para el bereber de construir una lengua común para la enseñanza, dadas las diferencias existentes entre todas las variantes constituyentes del *tamazight*, es ingente, pues hay variedades tan diferentes de las demás que resulta extremadamente difícil hallar puntos en común a partir de los que resulte posible la uniformización y unificación de la lengua.

Finalmente, queremos señalar otro de los problemas con los que se encontró el proceso de arabización en Argelia; nos referimos a la dicotomía entre lengua árabe estándar o moderna y las variantes dialectales usadas en el país, un problema que, como es habitual, comparte con sus

18 Nadir, R. y Gutiérrez Colón Plana, M., *op. cit.*, p. 178.

19 Acerca de las interrelaciones entre árabe y bereber en Argelia, véase Abdellah, A., “The historical roots of Amazigh and its Arabization Factors in Algeria”, en *Revista Argelina*, 2018, núm. 6, pp. 67-74.

países vecinos magrebíes. Es cierto que el árabe estándar actual —citado así para diferenciarlo del árabe clásico coránico—, ha logrado, gracias a los esfuerzos hechos por el gobierno nacido de la independencia, consolidarse como idioma oficial, utilizado habitualmente a nivel escrito en las instituciones, la enseñanza, la universidad, la ciencia y la literatura²⁰, pero en el habla diaria de los argelinos, apenas encuentra su sitio, que siguen utilizando las variantes dialectales que han utilizado desde su infancia en su entorno cultural, familiar y social. La problemática entre lengua árabe clásica y dialectos es común a la mayoría de los países de la comunidad árabe y dificulta el estudio de esta lengua en el extranjero, pues el árabe “teórico” o clásico aprendido en Occidente acaba estrellándose, cuando se quiere utilizar, con la realidad del uso popular de los dialectos.

A nivel hablado, por tanto, la penetración del árabe moderno estándar es casi nula. Aquí, es necesario constatar la existencia en todo su esplendor de los diversos dialectos del árabe argelino (como el habla de Orán, de Argel, de Annaba, etc.), los cuales presentan enormes divergencias entre sí; estos dialectos no solo difieren del árabe estándar moderno sino también entre sí en pronunciación, vocabulario y gramática. A diferencia del árabe clásico coránico que representa un estadio lingüístico pétreo, inamovible en el tiempo, los dialectos árabes argelinos o el árabe magrebí —como gran agrupación dialectal— representan la evolución natural, “orgánica” del árabe clásico en el Magreb, con importantes aportaciones del bereber, el turco, el español, y, por supuesto del francés, como ya hemos dejado claro anteriormente²¹.

IV. La presidencia de H. Boumedián y el avance del proceso de arabización

La llegada a la presidencia del país de H. Boumedián (1965-1978) a los tres años de la independencia, significó un giró de Argelia hacia el campo de los países socialistas, orientando a este fin tanto la economía como la cultura; se llevó una política de nacionalización de los hidrocarburos, se

20 Sobre estos esfuerzos nacionales para extender el árabe moderno en la enseñanza a través de manuales asequibles, véase el interesante artículo de Moscoso García, F., “Árabe argelino moderno. Textos de Mahmoud Fekhar y Gabriel Deville”, en *Anaquel de Estudios Árabes*, 2017, vol. xxviii, pp. 143-168.

21 El-Immame, A., *op. cit.*, p. 31.

acometió una nueva política agraria y el país se convirtió en un miembro activo del Movimiento de los Países No Alineados, siendo un referente en el entorno africano y en el árabe especialmente²².

Uno de los objetivos prioritarios del nuevo presidente fue, desde un primer momento, la arabización del país, en particular el de la administración y la educación, como hemos podido comprobar en las palabras, anteriormente citadas, al respecto en su discurso de toma de posesión. Pero el documento clave que marcará las líneas generales de implantación del socialismo será la Carta Nacional de 1976, en donde la revolución cultural aparece como uno de los grandes ejes de la nueva política, basada en conseguir la alfabetización de la mayoría de la población, la sustitución del francés por el árabe como lengua administrativa y cultural y la escolarización generalizada:

La educación y la cultura tienen que jugar un papel particularmente importante en el desarrollo de la personalidad nacional y de la identidad colectiva, al igual que en la creación de una sociedad equilibrada, en la que cada ciudadano no se encuentre ni apartado de sus raíces ni mantenido al margen del progreso. Proponiéndose realizar esto, la Revolución Cultural ayudará al desarrollo de nuestro ser nacional en conformidad con la cultura progresista del siglo.

Los objetivos de esta *Revolución cultural* fueron, entre otros, la escolarización obligatoria desde los seis años (que hubo que posponer hasta los nueve por falta de medios), la diversificación de la enseñanza secundaria en diversas ramas, dando prioridad a las ramas técnicas, apoyo a la universidad y a la investigación, posibilitar el acceso a la educación superior a los alumnos provenientes del mundo rural con la construcción de residencias estudiantiles, la argelinización del profesorado y una apuesta activa por la arabización.

Así pues, la arabización de la enseñanza, aunque planteada ya en los años sesenta, es en los setenta cuando alcanza un protagonismo fundamental. Es en esta década cuando se ven los frutos del objetivo de los primeros años de la independencia: sustituir el monolítico uso del francés en este ámbito por un bilingüismo inevitable francés-árabe que, progresi-

²² Sobre la figura y la política de H. Boumedián hay, como es lógico, muchos trabajos y libros; citaremos la clásica obra de Mincez, J., *L'Algérie de Boumediène*, París, Presses de la Cité, 1978.

vamente, fuera dando protagonismo al segundo idioma²³. La introducción del árabe en la enseñanza básica y primaria, puede decirse que se cumple en los años setenta, en donde a mediados, los dos primeros cursos ya se daban en árabe. En el nivel educativo de secundaria, al menos un tercio de las clases ya se daban en árabe y el resto tenían un carácter bilingüe, y en la enseñanza superior, en 1978, casi el 33 % de los estudiantes matriculados utilizaban la lengua árabe en sus estudios²⁴.

El proceso de arabización no fue fácil en el campo político y levantó muchas polémicas; a modo de ejemplo, traeremos a colación la que hubo lugar en 1977 a raíz de unas declaraciones del popular ministro de Enseñanza fundamental y secundaria Mostefa Lacheraf. Este político era un defensor a ultranza de una educación y una pedagogía modernas y alertó de que los medios más conservadores, tradicionalistas y religiosos (ahora diríamos islamistas) de la sociedad querían imponer una arabización a cualquier precio, aún a costa de la calidad de la enseñanza, llegando a decir:

[...] (existe) una cierta concepción y una cierta práctica de arabización que coincide en propagar pura y simplemente una lengua fijada por la tradición, manejada a menudo por gentes mediocres y enseñada con métodos desfasados²⁵.

Tras estas declaraciones, M. Lacheraf fue destituido y nombrado nuevo ministro Mohamed Kharroubi, un acendrado conservador y musulmán, partidario de una educación más tradicional y una arabización al servicio de los valores islamistas.

A la espinosa cuestión del intento de gran parte de la clase política argelina de corte islamista, que comenzó ya a aflorar a mediados de los años setenta, de asimilar arabización con islamización, hay que añadir el problema de la persistencia del francés en la sociedad, la administración y la educación, a pesar de los esfuerzos por una arabización integral del país.

En efecto, la realidad empírica y objetiva nos señala que el francés

23 Pérez Beltrán, C., *op. cit.*, p. 237.

24 Adam, A., "Chronique sociale et culturelle de l'Algérie", en *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1978, vol. XVIII, p. 547.

25 Pérez Beltrán, C., *op. cit.*, p. 239. Sobre Mostefa Lacheraf, puede verse la obra de Lardjane, O., *Mostefa Lacheraf, une oeuvre, un itinéraire, une référence*, Argel, Casbah Éditions, 2006.

ocupa en Argelia una situación un tanto peculiar, pero parecida a la de las lenguas de los colonizadores en cualquiera de los demás países colonizados por potencias occidentales, como por ejemplo el inglés en la India. Por eso, y aunque Argelia no sea oficialmente un estado-miembro de la francofonía, es en la práctica el primer consumidor, entre los países árabes, de productos culturales franceses en África y en el mundo arabo-musulmán, llegándose a afirmar que el número de libros en francés importado desde Francia hacia Argelia alcanzó en 1973 más de cinco veces el número de las idénticas importaciones realizadas a lo largo del año 1961, el año de la independencia. Además, Argelia es, según Sebaa²⁶, uno de los países con más número de francófonos, pues actualmente hay aproximadamente más de un millón de estudiantes de francés en el país.

26 Sebaa, R., *L'Algérie et la langue Française. L'alterité partagée*, Argel, Dar al-Gharb, 2002, p. 45; véase también Dalila, F., "La situación lingüística del Magreb: Lenguas en contacto, Diglosia e Identidad cultural", en *Revista Española de Lingüística (RSEL)*, 2006, vol. xxxvi, pp. 157-188.

Referencias

- ABDELLAH, A., “The historical roots of Amazigh and its Arabization Factors in Algeria”, en *Revista Argelina*, 2018, vol. VI.
- ADAM, A., “Chronique sociale et culturelle de l’Algérie”, en *Annuaire de l’Afrique du Nord*, 1978, vol. XVIII.
- BENÍTEZ, M., “Un repaso a la política lingüística del Norte de África desde la descolonización”, en *Anaquel de Estudios Árabes*, 2012, vol. XXIII.
- BENRABAH, M., *Langue et pouvoir en Algérie. Histoire d’un traumatisme linguistique*, París, Segurier, 1999.
- DALILA, F., “La situación lingüística del Magreb: Lenguas en contacto, Diglosia e Identidad cultural”, *Revista Española de Lingüística (RSEL)*, 2006, vol. XXXVI.
- DUMONT, P. (ed.), *La coexistence des langues dans l’espace francophone, approche macrosociolinguistique*, Rabat, París, Montreal, AUF, 2000.
- EL-IMMAME, A., *Langues Maternelles et Citoyenneté*, Argel, ANEP, 2004.
- GARCÍA, O. R., “La percepción y el uso del árabe dialectal en la sociedad argelina: el caso de Orán”, en J. S. González (ed.), *La enseñanza de ELE en Argelia: Historia, Metodología y Sociolingüística*, Orán, Instituto Cervantes de Orán, 2011.
- GRANGUILLAUME, G., *Arabisation et politique au Maghreb*, París, Maisonneuve et Larousse, 1983.
- HADDAB, M., *Education et changements socio-culturels. Les moniteurs de l’enseignement élémentaire en Algérie*, Argel, OPU, 1979.
- LARDJANE, O., *Mostefa Lacheraf, une oeuvre, un itinéraire, une référence*, Argel, Casbah Éditions, 2006.
- LOUANES, A. *Anthologie de la littérature d’expression Amazigh*, Argel, ANEP, 2002.
- MINCES, J., *L’Algérie de Boumediène*, París, Presses de la Cité, 1978.

- MORODO, R., “La Constitución de Argelia de 1963”, en *Revista de Estudios Políticos*, 1964, vol. CXXXIII.
- MOSCO SO GARCÍA, F., “Árabe argelino moderno. Textos de Mahmoud Fekhar y Gabriel Deville”, en *Anaquel de Estudios Árabes*, 2017, vol. XXVIII.
- NADIR, R. Y GUTIÉRREZ-COLÓN PLANA, M., “El mapa lingüístico argelino”, en *Anaquel de Estudios Árabes*, 2018, vol. XXIX.
- OTHMAN, S., *Al-Ta’rīb al-Ŷazā’ir (La arabización en Argelia)*, Argel, Éditions Dar El Ouma, 1993.
- PÉREZ BELTRÁN, C., “El sistema educativo en la Argelia independiente: estructuras y problemáticas”, en *Al-Andalus-Magreb*, 1994, vol. II.
- SÁNCHEZ DONCEL, S., *Presencia de España en Orán (1509-1792)*, Toledo, Instituto Superior de Estudios Teológicos San Ildefonso, 1991.
- SEBAA, R., *L’Algérie et la langue Française. L’alterité partegée*, Argel, Dar al-Gharb, 2002.

SINOPSIS DEL MOVIMIENTO DE LIBERACIÓN E INDEPENDENCIA DE LA REPÚBLICA DE ARGELIA

Redouane MOUHOU
Asociación IDyME

En el mes de julio de 1830 las tropas francesas ocupan Argel. La colonización francesa del territorio fue un proceso largo que se enfrentó a la resistencia del pueblo argelino durante décadas. En efecto, los franceses no llegaron a dominar la región del Hoggar, en el extremo sur de Argelia, hasta 1902. Mientras tanto, Francia había instaurado su protectorado sobre Túnez (1882) y Marruecos (1912).

Algunos de los procesos coloniales ensayados en territorio argelino incluyen las siguientes prácticas:

- Expropiaciones de tierras por decreto, confiscaciones, embargos, compras a bajo precio y crímenes indiscriminados. El resultado fue el empobrecimiento general del pueblo argelino y la destrucción de la sociedad tradicional.

- Proceso de degradación educativa: se combate la enseñanza de la lengua árabe, se vigila la práctica de la religión del Islam y no se permite el acceso a la escuela pública francesa hasta principios del siglo xx.

- Desde 1881, los argelinos fueron sometidos, en el plano político y administrativo, a un “Código de la población indígena”, en el que constaban treinta delitos aplicables solo a población indígena. Por ejemplo, hasta 1913 los argelinos tenían que pedir un permiso de viaje para salir de su pueblo, y hasta 1930 el derecho de asociación estaba prohibido.

- No se otorgaba la ciudadanía francesa a los autóctonos (ni los derechos políticos y cívicos), pero se concedía la naturalización de oficio a los judíos y a los descendientes de inmigrantes europeos, en particular italianos, malteses y españoles establecidos en Argelia. A partir de 1943 la colonización francesa concede un estatuto de “franceses asimilados” a un determinado número de argelinos (diferente del estatuto de ciudadano francés).

Con todo, Argelia soportó durante todo el período de la colonización una política de asimilación —el territorio era considerado como una simple prolongación del país colonizador—, sin que se concediera al colonizado los derechos políticos y cívicos del colonizador.

La consecuencia natural fue el desapego generalizado de la población autóctona, y la sucesión de diferentes revueltas, levantamientos y conflictos armados.

- 1832: En la región de Orán, revuelta de Abd al-Qáder, que pasa a ser el soberano del Oranesado.
- 1839: Abd al-Qáder declara la yihad.
- 1852-1864: La resistencia sigue en la región de la Cabilia.
- 1864-1865: Revuelta de la confederación de los Awlad Sidi Sheikh (sur de Orán).
- 1854-1870: Mantenimiento de revueltas en el Sahara argelino.
- 1871: Revuelta de El-Mokrani en la que participan centenares de tribus del centro, del este y del Sahara.
- 1881-1883: Revuelta de los Awlad Sidi Sheikh conducida por Bou Amama.

Frente a la dictadura colonial, empezaron a organizarse los argelinos, al principio desde la propia Francia. Ya en 1920 había 100.000 inmigrantes argelinos, muchos de ellos combatieron en la Primera Guerra Mundial (entre 1914 y 1918 sirvieron 173.000 argelinos en el ejército francés, y dejaron 25.000 muertos).

A principios del siglo xx aparece el movimiento de *Los jóvenes argelinos*, sobre todo laicos, intelectuales burgueses, que reivindican derechos cívicos y políticos. El emir Khaled, nieto del emir Abd al-Qáder, redactó las reivindicaciones en 1919. En 1926 se crea *Etoile Nord Africaine* (ENA) en el seno de la inmigración argelina en Francia, organización nacionalista dirigida por Messali Hadj. En 1927 Messali plantea la cuestión de la independencia de Argelia en Bruselas (Congreso de Bruselas, de la liga contra la opresión colonial). En 1937 Messali Hadj crea el *Partido del Pueblo Argelino* (PPA), exige del *Frente popular* (socialista) francés la abrogación del “Código de la población indígena” y de las leyes de ex-

cepción aplicadas a los argelinos. En su discurso político el PPA reclama la independencia de Argelia. Messali es exiliado.

En 1942, con la entrada de los ejércitos aliados en África del Norte, se instala en Argel una representación del gobierno de la Francia Libre y del gobierno americano. Uno de los dirigentes de la *Estrella Norteafricana* (ENA), Ferhat Abbas, farmacéutico liberal, les transmite un “Manifiesto del Pueblo Argelino”, proponiendo que Argelia sea un estado federado de Francia. No obtuvo respuesta.

El 8 de mayo de 1945, cuando el mundo entero celebraba el fin de la Segunda Guerra Mundial, se produjeron manifestaciones populares a favor de la independencia en el este de Argelia. Un centenar de colonos son asesinados. La represión colonial se cobra 45.000 víctimas. Según algunos historiadores, el 8 de mayo de 1945 se considera el punto de inflexión que desembocará en la lucha armada.

En 1946 Messali crea el *Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques* (MTLD). El nuevo partido tiene una orientación política más moderada que el PPA, con el objetivo de participar en las elecciones previstas en aquel periodo. En realidad, el MTLD es una tapadera del PPA como organización política clandestina, y de la *Organisation Secrète* (OS), un órgano político-militar clandestino, formado por el ala más radical del PPA y destinado a preparar la lucha armada.

El PPA-MTLD constituirá entonces la tendencia radical del *Movimiento de Liberación Nacional*. Este último conoció también facciones más moderadas, como el *Movimiento Reformista Musulmán* del jeque Ben Badís y de los ulemas, a partir del año 1920, bajo la influencia de la *Nahda* islámica aparecida a finales del siglo XIX en Oriente Medio (con al-Afganí y Muhammad Abduh). Los reformistas musulmanes no pedían la independencia de Argelia, son culturalistas y defienden la “identidad argelina”, con una vuelta a las fuentes del Islam, la lengua árabe y un estatuto personal inspirado en la sharía.

Finalmente hay que destacar el papel importante que desempeñaron los comunistas argelinos, sobre todo en el terreno sindical. Estaban organizados en la federación argelina del *Partido Comunista Francés* hasta el año 1936, que vio el nacimiento del *Partido Comunista Argelino* (PCA),

y será en los años 40 cuando ese partido comience a plantear la independencia de Argelia.

En 1948 la OS del PPA-MTLD es descubierta por los servicios de seguridad franceses. Se desmantela parcialmente y se dispersa voluntariamente a sus hombres. En 1953 se produce una crisis dentro del MTLD entre partidarios de Messali Hadj y otro grupo del comité central del partido, que se disputan el poder. En 1954 los antiguos miembros de la OS crean el *Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action* (CRUA), formado por veintidós hombres. El CRUA toma la decisión de organizar la insurrección armada. Se constituye un secretariado nacional de seis miembros que decide el contenido de la proclamación del 1 de noviembre de 1954, y el tipo de organización político-militar (*Frente de Liberación Nacional - Ejército de Liberación Nacional*, FLN-ALN). Se da inicio así a una guerra abierta en 1954 que no terminará hasta que Argelia haya obtenido su independencia.

El FLN-ALN decide iniciar las hostilidades, sin la colaboración de los grupos comunistas y los ulemas. Así, el PCA organiza en 1955 sus propios grupos armados, los *Combattants de la Liberté* (CDL). Un año después, los CDL se unen a las tropas del ALN, gracias a un pacto entre el *Frente de Liberación Nacional* y el *Partido Comunista Argelino*. En ese mismo año los militantes del *Movimiento de los Ulemas* se unen también al FLN-ALN.

A partir de la grave crisis que había conocido el MTLD, su líder Messali Hadj continuó en desacuerdo con la otra tendencia de su partido y crea, desde los principios de la lucha armada, el *Mouvement National Algérien* (MNA), el cual entra en confrontación con el FLN-ALN por el liderazgo política del movimiento independentista. Graves enfrentamientos se producen entre miembros del MNA y del FLN-ALN, en Argelia y en Francia, pero al final el MNA es eliminado de la escena política por el FLN, quien contó con mayores apoyos por parte del pueblo argelino.

Durante la guerra de liberación de Argelia, el ejército francés desplegó a 600.000 hombres, junto a 260.000 suplentes autóctonos, a los que los argelinos llamarán *harkis*, que se podría traducir como “colaboradores” (del ejército francés). El ejército cierra las fronteras con Túnez y Marruecos e instala zonas prohibidas. A pesar de eso el pueblo argelino resiste, como se demuestra en el episodio de la llamada “Batalla de Argel” (de

enero a octubre de 1957), en la cual fue asesinado, en la cárcel, Larbi Ben M'hidi, uno de los fundadores del CRUA.

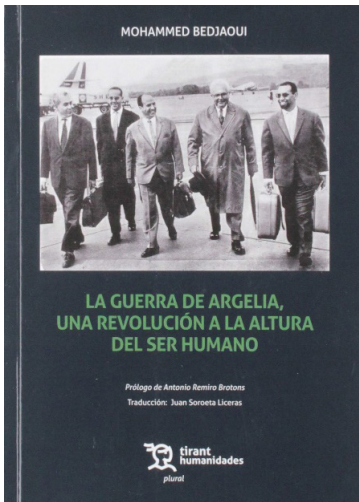
El *Gobierno Provisional de la República Argelina* (GPRA) nace en el año 1958, y en diciembre del año 1960 Argel vive cuatro días de manifestaciones de apoyo al FLN y por la independencia. El mes de abril de 1961 verá un alzamiento de generales del ejército francés en contra del General de Gaulle, quien había hablado de una “Argelia argelina”. Más tarde, y hasta 1962, los militares franceses partidarios de la “Argelia francesa” y los colonos formarán la *Organisation de l'Armée Secrète* (OAS), responsable de muchos atentados y asesinatos.

Finalmente, en el mes de marzo de 1962 entra en vigor el cese el fuego, consecuencia de los “Acuerdos de Evian”. El 5 de julio del mismo año marca la independencia de país y el nacimiento de la República Argelina Democrática y Popular.



Reseñas y comentarios bibliográficos

Mohammed Bedjaoui,
La Guerra de Argelia, una revolución a la altura del ser humano,
Valencia, Tirant Humanidades, 2019, 402 pp.
[ISBN: 978-8417706357]



El relato de Mohammed Bedjaoui sobre la cuestión de la guerra en Argelia ha sido acercado al público hispanohablante de la mano del profesor Juan Soroeta Liceras, que ha sido el encargado de traducir esta obra, desde su publicación original en francés, *Une révolution algérienne à Hauteur d'homme*. Pese a la trascendencia de los acontecimientos que llevaron a la independencia de Argelia y las vicisitudes que experimentaron los ciudadanos de este país (además de muchos españoles residentes o nacidos en territorio

argelino) en su tránsito hasta lograr convertirse en un estado libre y soberano, no son tantas las obras en español que ofrecen crónica de los acontecimientos.

Bedjaoui ha ostentado cargos de tal relevancia como secretario general del primer gobierno argelino, ministro de justicia, ministro de asuntos exteriores, presidente del Consejo constitucional de Argelia, decano de la facultad de Derecho de Argel, embajador argelino en Francia y ante Naciones Unidas, miembro de la Comisión de Derecho Internacional y miembro del Instituto de Derecho Internacional. Ciertamente una voz muy autorizada que vivió la revolución, guerra e independencia de primera mano como testigo de excepción. Lo que el lector va a encontrar será por lo tanto un relato de los hechos con muchos elementos autobiográficos, a modo de memorias de Mohamed Bedjaoui, que el profesor Antonio Remiro Brotóns se encarga de introducir en su pró-

logo, haciendo un recorrido histórico-jurídico sobre las cuestiones más relevantes que, después, tratará el mismo autor con más detalle en las páginas subsiguientes: la financiación del conflicto bélico por parte de otros países árabes o la contribución decisiva del presidente de Túnez, Habib Burguiba, en las negociaciones que culminarían con la independencia de Argelia, entre otros aspectos.

Como pretendidas memorias, la narrativa interna del libro presenta un origen, evolución y final con el primer capítulo *¿Recuerdas de dónde vienes?*, pasando por el *La visión de futuro de Ahmed Francis* o *Ir al fin del mundo* a modo de recorrido cronológico no solamente por las vivencias del autor sino como imagen especular del pasado, presente y futuro de la revolución argelina y de la andadura que deberían recorrer los argelinos ante la eventual proclamación de la república. Como colofón un epílogo, elaborado también por Bedjaoui, en forma de ensayo a caballo entre la filosofía del Derecho, la teoría de la justicia y el Derecho internacional público, que tiene una profundidad interesante, pues no debe olvidarse el bagaje jurídico del autor más allá de sus inclinaciones políticas o pensamiento revolucionario. En este epílogo el autor reflexiona sobre cómo pasar de la esclavitud a la libertad y, para ello, repasa desde un punto de vista jurídico la confrontación que se daba entre de dos lógicas contrarias (la francesa y la argelina) en la gestión interna de la guerra de descolonización. Analiza así la confrontación de dos lógicas jurídicas contrarias en la escena internacional, entre los años 1955 y 1962, así como una crítica de la dialéctica jurídica imperante en referencia al marco legal internacional. Todo ello, con el fin de consumir la implosión de este marco jurídico de potencias europeas *versus* pueblos colonizados que culminaría con la revolución por la independencia, entre otros, del pueblo argelino.

Pese a lo anterior, el *corpus* de la obra no goza de una estructura formal que pueda esgrimirse como eje que vertebre de manera clara su contenido (más allá del prólogo y epílogo mencionados), aunque es igualmente cierto que el lector podría establecer una escisión imaginaria que dividiría el libro en dos mitades. En la primera mitad es donde Bedjoui se centra más en el relato de su recorrido vital, en ocasiones narrando de forma cruda sus vivencias como niño musulmán en una tierra colonizada por la *laïcité* francesa, la alienación colonial que se experimentaba en la época y

la represión que sufría en su remoto pueblo natal de la Argelia profunda. Lejos de victimismos, el autor presenta estos pasajes de su vida como un telón de fondo que originaría el despertar de su conciencia política frente al poder colonial y que forjaría, a la postre, su carácter de persona comprometida con la independencia tras finalizar sus estudios en Francia.

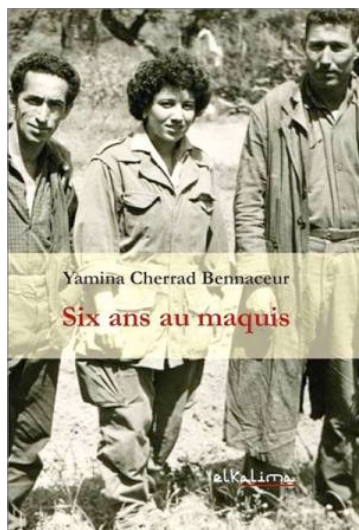
En la segunda mitad del libro, Bedjoui profundiza en las revueltas y el devenir del curso político revolucionario en el eventual advenimiento de la República, y se presenta a sí mismo en el contexto de dicha revolución como un actor decidido a representar su papel en ella. En este punto es donde toma protagonismo la formación de jurista del autor y su decisiva aportación al contexto político de aquel momento, aportando a la causa detallados análisis sobre el sistema internacional y fundamentaciones jurídicas que sustentasen las reclamaciones que se pretendían desde la revolución: desde la denuncia del tratado del Atlántico norte, hasta la crítica a la financiación del gobierno provisional, pasando por la importancia de la adhesión a los Convenios de Ginebra, amén de su presencia en Naciones Unidas, que también la pone al servicio de la causa revolucionaria. Y es que no debe olvidarse que Bedjoui gozaba de una proyección internacional suficiente como para permitirle acudir a Naciones Unidas o, como también narra en este libro, a participar en diferentes peripecias internacionales junto con la delegación argelina en su periplo por el Sudeste asiático en busca de apoyos, o su visita a Cuba en plena crisis de los misiles con Estados Unidos.

En definitiva, si bien el libro refleja el sentir de una parte de la población argelina en los momentos de alienación colonial, no es menos cierto que, precisamente, por la naturaleza misma de la cuestión que se trata aquí, unido al perfil de activista, político y diplomático del autor, hacen de esta obra una enunciación de hechos históricos, pero donde las referencias ideológicas y políticas están continuamente presentes. Las experiencias de Bedjaoui en el campo del activismo (que sería una constante en la carrera del autor y que le permitió ostentar cargos y responsabilidades políticas y diplomáticas al más alto nivel) son claves, y van de la mano de ásperas, aunque fundamentadas, reclamaciones y reflexiones jurídicas sobre el estatus de Argelia en aquel momento. No se trata, por tanto, de un relato aséptico, descriptivo y alejado de elementos valorativos. El propio autor

parece querer influir en la perspectiva del lector al alternar la crudeza de ciertas narraciones, sobre todo las relativas a su infancia bajo dominio francés y sobre las condiciones de vida de sus paisanos, con pasajes que ciertamente destilan una narrativa hilada con fino humor e incluso una retórica con abundancia de ironías, donde el compromiso ideológico con la revolución subyace y permea a lo largo de toda la obra. Bedjaoui, a la postre, presentaría aquí la revolución argelina como un elemento clave en la transformación humanista de la sociedad internacional.

Antonio TORRES FERNÁNDEZ

Yamina Cherrad Bennaceur y Rachida Moncef,
Six ans au maquis,
Argel, El Kalima 2017, 197 pp.
[ISBN: 978-9931903345]



Descubrí el libro *Six ans au maquis* cuando visité el SILA (Salón Internacional del Libro de Argel) en noviembre de 2019. Allí me llamó la atención una señora de cierta edad que firmaba su libro en el stand de la editorial El Kalima. Era la muyahidín Yamina Cherrad Bennaceur. El título del libro y la foto de la cubierta me bastaron para comprarlo y pedirle que me lo dedicara. La foto, tomada en 1960, en Taher (en la Wilaya II. Zona 2), representa a la joven Yamina de apenas 24 años, en uniforme de combate, sonriente, de pie entre dos muyahidines, también sonrientes.

Los *Six ans au maquis* de Yamina Cherrad Bennaceur habían comenzado en noviembre de 1956 cuando ella, nacida en 1936, tenía 20 años, pero su testimonio lo publicó en 2017, con la colaboración de Rachida Moncef, “*después de muchas décadas*”, para evitar que “*se generalice el desconocimiento de nuestra Historia entre nuestra juventud que tiende a condenar el pasado*”, como dice ella en su libro. Decidió así revelar su experiencia de combate por la independencia de nuestro país a los 81 años, cuando sintió por fin la necesidad de contar lo que vivió durante la guerra. y que resurgiera de su memoria lo que en ella había ‘enterrado’. Y es así como la autora participa, con su propia ‘pequeña’ historia, en la escritura de una parte de la historia de Argelia. En efecto, se presenta en un relato autobiográfico que se estructura en tres partes: « *Ma vie avant le maquis* », « *Ma vie au maquis* » y « *De Jijel à la ferme Ameziane* ».

En la primera parte, comienza por contar su infancia en Bel Air, un barrio de la ciudad de Sétif, donde nació en una familia de ‘rebeldes’, significado, según ella, de la palabra Cherrad, su apellido, o de ‘insumisos’, de la que se sentía particularmente orgullosa, y donde vivió hasta su partida al maquis. Describe su barrio, la ciudad, su arquitectura geográfica y humana y recuerda a algunos personajes históricos y políticos que vivieron importantes acontecimientos y rebeliones, como las trágicas manifestaciones del 8 de mayo de 1945. Su ingreso en la escuela primaria le abre nuevos horizontes, especialmente gracias a la directora de la escuela de chicas que Yamina Cherrad describe como una mujer excepcional que iba a desempeñar “*un papel fundamental*” en su formación moral e intelectual, reconociendo así la suerte que tuvieron ella y sus cuatro compañeras de ser las primeras chicas escolarizadas de Bel Air.

Su hermana mayor Nena contribuirá también a su toma de conciencia política y a su compromiso revolucionario, así como la de otras mujeres del vecindario a las que sensibilizaba sobre la causa nacionalista. En esta parte, la autora dedica dos capítulos a su formación de enfermera dando mucha información sobre la creación de una escuela especializada, en 1949, por el doctor Abdelkader Smati, su organización y la calidad de la enseñanza que ella había recibido y que le ofreció más tarde oportunidades en materia de empleo y dio sus frutos en el maquis.

En efecto, en la segunda parte de su libro, Yamina Cherrad Bennaceur, nos informa sobre cómo nacieron las primeras enfermerías en el maquis y, sobre todo, cómo a partir de esas instalaciones, a menudo improvisadas, decenas de mujeres, algunas de ellas enfermeras profesionales, se alistaron y se unieron a sus compañeros muyahidín para atender a los heridos y a la población rural y pobre en plena guerra de liberación nacional. Ella misma desplegará allí todo su conocimiento para formar a los jóvenes que iban a recibir formación médica y su genio para realizar, con los medios a su alcance, operaciones muy pesadas como amputaciones. Cuenta sus distintos desplazamientos forzados a causa de las redadas y amenazas de emboscadas que le harán descubrir la región de Sétif y Jijel e introducen al lector en la vida del maquis. Recuerda a menudo el papel primordial que jugaba una población muy pobre, pero muy solidaria y esencial para la supervivencia de los combatientes.

Yamina Cherrad Bennaceur no se olvida de los lazos de amistad que mantuvo con los miembros de su grupo de lucha y de cuyos nombres se acuerda pese a las décadas que la separan de su vida de maquis, especialmente de sus compañeras de la enfermería, así como de algunos habitantes de las montañas de los alrededores, como es el caso de Fatma, la joven viuda y madre de dos niñas que velaba desde su choza sobre el grupo y le alertaba del menor movimiento mediante gritos, que fingía dirigir a sus flacas gallinas.

Por otra parte, la joven muyahidín se fijaba en las desigualdades que existían entre argelinos y franceses, tanto en Sétif como en Argel, donde había viajado por primera vez para presentarse al concurso de admisión en la escuela de enfermeras. La había notado también entre los hombres y las mujeres en la propia sociedad argelina, tanto en el maquis como en el seno de las familias. Es también con una atención muy particular como observaba el peso de las tareas que soportaban las mujeres en las montañas de Cabilia y que describe minuciosamente al referirse a la nuera de una familia que le había acogido en su casa con una compañera de combate durante una redada de la que habían escapado.

En esta segunda parte, habla de Bachir Bennaceur, un estudiante de medicina, miembro de una célula del FLN y responsable de las enfermerías que se habían creado en la Zona I, con el que se casó en el maquis en presencia de los miembros del equipo de enfermería y en la mayor soledad. Yamina Cherrad Bennaceur concluye esta parte anunciando con alegría su embarazo y con infinita tristeza la muerte de su marido, sucumbido en el campo de batalla diez días antes del nacimiento de su hijo.

La última parte del libro relata la vuelta de Yamina al maquis con su bebé, donde la proclamación del alto el fuego, en marzo de 1962, le había consolado de alguna manera de la pena causada por la muerte de su marido, porque ese hecho significaba para ella la consagración de las esperanzas y de los sueños del pueblo así como la satisfacción del trabajo cumplido, ya que era el preludio de la declaración de la independencia de Argelia.

La autora confiesa su preocupación por su porvenir y el de las demás enfermeras, preguntándose cuál sería su futuro y el de aquellas que se

habían quedado solas, sin apoyo ni conocimiento de los procedimientos a seguir para volver a la vida corriente y conseguir un empleo.

Más allá del testimonio que desvela el libro *Six ans au maquis*, lo que más me ha llamado la atención en este relato, sencillo y sincero, es la humildad con la que Yamina Cherrad Bennaceur cuenta su experiencia, sin ninguna pretensión de colocarse por encima de los demás, más bien todo lo contrario, poniendo de relieve el mérito de todos, desde aquel muchacho al que tuvo que amputar la pierna hasta los héroes que dieron su vida por la libertad y la independencia del país. En realidad, ella quiso utilizar su papel de muyahidín como pretexto para rendir un homenaje a todos aquellos y aquellas que conoció y que participaron de una manera u otra en la construcción de Argelia. Y desde su estatus de enfermera, quiso rendir otro homenaje a sus compañeras de combate y a las enfermeras de la escuela de Sétif, nombrándolas una a una en un anexo que completa con una serie de documentos y fotos personales.

Souad HADJ-ALI MOUHOUB



Biblioteca

GUÍA DE LECTURA DE *AL-LĀZ* DE TAHAR OUETTAR

Noureddine AZZOUNI
Universidad de Argel 2

Glosa biográfica de Tahar Ouettar

Tahar Ouettar nació en Souk Ahras (provincia situada en el extremo noreste de Argelia) el 15 de agosto de 1936, se crió en el campo, en una familia bereber numerosa. Su madre había perdido antes de Tahar a dos hijos en el parto. En la familia de Ouettar solo mandaba el abuelo, un polígamo con cuatro mujeres, muchos hijos y niños. El abuelo de Tahar era un notable del pueblo, conocido por su generosidad en cuya casa todos podían encontrar refugio y comida. Tenía éste mucha notoriedad, arreglaba los conflictos entre los paisanos; también era conocido por su oposición a los representantes de las autoridades francesas. Como acto de resistencia abrió una escuela para enseñar gratis la lengua árabe y el Corán a los niños del pueblo. Ouettar confiesa haber heredado de su abuelo la generosidad y el orgullo; de su padre el ascetismo, el contentamiento y la modestia; de su madre la aspiración y la sensibilidad y de su tío materno el arte.

Empezó Tahar su enseñanza primaria en la Escuela de los Ulemas Musulmanes, que abrió sus puertas en el año 1950, donde fue uno de sus mejores alumnos. Luego, su padre le mandó a Constantina para seguir estudiando en el Instituto de Abdelhamid Ibn Badís en 1952. En Constantina descubrió Ouettar la literatura, que era para él como otra cultura paralela a los estudios religiosos. Así, en menos de un año, leyó todos los libros que encontraba de autores como Gibran Jalil Gibran, Mijael Nouaima, Zaki Mubarek, Taha Hussayn y El-Rafii. Y en 1955 descubrió Tahar la narración épica, una nueva forma de literatura, se metió entonces a leerla. Leyó las novelas, los cuentos y las piezas teatrales árabes, inclusive las obras universales traducidas al árabe.

De ahí, empezó Tahar Ouettar a publicar sus primeros cuentos en el diario *Asabah* (La Mañana), y *El-Amal* (La Esperanza) y en los se-

manales *Lioa El Barlamán Etunisi* (Brigada Parlamentaria Tunisina) y *El-Nida* (La Llamada) así como en la revista *El-Fikr* (El Pensamiento). No se conformó Tahar con esto, sino que también estudió mediante la correspondencia periodismo y cinematografía en escuelas egipcias. Viajó a Túnez en el año 1954, donde estudió un tiempo en la Mezquita de la Zaytuna.

Empezó Ouettar a militar en el partido FLN (*Frente de Liberación Nacional*) en el año 1956, su adhesión y militancia continuaron hasta el año 1984. Fue atraído por la ideología marxista que había abrazado, pero ocultado del FLN, pese a sus escritos que se inscribían dentro de este marco. Ocupó entre 1963 y 1984 el cargo de miembro de la *Comisión Nacional de Información* en el seno del FLN, luego como revisor nacional hasta que se jubiló cuando apenas tenía 47 años. Ocupó también en los años 1991-1992 el cargo de director de la Radio Nacional.

Se conoce asimismo a Ouettar como un activista que se opuso al golpe de estado de 1965 (golpe de Boumediene, jefe del Estado Mayor de las Fuerzas Armadas, contra el presidente de Argelia Ben Bella). También se opuso a la anulación de los resultados de las elecciones parlamentarias de 1992, y por enviar a miles de jóvenes a los centros de concentración en el Sahara argelina sin ningún juicio. Estas posiciones costaron mucho a Tahar Ouettar, que fue marginado y totalmente olvidado.

Ouettar consagró su vida al trabajo voluntario, presidió la asociación cultural *El-Djahidia* desde 1989. Su casa era un santuario donde se encontraban mensualmente los intelectuales. Murió en su casa en Argel en 2010, tras una larga lucha contra el cáncer de hígado.

Obras de Ouettar

• Cuentos:

- *Doukhan Min Kalbi* (Humo de mi corazón). Publicación: Túnez 1961, Argelia 1979 y 2005.

- *Etaanet* (Las puñaladas). Publicación: Argelia 1971 y 2005.

- *Echoubada Yauduna Hada El Osbu* (Los mártires vuelen esta semana). Publicación: Iraq 1974, Argelia 1984 y 2005.

• Piezas Teatrales:

- *Ala Difa El Ukbra* (Sobre la otra orilla), revista *El-Fikr* (El pensamiento). Publicación: Finales de los años cincuenta.
- *El Harib* (El fugitivo). Publicación: Argelia 1971 y 2005.
- *Echoubada Yauduna Hada El Osbu* (Los mártires vuelen esta semana).

• Novelas:

- *Elaz* (El número uno). Publicación: Argelia 1974, Beirut 1982 y 1983, Argelia 1981 y 2005.
- *Ezilzal* (El terremoto). Publicación: Beirut 1974, Argelia 1981 y 2005.
- *El hauat y el casr* (El pescador y el alcázar). Publicación: Argelia (en el periódico Echaab) 1974. A costa del autor en el Cairo en 1978-1987, y Argelia en 2005.
- *Urso bagl* (Boda de burro). Publicación: varias ediciones empezando por Cairo 1983 hasta Argelia 1981 y 2005.
- *El ichku y el mautu fi ezamani el harachi* (Amor y muerte en el tiempo harrachí). Publicación: Beirut 1982 y 1983, Argelia 2005.
- *Tadjruba fi el ichk* (Experiencia en el amor). Publicación: Beirut 1989, Argelia 1989 y 2005.
- *Romana* (Granada). Publicación: Argelia 1971, 1981 y 2005.
- *Echamaa y edahaliz* (La vela y los sótanos). Publicación: Argelia 1995 y 2005; Cairo 1995, Jordania 1996, Alemania 2001 – 2005.
- *El uali esalah yaudu ila makamih azaki* (El santo patrón recobra su notoriedad). Publicación: Argelia 1999.
- *El uali Tahar yarfau yadaihi biaduaa* (El santo patrón Tahar lleva sus manos al cielo para rogar). Publicación: Argelia (el periódico El-Khabar) 2005.
- *Kasida fi etadalul* (Un poema en la humildad). Publicación: Cairo 2010.

• Traducciones:

- Traducción de una colección de poemas del poeta francés Francis Combes, bajo título: *El aprendiz de la primavera*. Publicación: Argelia 1986.

Argumento de la novela al-Lâz / العزاز

Fue la primera novela publicada por Tahar Ouettar el año 1974. Cuenta la historia del conflicto que existía entre los revolucionarios durante la guerra de independencia, donde algunos militantes argelinos comunistas e intelectuales fueron degollados (la revolución liquida a sus hijos) a causa de sus tendencias ideológicas. “Elaz”, personaje protagonista de la novela, es un joven bastardo a quien no se conoce el padre. Simboliza en la novela la Revolución argelina, es la única persona que milita sin cálculos ideológicos ni partidarios, que se plantea preguntas sobre su identidad. Elaz es una persona impulsiva que se dedica al robo y a la agresión, es una persona sin objetivo que maltrata a su madre para sacarle dinero. Pero esta misma persona se convierte en un gran militante; su nacionalismo aparece cuando ayuda a los soldados reclutas argelinos a desertar el ejército francés para tomar el camino del monte, y unirse a la revolución de liberación nacional.

Elaz vive en medio de la gente, como hijo del adulterio, todos sus comportamientos son intentos de obtener un sitio dentro de la sociedad. Con el paso del tiempo éste descubre su ascendencia, que se remontan a una buena familia. Su madre Mariana era una moza virgen que se vio obligada, debido a las incursiones del ocupante, a esconderse en el bosque con su primo paterno Zidane, con quien tuvo relaciones íntimas, dando a luz a Elaz.

Personajes destacados de la novela

Zidane: Es el padre de Elaz, persona culta, se fue a estudiar al extranjero, tardó muchos años en volver, pero cuando volvió trajo consigo nuevas ideas sobre la revolución, la patria y la liberación (ideas marxistas/comunistas); su preparación le llevó a ocupar un puesto de liderazgo en la resistencia difundiendo así sus ideas revolucionarias (comunistas) entre sus paisanos, y así fue cómo descubrió a Elaz y supo que era su hijo. Al final Zidane es ejecutado a manos de sus compañeros a causa de sus ideas comunistas.

Hamou: Es el hermano de Zidane, uno de los personajes importantes de la novela por su papel en la revolución. Al principio, trabajaba en el

baño público del pueblo para sostener a su madre y a sus ocho hijos. Aparte su oficio, pasa el resto de su tiempo acostándose con las hijas del dueño: Dauja, Mbarka y Juja. Al final deja esa vida para unirse a la revolución con su hermano Zidane, donde se convierte en uno de los líderes de esta. Después de la independencia volvió al pueblo, se quedó sin trabajo esperando como otros muyahidines la ayuda del nuevo estado.

Batouche: Es un traidor, un colaborador de los franceses. Quiso dejar su pobreza a toda costa incluso en detrimento de su país. Después de la independencia, ocupa un puesto de alto cargo en el estado. Para Kadour y Hamou fue un choque, un fraude, ya que no era la Argelia que ellos proyectaban.

Chambit (champêtre, guardia municipal): Uno de los colaboradores de los franceses, quien encarceló y torturó a Elaz.

Chayeb Sebti: Fingía ser buena persona piadoso y devoto, cuando en realidad trabajaba como colaborador de los franceses, espía en el pueblo por la cuenta del ocupante. Al final es matado por Kadour y sus compañeros.

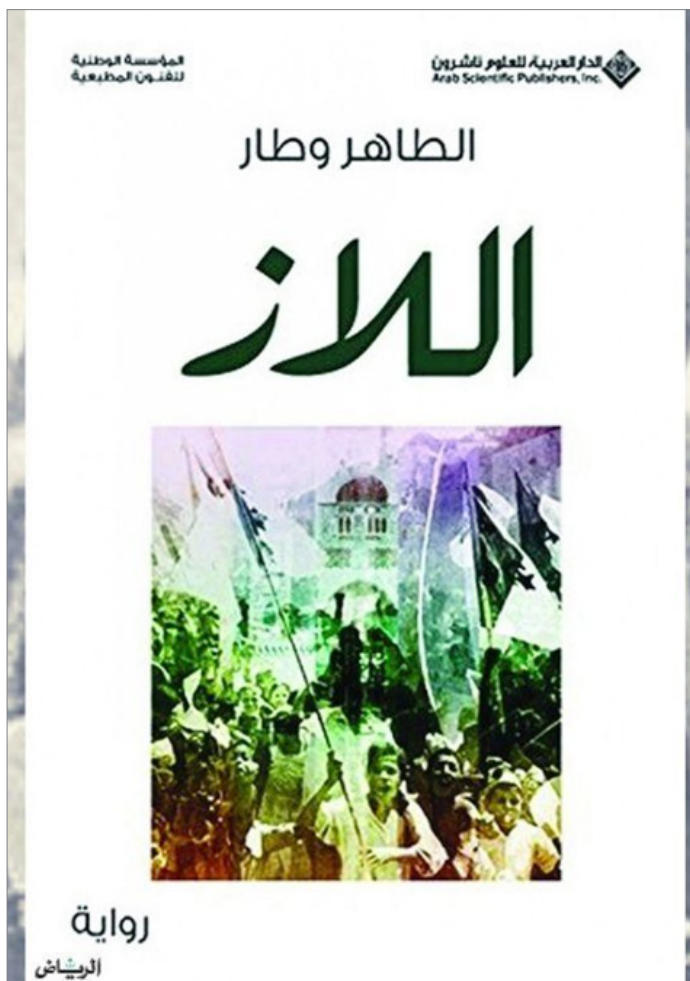
Oficial francés: Maltrataba a los paisanos, los encarcelaba, torturaba, y violaba. Además, se aprovecha sexualmente de Elaz y de Batouche, quien lo mata al final dándole puñaladas con un cuchillo.

Hizia: Simboliza la memoria, la Argelia de antes, buscaba alguien para liberarla de su pasado, de sus sufrimientos, para dar nacimiento a una nueva Argelia.

Mariana: Madre de Elaz, simboliza el pecado.

Zina: Prometida de Kadour. Seguía viviendo en los sueños después de la muerte de su pretendiente.

Susane: Mujer francesa, quien se ocupó de forjar la personalidad de Zidane convirtiéndole en una persona culta.



Coplas por la muerte de Tahar Ouettar.
Homenaje rendido por el poeta iraquí Haydar Taleb Ahamar

الأديب العراقي حيدر طالب الأحمر

سلاما يا وطارا!

¡Adiós Ouettar!

هل ستعود هذا الأسبوع...؟
أم طعنات الجزائر قضت عليك...!
لا... اعتقد أنك عبرت إلى ضفةٍ أخرى...!
هل طرتَ يا وطار أم انه دُخان قلبك طار...؟
أم أنك تريد الخلاص من الدهاليز...! لكنك
تحتاج إلى شمعة!
لا أعرف ماذا حل بك يا وطار!
هل أنت هارب؟
أم أنك تمر بتجربةٍ في العشق؟
أنه ليس زمن الحراشي.
بل انه زمن الزلازل يا وطار.
نعم انه زمن طعنات الجزائر.
بل ليس فقط هم...! بل حتى الولي الطاهر
كان معهم.
هل هذا لأنك شاركت بعرس بغل؟
أم لأن فرنسيس أدخلك إلى ريعه الأزرق!
حسبك وطار.
حسبك شرقية... فالمغربية، هي أصلاً ما تريد.
وسيبقى الولي الطاهر يرفع يده بالدعاء لك يا وطار.
فوداعاً لك يا وطار.

¿Volverás esta semana...?
O las puñaladas de Argelia acabaron contigo...!
No... creo que te has trasladado a otra orilla...!
¿Volaste Ouettar o es el humo de tu corazón
el que ha volado...?
¿O quizás quieres liberarte de los sótanos!...
¡pero necesitas una vela!
¿No sé qué te ha pasado Ouettar!
¿Tú eres un fugitivo?
¿O a lo mejor, has sufrido por amor?
Esto no es un tiempo harrachí.
Esto es un terremoto Ouettar,
Sí, es el tiempo de las puñaladas argelinas.
¿No sólo de ellos...! Sino también el Santo
Tahar estaba con ellos.
Pero por qué, acaso porque participaste en la
Fiesta de la mula?
¿O porque Francis te introdujo en El aprendiz
de la primavera...!
Párate Ouettar.
Confórmate con una orientalista... aunque lo
que quieres de verdad es la magrebí.
El Santo Tahar seguirá rezando por ti, oh Tahar.
Por siempre Ouettar.

Criterios de edición:

Revista Argelina. Revista semestral de Estudios Argelinos es una publicación electrónica e impresa evaluada por pares con tres criterios de selección: 1) aceptación; 2) aceptación con cambios; 3) devolución. Se aceptan contribuciones en castellano, valenciano, árabe, francés e inglés.

Los originales se presentarán registrándose como usuario y subiendo el documento a la plataforma ojs de gestión del proceso editorial en el sitio web: <https://argelina.ua.es>

El aparato crítico deberá ajustarse a las siguientes normas de edición:

- Texto en formato estándar a un espacio de interlineado.
- Fuente en Romanas (Times New Roman) a 12 puntos.
- Título del trabajo en mayúsculas a 16 puntos seguido en línea inferior por el nombre del autor en versalitas.
- Notas a pie de página a 10 puntos.
- Cita: Libro (Nombre, Título, Ciudad, Editorial, Año); Artículo (Nombre, "Título", en Revista, Año, vol. x, núm. x, pp. xx).
- Sistema internacional para las citas y transcripciones del árabe.

معايير النشر :

المجلة الجزائرية هي مجلة علمية ومحكمة، مخصصة للدراسات المتعلقة بالجزائر، مقرها بإسبانيا، تطبع أعدادها ورقيا وإلكترونيا كل ستة أشهر. يستقبل المركز طلبات نشر الأبحاث والدراسات المنجزة وفق معايير الكتابة والنشر المحددة في متن هذه الوثيقة.

- تخضع المواد المرسله كلها للتقييم والقراءة الأكاديمية.
- في حال الموافقة، يُجري الكاتب التعديلات المقترحة قبل تسليم المادّة للتحرير النهائي.
- يشترط في المقالات المقدّمة أن لا تكون جزءاً من كتاب أو مذكرة أو أطروحة أو رسالة، ودون أن يكون قد تمّ تقديمها سابقا لأي جهة علمية أخرى.
- يرفض البحث في حالة عدم إحترام المعايير سابقة الذكر.

يمكن المساهمة باللغات التالية: العربية، الإسبانية، الفرنسية، الفنلندية والإنجليزية. فيما يخص البحوث المكتوبة باللغة العربية يرجى كتابة ملخص البحث في واجهة البحث باللغة العربية وترجمته إلى إحدى اللغات التالية: الإسبانية، الفرنسية، الفنلندية أو الإنجليزية. يرجى من الباحثين تقديم المقالات في الموقع الإلكتروني <https://argelina.ua.es>

مواصفات طباعة البحث :

يهدف توحيد توثيق المصادر بشكل علمي في كلّ أبحاث المجلة، يُرجى من الباحثين الكرام اعتماد أسلوب التوثيق التالي :

باللغة العربية :

- خط العناوين : بنط 16 ثقيل Traditional Arabic
- خط المتن : بنط 16 عادي Traditional Arabic
- خط الهوامش : حجم 12 عادي Traditional Arabic

باللغات اللاتينية :

- تنسيق النص القياسي في مسافة سطر.
- خط العناوين : بنط 16 متبوعا بإسم الكاتب (versalitas)
- خط المتن : بنط 12 عادي (Times New Roman)
- الإشارة إلى الهوامش أسفل الصفحة بالطريقة الاللكترونية، بنط 10 (Times New Roman)
- طريقة التهميش المعتمدة : كتاب (اسم المؤلف بدءاً باللقب، عنوان الكتاب، المدينة، دار النشر، السنة)، مقالة (اسم المؤلف باللقب، "عنوان المقالة بين"، المجلة، السنة، المجلد X، العدد X، من ص . إلى ص .)

- يرجى استعمال النظام الدولي للتعيينات والنصوص العربية.
- يلي كل مقالة قائمة المراجع والمصادر المعتمدة عليها في البحث .



المجلة الجزائرية . العدد السادس عشر . خاص 2022

العدد السادس عشر . خاص 2022

المجلة الجزائرية

مجلة سداسية دولية لدراسات اكاامية خزايرة

المجلة الجزائرية

مجلة سداسية دولية لدراسات اكاامية جزائرية

ÍNDICE

Editorial

Isaac DONOSO

Editorial. 60º aniversario de la Independencia de Argelia 7

Ensayo

Omar BENBEKHTI

L'Algérie: un pivot geostrategique au cœur de la Mediterranee occidentale 11

Artículos y notas

Menouba BENMATI HAMANI

Los mapas atestiguan... Impacto de las leyes de tierras coloniales en Argelia: 1830-1950 23

Souad HADJ-ALI MOUHOUB

La canción patriótica en la lucha por la independencia de Argelia 51

Juan MARTOS QUESADA

La independencia de Argelia y el proceso de arabización 77

Redouane MOUHOUB

Sinopsis del movimiento de liberación e independencia de la República de Argelia 95

Reseñas y comentarios bibliográficos

Mohammed Bedjaoui, *La Guerra de Argelia, una revolución a la altura del ser humanon* (A. Torres)..... 103

Yamina Cherrad Bennaceur y Rachida Moncef, *Six ans au maquis* (S. Hadj-Ali) 107

Biblioteca

Noureddine AZZOUNI

Guía de lectura de al-Lâz de Tabar Ouettar 113